

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTREME NORD

DEPARTEMENT DU LOGONE ET CHARI

COMMUNE DE GOULFEY

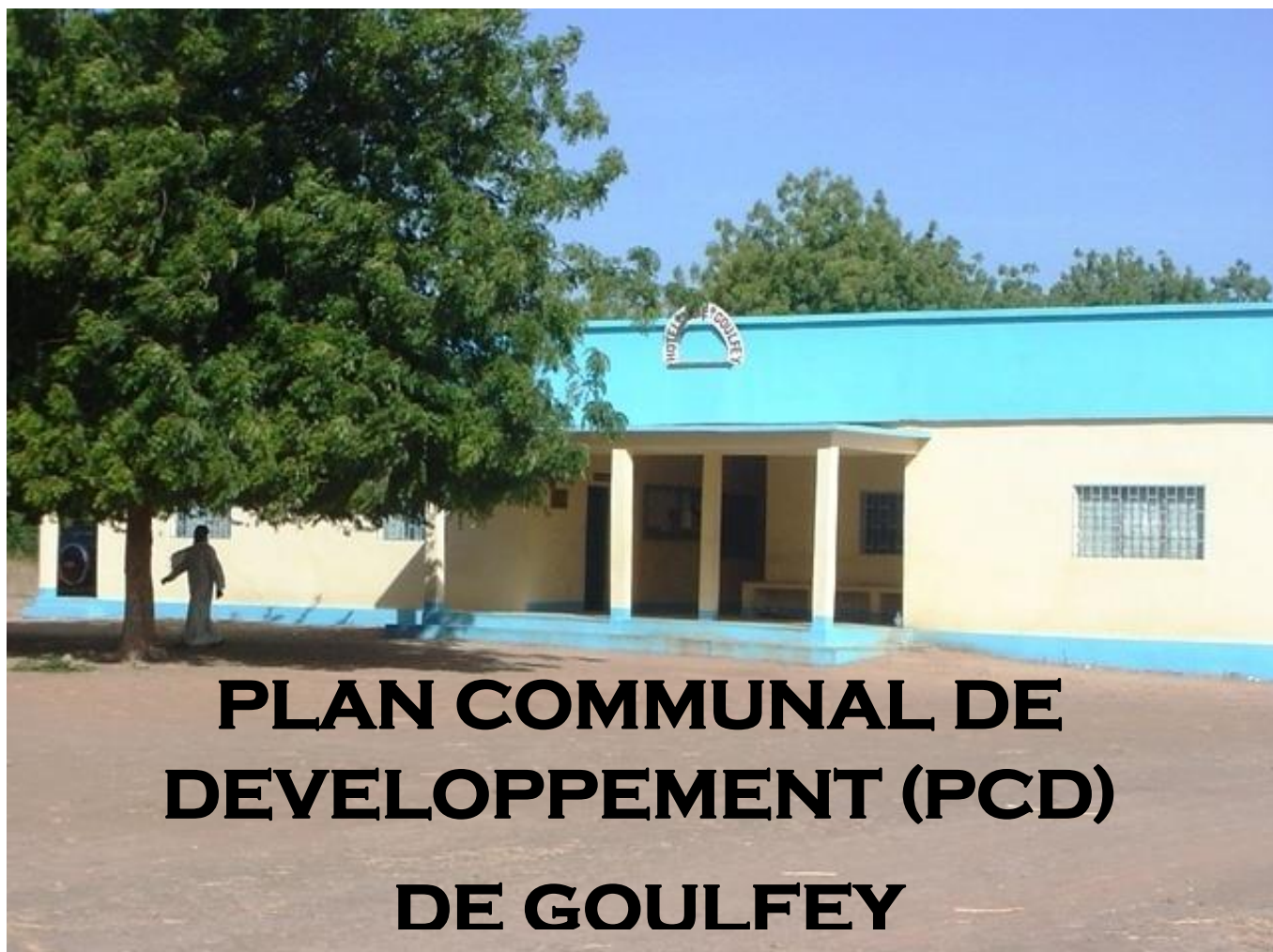
REPUBLIC of CAMEROON

Peace – Work – Fatherland

FAR NORTH REGION

LOGONE AND CHARI DIVISION

COUNCIL OF GOULFEY



Financement : Programme National du Développement Participatif



Septembre 2011

*Elaboré avec l'appui de l'Organisme d'Appui Local **ACP-CAM***

OAL_ Action Commune pour la Préservation de l'Environnement et le Développement (ACP-CAM)

BP: 4462 Yaoundé_ Tél: (237) 22 21 90 12, (237) 77 60 61 72, Courriel : acpcam@yahoo.fr



4	
Liste des abréviations	5
Liste des tableaux	7
Liste des figures et photos	7
INTRODUCTION	9
1 Contexte et justification	9
2 Objectifs du PCD	9
3 Structure du document	9
Chapitre 1 : Approche Méthodologique	11
1.1. Préparation de l'ensemble du processus	11
1.2. Collecte des informations et traitement	12
1.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	14
1.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation	14
1.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	14
Chapitre 2 : Présentation de la commune	16
2.1 Localisation de la commune	16
2.2 Milieu biophysique	17
2.3 Milieu humain	17
2.4 Principales infrastructures par secteur	25
2.5 Principales potentialités et ressources de la Commune	26
Chapitre 3 : Synthèse des résultats du Diagnostic Participatif	28
3.1 Synthèse du DIC	28
3.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	33
3.3 Recherche de solutions : Matrice de moyens et fin	39
3.4 Besoins consolidés par composante	46
Chapitre 4 : Planification stratégique	70
4.1 Vision et objectifs du PCD	70
4.2 Cadre logique par secteur	71
4.3 Coût estimatif du PCD	107
4.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	108
Chapitre 5 : Programmation des actions à mener	111
5.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)	111
5.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA	116
5.3 Plan d'Investissement Annuel (PIA)	118
Chapitre 6 : Mécanisme de suivi-évaluation	123
6.1 Mise en place du Comité Communal de Suivi Evaluation (CCSE)	123
6.3 Mécanismes de suivi évaluation du CC	124
6.4 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)	125
6.5 Dispositif, outils et fréquence du reporting	126
6.6 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	126
6.7 Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD	126
CONCLUSION	129
BIBLIOGRAPHIE	130
Annexes	132
➤ Fiches de projets du PIA	132

RÉSUMÉ

Résumé

Conformément à la loi sur la décentralisation, la commune de Goulfey s'est engagé dans l'élaboration de son Plan Communal de Développement (PCD), avec comme partenaire le PNDP qui a pour mission de contribuer à l'amélioration durable des conditions de vie des populations en milieu rural, et notamment les plus défavorisées, à travers l'appui du processus d'élaboration des plans de développement et le cofinancement des actions de développement identifiées à la base par les bénéficiaires eux-mêmes. Pour ce faire, la méthodologie préconisée a impliquée un diagnostic au niveau des villages de la Commune, de la ville et de l'institution communale.

Le PNDP dans sa nouvelle démarche, procède à l'appui du processus d'élaboration des plans de développement des communes du Cameroun. Pour ce faire, la méthodologie préconisée implique un diagnostic au niveau des villages de la Commune, de l'espace urbain et de l'institution communale.

L'OAL ACP-CAM qui s'est vu confier la mission d'accompagnement de la commune de Goulfey dans l'élaboration de son PCD, avait pour objectifs de doter cette dernière d'un Plan Communal de Développement (PCD), tout en lui transférant les compétences en planification et programmation lui permettant d'actualiser son PCD et d'élaborer son plan d'investissement annuel.

L'animation de l'atelier de planification communale a mis en application les directives consignées dans les supports de formation et de guide du planificateur en développement local. C'est ainsi que les outils de la MARP (*les cadres logiques par secteur, le tableau des ressources mobilisées, le tableau global des ressources mobilisables, la grille multicritères de classement des projets, le plan d'investissement annuel, le cadre de dépenses à moyen terme, le plan de passation des marchés, le cadre sommaire de gestion environnementale*), ont été déroulés au niveau des diverses instances. Au final, les problèmes et les besoins ont été identifiés dans les 28 secteurs et la Commune à axé ses priorités sur les secteurs (**Institution communale, Agriculture, Elevage, pêches et industries animales, Développement urbain et habitat, Environnement et protection de la nature, Education de base, Santé publique, Eau et énergie, Travaux publics, Affaires sociales**), toutefois les autres secteurs restent d'actualité mais nécessitent une recherche de financement et des partenaires pour leur misent en œuvre.

A la fin du processus un comité de suivi et de mise en œuvre du PCD, constitué de neuf membres a été mis en place par un arrêté municipal pour s'assurer du suivi des activités ainsi programmées.

Le coût total du Plan Communal de Goulfey est de **13 962 678 000 CFA (Treize milliards neuf cent soixante deux millions six soixante dix huit mille francs CFA)**, **Projeté pour une période de dix ans.**

Le Cadre de Dépense à Moyen Terme (CDMT) s'élève à **2 703 719 000 CFA (Deux milliards sept cent trois millions sept cent dix neuf mille francs cfa)**, **pour la mise en œuvre des activités sur trois années.**

Et le Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour l'année 2011 s'élève à **87 000 000 FCA (Quatre vingt sept millions de francs cfa) et ne porte que sur le quatrième trimestre de l'année 2011.** Le PIA pour l'année 2012 ne sera fait qu'en début d'année.

La commune de GOULFEY, créée en 1993, est située dans le département du Logone et Chari, région de l'Extrême Nord du Cameroun. Elle couvre une superficie de 850 km² et est composée de 198 villages, parmi lesquels 189 appartiennent au secteur rural et 9 au secteur urbain. Elle est limitée au nord par la commune de Blangoua, au sud par le fleuve Serbouel, à l'ouest par la commune de Makary et enfin à l'Est par le fleuve Chari limitant le Cameroun et le Tchad

La commune de Goulfey dispose d'un potentiel important pour se développer, on peut citer entre autres, un potentiel agricole avec des vastes terres favorables à la pratique de l'agriculture à grande échelle (riz, mil, sorgho etc.), un potentiel touristique énorme, la possibilité de développer son tissu économique formel ou informel, un potentiel humain important. Ce développement serait également stimulé par le dynamisme de l'exécutif municipal et de la population.

Liste des abréviations

ACP-CAM	Action Commune Pour La Préservation De L'environnement Et Le Développement
AER	Agence D'Electrification Rurale
AES SONEL	Applied Energy Services. Société Nationale D'Electricité
AGR	Activités Génératrices De Revenu
ANOR	Agence Nationale de Normalisation et de la Qualité
APEE	Association Des Parents D'Elèves Et Enseignants
ART	Agence De Régulation Des Télécommunications
BIP	Budget D'investissement Public
BTP	Bâtiments Et Travaux Publics
CAMTEL	Cameroon Telecommunications
CAMWATER	Cameroon Water Utilities Cooperation
CC	Comite De Concertation
CDMT	Cadre De Dépense A Moyen Terme
CEAC	Centre d'Education et d'Action Communautaire
CES	Collège D'enseignement Secondaire
CETIC	Collège D'enseignement Technique Industriel et Commercial
CLLS	Comite Local de Lutte Contre le Sida
CM	Conseil Municipal
CM2	Cours Moyen Deuxième Année
CMA	Centre Médical D'arrondissement
CND	Conseil National de la Décentralisation
CNPS	Caisse Nationale de la Prévoyance Sociale
CPPF	Centre Polyvalent de Promotion De La Femme
CRC	Cellule Régionale de Coordination
CSI	Centre De Sante Intégré
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CVECA	Caisse Villageoise D'Epargne et de Crédit Autogéré
CVUC	Communes Et Villes Unies Du Cameroun
DGSN	Délégation Générale A La Sûreté Nationale
DIC	Diagnostic Institutionnel Communal
DSCE	Document De Stratégie Pour La Croissance Et L'emploi
DUP	Dossier D'utilité Publique
EEC	Eglise Evangélique Du Cameroun
ELECAM	Elections Cameroon
EMF	Entreprise De Micro Finance
FCFA	Francs De La Communauté Française D'Afrique
FEICOM	Fonds Spécial D'Equipeement Et D'Intervention Intercommunal
GDT	Gestion Durable Des Terres
GIC	Groupe D'initiative Commune
GPS	Global Positioning System
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IDA	International Development Association
IDE	Infirmier Diplômé D'Etat
IH	Industrie D'habillement
IRAD	Institut De Recherche Agricole Et De Développement
ISS	Interview Semi-Structurée
IST	Infection Sexuellement Transmissible
MAETUR	Mission D'Aménagement Et D'Equipeement Des Terrains Urbains Et Ruraux
MARP	Méthode Accélérée de recherche Participative
MINADER	Ministère De L'agriculture Et Du Développement Rural
MINAS	Ministère Des Affaires Sociales
MINATD	Ministère De L'administration Territoriale Et De La Décentralisation
MINCOMMERCE	Ministère Du Commerce
MINCULTURE	Ministère De La Culture
MINDAF	Ministère Des Domaines Et Des Affaires Foncières
MINDEF	Ministère De La Défense
MINDUH	Ministère Du Développement Urbain Et De L'habitat
MINEDUB	Ministère De L'Education De Base
MINEE	Ministère De L'Eau Et De L'Energie
MINEFOP	Ministère De L'emploi Et De La Formation Professionnelle

MINEP	Ministère De L'environnement Et De La Protection De La Nature
MINPAT	Ministère de L'Economie de la Planification et de L'Aménagement du Territoire
MINEPIA	Ministère De L'Elevage, Des Pêches Et Des Industries Animales
MINESEC	Ministère Des Enseignements Secondaires
MINESUP	Ministère De L'enseignement Supérieur
MINFI	Ministère Des Finances
MINFOF	Ministère Des Forets Et De La Faune
MINJEUN	Ministère De La Jeunesse
MINMIDT	Ministère Des Mines Et Du Développement Technologique
MINPMEESA	Ministère Des Petites Et Moyennes Entreprises, De L'Economie Sociale Et Artisanat
MINPOSTEL	Ministère Des Postes Et Télécommunications
MINPROFF	Ministère De La Promotion De La Femme Et De La Famille
MINRESI	Ministère De La Recherche Scientifique Et De L'innovation
MINSANTE	Ministère De La Sante Publique
MINSEP	Ministère Du Sport Et De L'Education Physique
MINTOUR	Ministère Du Tourisme
MINTP	Ministère Des Travaux Publics
MINTRANSPORT	Ministère Des Transports
MINTRASS	Ministère Du Travail Et De La Sécurité Sociale
MP	Maitre De Parent
MT	Moyenne Tension
MTN	Mobile Télécommunications Network
OAL	Organisme D'appui Local
OMD	Objectif Du Millénaire Pour Le Développement
PACA	Projet d'Appui à la Compétitivité Agricole
PADDL	Programme D'appui A La Décentralisation Et Au Développement Local
PAJER U	Programme D'appui A La Jeunesse Rurale Et Urbaine
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PCD	Plan Communal De Développement
PDRI-CL	Programme De Développement Rural Intégré – Chari Logone
PDRP	Programme De Développement Rural Participatif
PEV	Programme Elargi De Vaccination
PIA	Plan D'investissement Annuel
PIAASI	Projet Intégré d'Appui au Acteurs du Secteur Informel
PME	Petite Et Moyennes Entreprises
PNDP	Programme National De Développement Participatif
PNEJ	Pacte National Pour L'emploi Des Jeunes
PPTE	Pays Pauvre Très Endette
RDPC	Rassemblement Démocratique Du Peuple Camerounais
RGPH	Recensement General De La Population Et De L'habitat
SARL	Société Anonyme A Responsabilité Limitée
SAR-SM	Section Artisanal et Rural / Section Ménagère
SEMRY	Société D'exploitation Et De Modernisation Du Riz Dans La Plaine De Yagoua
SIARC	Salon International De L'artisanat Du Cameroun
SIDA	Syndrome D'Immuno Déficience Acquis
TIC	Technologies De L'information Et De La Communication
UNESCO	United Nations For Education, Science And Culture Organization
UNFPA	United Nations Fund For Population
UNICEF	United Nations of International Children's Emergency Funds
VIH	Virus D'Immuno Déficience Humaine
WC	Water Close

Liste des tableaux

Tableau	Page
<i>Répartition et évolution de la population du milieu urbain suivant les classes d'âge</i>	18
<i>Evolution Population des villages de Goulfey</i>	19
<i>Quelques dates les plus importantes pour les villages</i>	20 – 21
<i>Calendrier saisonnier</i>	23
<i>Principales Cultures pratiquées</i>	23
<i>Gestion des ressources humaines</i>	28
<i>Gestion des ressources financières</i>	28 – 29
<i>Gestion du patrimoine communal</i>	29
<i>Gestion des relations (insister sur les forces et faiblesses)</i>	29
<i>Matrice d'analyse des problèmes de l'institution communale</i>	30
<i>Axes de renforcement de la Commune</i>	31-33
<i>Matrice de moyens et fin de l'institution communale</i>	39 - 41
<i>Matrice des moyens et fins des villages et de l'espace urbain</i>	41 - 46
<i>Besoins des corps de métier</i>	46 – 49
<i>Besoins et attentes des couches vulnérables</i>	49 – 50
<i>Besoin en infrastructures sanitaires</i>	51
<i>Besoins en éducation de base</i>	51 – 53
<i>Besoins en infrastructures marchandes</i>	53
<i>Besoin en infrastructures sociales</i>	54 – 60
<i>Besoin en infrastructure routière</i>	60
<i>Besoin en infrastructures électriques</i>	61 – 62
<i>Besoins en Forage</i>	62 – 65
<i>Besoins en puits</i>	66 - 68
<i>Cadre logique par secteur</i>	71 – 106
<i>Coût estimatif du PCD</i>	107
<i>Esquisse du PUGT</i>	108
<i>Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)</i>	111 - 116
<i>Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT</i>	116 – 117
<i>Programmation annuelle des projets prioritaires (PIA) 2011 et 2012</i>	120
<i>Plan de Passation des marchés du PIA</i>	121
<i>Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD</i>	127

Liste des figures et photos

Photo :	<i>Aperçu du bâtiment de la Commune de Goulfey</i>	<i>page de garde</i>
Carte :	<i>Localisation de la commune</i>	<i>Page 16</i>
Figure :	<i>Courbe de la population par tranche d'âge de l'espace urbain en 2011</i>	<i>Page 18</i>
Figure	<i>Population Goulfey Rural par tranche en 2011</i>	<i>Page 19</i>
Photo :	<i>Entretien avec les groupes vulnérables</i>	<i>Page 21</i>
Photo :	<i>Vue de l'habitat dans un quartier de Goulfey</i>	<i>Page 22</i>

INTRODUCTION

INTRODUCTION

1 Contexte et justification

L'Etat camerounais de par la constitution du 18 janvier 1996, consacre son option pour la décentralisation. Elle suppose l'existence et la responsabilisation des démembrements de l'Etat, consacre la gestion des affaires locales par des responsables et élus locaux dans le cadre des collectivités territoriales décentralisées (CTD) et reconnaît la pertinence et l'efficacité de la gestion de proximité. Le mode de décentralisation mis en œuvre devrait donc permettre à chaque groupe de faire des choix de stratégie de lutte contre la pauvreté, suivant une approche foncièrement participative, en tenant compte de ses propres spécificités, de son environnement, de son potentiel, de sa culture et de ses contraintes. Véritable révolution pour le processus de développement de l'espace africain, où on s'est accoutumé à des projets verticaux initiés en occident et implémentés plus ou moins efficacement en Afrique. Bien plus, l'Etat central avait jusqu'alors coutume de planifier le processus de développement national de façon unique et les appliquait à toutes les aires culturelles de l'espace national.

Cette façon de faire a certes enregistré des progrès notoires en termes de créations d'infrastructures sociales et sanitaires. Mais il n'en demeure pas moins qu'une osmose avec les populations n'a pas toujours été un acquis. C'est dans cet élan que l'implémentation du développement a quitté la barque de l'Etat-providence pour se loger dans la niche des populations elles-mêmes avec le processus de décentralisation en cours. Le Programme National de Développement Participatif (PNDP) initié par l'Etat camerounais et parrainé par le Ministère de l'Economie, du Plan et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), a la charge de donner vie à cette politique de développement.

La loi N° 2004/018 du 22 juillet 2004 fixant les règles applicables aux Commune, il ressort que le Plan Communal de Développement (PCD) est un outil essentiel pour l'organe délibérant, dans l'accomplissement de ses missions de canalisation, d'implémentation et de suivi des initiatives de développement. C'est à juste titre que dans sa stratégie de développement élaborée en Aout 2009, le gouvernement précise que l'accent sera mis sur l'élaboration systématique des PCD, lequel document devra être en cohérence avec les exigences de planification au niveau de l'Etat central (point 531, DSCE).

S'est pour s'arrimer à cette nouvelle donne et dans l'optique de mettre en place une feuille de route décrivant pas à pas la méthode et les moyens à mettre en œuvre pour le développement notable de la Commune et pour éviter les pièges du pilotage à vue, que la commune de Goulfey s'est engagée dans l'élaboration de son PCD.

2 Objectifs du PCD

- ◆ Traduire les problèmes et besoins des villages et de la ville en projets de développement
- ◆ Ressortir de façon coordonnée les actions de développement dans le temps et l'espace
- ◆ Présenter
- ◆ D'assurer la prise en charge du développement du milieu par les communautés rurales et les acteurs locaux ;
- ◆ Contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale.

3 Structure du document

Ce document comporte sept chapitres qui ressortent entre autres : la méthodologie qui a guidé la collecte des données ; la présentation sommaire de la commune ; la synthèse des résultats consolidés des diagnostics participatifs ; la planification stratégique (cadre logique) ; la programmation des différentes actions à mener et le mécanisme de suivi-évaluation.

Chapitre 1 :

APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Chapitre 1 : Approche Méthodologique

La méthodologie utilisée pour la réalisation du PCD de Goulfey est celle de la stratégie de planification mise en œuvre par le gouvernement camerounais à travers le Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT). Un guide méthodologique a été mis sur pied à cette fin par les parties prenantes au développement local. Sept étapes y sont identifiées, notamment :

- la préparation du processus de planification ;
- les diagnostics participatifs (villages, espace urbain et institution communale) ;
- la planification ;
- la mobilisation des ressources ;
- la programmation ;
- la mise en œuvre du plan ;
- le suivi-évaluation.

1.1. Préparation de l'ensemble du processus

Elle a été marquée par les multiples démarches, tant formelles qu'informelles, visant la prise de contact avec la commune, par les cadres de l'OAL ACP-CAM. Ces rencontres ont permis de discuter des objectifs de la démarche, d'arrêter les dates de réalisation des différentes activités ; d'identifier les parties prenantes. De façon spécifique, ces rencontres ont permis d'avoir une compréhension commune du but et de la méthodologie, ainsi que les différents acteurs qui devraient être impliqués dans la réalisation du PCD au niveau de la commune.

Elle avait pour objectif de favoriser la participation de toutes les parties prenantes, dont les populations, pour l'élaboration, du plan communal de développement.

1.1.1. Mise en place du dispositif institutionnel

La préparation du processus a commencé par la mise en place du dispositif institutionnel de planification (Comité de Pilotage), chargé du suivi et de l'adoption du programme de planification, de la sensibilisation des populations et de la collecte des données. Ce comité est mis en place par l'arrêté communal n° 05/AC/C/GFEY/M du 18 Novembre 2010, suite à de multiples échanges effectués par le magistrat municipal, non seulement avec les cadres de l'OAL qui ont présenté les objectifs de la démarche, mais aussi avec Conseillers Municipaux et les forces vives de la localité, ce qui a facilité le choix des membres et qui ont pris service dès la signature de l'arrêté.

1.1.2. Préparation pédagogique

Elle a consisté, en ce qui est des opérations de diagnostics, pour les cadres de l'OAL ACP-CAM dans un premier temps, à l'harmonisation des techniques et des méthodes qui seraient utilisées lors du diagnostic participatif, suite au réajustement apporté par l'atelier de formation des OAL organisé par le PNDP / CRP Extrême Nord du 19 Septembre au 03 Octobre 2010 à Yagoua ; ainsi qu'au recrutement dans les villages à Goulfey et à la formation des facilitateurs endogènes, les 30 novembre et 1^{er} et 2 Décembre 2010 à Goulfey. Dans un second temps, elle a consisté à apprêter le matériel de travail des équipes (papier kraft, marqueurs, crayons, stylos à bille, papier format A4, etc.). Deux jours de travaux dans la salle des actes de la Commune et à l'école publique de Goulfey, et une descente dans les villages pilotes, suivie de la restitution, ont permis de mettre tous les facilitateurs à niveau pour le plein accomplissement de leur tâche.

La commune étant répartie en six (6) grands secteurs constitués de plusieurs villages et groupe de village, six équipes ont été constituées chacune devant couvrir un secteur.

La préparation de l'atelier de planification a quant à elle nécessité la synthèse des différents diagnostics, l'élaboration des cadres logiques par secteur et la consolidation des données financières.

1.1.3. Préparation administrative

Elle a été menée par les cadres de l'OAL ACP-CAM et la Commune de Goulfey, avec l'appui du PNDP CRP-Extrême-Nord. Son point culminant a été la présentation de l'OAL chargé de l'exécution du processus sur le terrain le 25 Novembre 2010 à Goulfey, à la suite d'une session du Conseil Municipal, en présence du Préfet du Logone et Chari. Celle-ci offrait une occasion d'informer les autorités administratives, communales, traditionnelles et les élites de la commune de Goulfey sur les enjeux du processus d'élaboration du Plan Communal de Développement, ainsi que le travail qui sera effectué dans la

commune. Au cours de cette cérémonie, le programme du déroulement du diagnostic aux niveaux institutionnel, de l'espace urbain et des villages a été arrêté.

L'atelier de planification a quant à lui nécessité un autre round de sensibilisation des autorités administratives. Des invitations à l'atelier de planification ont ainsi été initiées et distribuées au niveau des autorités administratives départementales et d'arrondissement.

1.1.4. Préparation dans l'institution communale, dans l'espace urbain communal et dans l'espace rural communal

Avant les opérations de diagnostic participatif, plusieurs descentes des équipes ACP-CAM ont eu lieu en vue d'informer et de sensibiliser les populations et les autorités sur le Programme National de Développement Participatif (PNDP) et son importance dans le processus de développement local.

Au niveau de l'institution communale, de nombreuses séances de travail ont eu lieu entre l'exécutif communal et les cadres de l'OAL ACP-CAM d'une part, et entre les cadres techniques de la Commune et ceux de l'OAL d'autre part. Un agent communal expérimenté a été désigné par l'exécutif pour assurer la liaison permanente entre l'OAL et les différentes parties prenantes ; ce qui a facilité l'obtention de certains compléments d'informations tant au niveau de la mairie qu'auprès des Conseillers municipaux.

Dans chaque quartier et village de l'espace urbain, des réunions ont été organisées entre les chefs, leurs notables, leurs conseillers, quelques élites, les responsables des corps de métier et les responsables d'ACP-CAM. Ces rencontres ont permis d'arrêter un calendrier de réalisation des travaux et de présenter le mode d'intervention du PNDP.

Dans les villages, des réunions ont été organisées entre les chefs, leurs notables, leurs conseillers, quelques élites et ont permis d'arrêter ou de repréciser le calendrier de réalisation des différents travaux afférents au diagnostic participatif dans leur village, et de présenter le mode d'intervention du PNDP.

1.2. Collecte des informations et traitement

1.2.1. Outils de collecte des données

La collecte des informations, pendant la phase de diagnostic, s'est faite par des entretiens individuels avec des groupes cibles, des entretiens informels, l'observation directe et la revue documentaire. Ce qui a permis d'avoir une idée précise sur la situation de l'institution communale en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des ressources financières, de la gestion du patrimoine communal, de la gestion des relations et sur la situation économique, sociale et culturelle. Ces investigations ont également permis de connaître les potentialités et les contraintes au développement, d'identifier et analyser les problèmes par secteur et d'identifier les besoins par secteur.

Les problèmes identifiés dans chaque composante de l'institution communale et par secteur dans la zone urbaine et rurale ont été analysés, les solutions dégagées et planifiées au niveau endogène.

L'enquête socio économique et environnementale concomitamment menée auprès de la Mairie, des autorités traditionnelles et des services déconcentrés de l'Etat a permis d'obtenir la description du milieu socio économique, ainsi que le niveau de couverture en services sociaux de base et les infrastructures par secteur, et surtout les potentiels impacts du processus de développement sur l'environnement.

Les outils suivants ont du moins été déroulés

♦ La cartographie Participative villageoise

Avec des crayons, des gommes et des markers, chaque groupe socioprofessionnel (hommes, femmes et jeunes) a matérialisé sa vision du village sur du papier kraft en ressortant entres : steppe, cours d'eau, pistes, routes, végétation, plantation, gisement historique, carrière de sable, ainsi que toutes les infrastructures existantes (mosquée/église, stade, coopérative, lieu touristique, fontaine, puits, etc.). et chaque groupe restituait le fruit de son travail en assemblée plénière et la carte la plus représentative était retenue par l'ensemble des participants, consolidée puis validée.

♦ La cartographie des unités de paysage

Sur la base de la cartographie consensuelle villageoise, les différentes unités de paysage ont été identifiées et caractérisées par la population. Celle-ci a permis de saisir au mieux la perception de l'utilisation de l'espace par les populations.

♦ Carte de vulnérabilité

Elle a permis de ressortir à partir de la carte du village les zones où les populations seraient facilement exposées aux risques de contracter les IST/VIH-SIDA. Une série de questions/réponses a permis à cette population d'identifier ce qui pour elle pouvait être considéré comme comportements à risques, les raisons de ce type de comportement, ainsi que les zones susceptibles de les exposer à ce type de comportement. Après avoir répertorié les lieux et les motifs induisant le risque, elles ont élaboré la carte en utilisant l'insigne de la lutte contre le SIDA.

♦ Diagramme de Venn (profil institutionnel)

Les différents groupes socioprofessionnels ont énuméré toutes les institutions et associations qui exercent une activité ayant un impact sur la vie et le développement de la localité. La nature de l'impact, ainsi que son importance ont été caractérisées et schématisées dans un diagramme.

La nature des relations existant entre les institutions internes entre elles, d'une part et celles externes d'autre part ont été illustrées à l'aide des symboles.

♦ Calendrier saisonnier

Il a permis de dégager et de mieux cerner les différentes activités qui meublent la vie du village au cours d'une année. Le calendrier saisonnier a été réalisé par les populations et confronté avec le calendrier fourni par les sectoriels de l'Agriculture et de l'élevage. Les principales activités pratiquées dans le village ont été présentées ainsi que leur période de réalisation au courant de l'année.

♦ SEPO

Cet outil permet d'identifier dans chaque village les activités et initiatives réalisées avec succès d'une part, d'autre part celles ayant connu un échec. Il a également permis d'identifier au présent les potentialités et atouts, ainsi que dans l'avenir les obstacles à son développement.

♦ Transect

Les itinéraires à parcourir ont été sélectionnés sur la carte participative consensuelle élaborée. Il a permis tout d'abord de sillonner à l'intérieur du village et de vérifier les informations portées sur la carte, afin de scruter les potentialités, les contraintes et faire des suggestions pour la liste des problèmes.

♦ Matrice Atouts/Potentialités, Contraintes/Problèmes

Elle a permis de recenser pour chacun des 28 secteurs identifiés et pour chaque village, les atouts et potentialités d'une part, et les contraintes et problèmes d'autre part. A sa suite, une liste des problèmes reformulés a été arrêtée pour chaque secteur.

♦ Arbres à problème / matrice de cause à effet

Les arbres à problèmes ont permis de faire l'analyse des différents problèmes, en faisant ressortir leurs causes et leurs effets, au niveau primaire, secondaire et même tertiaire.

♦ Tableau des solutions

Cet outil a permis de définir les solutions sur les causes ou effets sur lesquels les populations voulaient et pouvaient agir.

♦ Arbres à objectif/ matrice des moyens - fins

Après avoir identifié les causes et les effets des problèmes des populations, on a procédé à leur transformation en moyen et fin à atteindre.

♦ Tableau de planification des solutions endogènes

Ce tableau a été réalisé en assemblée plénière, à la suite des arbres à objectif. Il permet de faire un récapitulatif dans un cadre logique des problèmes et axes de solutions identifiés (pour la résolution desdits problèmes), ainsi que l'année et les modalités de résolution. Ainsi, les principaux problèmes ont été transformés en objectifs globaux et les causes pertinentes en objectifs spécifiques. Les activités de chaque problème ont été ensuite déterminées, de même que les indicateurs de résultats. Ensuite on a procédé à l'estimation des coûts, à l'identification des responsables et des potentiels partenaires.

NB : Il faut noter que *l'ISS* était à la base de l'élaboration de tous ces outils. C'est à partir de cet élément que les facilitateurs s'adressaient à la population afin d'avoir le maximum d'informations sur chaque outil.

♦ Election et installation du Comité de Concertation

Après la lecture des conditions d'éligibilité au CC, des missions du CC et de leur statut, l'équipe des facilitateurs se retirait pour laisser les populations désigner leurs représentants. La forte participation des populations a facilité le déroulement des élections et a permis aux facilitateurs d'entrer rapidement en possession du procès verbal et de la liste des membres du bureau.

1.2.2. Traitement des données

Les données issues des fiches des données de base ont été synthétisées, agrégées et traitées par des calculs statistiques simples en vue d'obtenir des valeurs, telles que les moyennes, les rendements de production, les potentialités, les besoins et les différents taux. Ces données ainsi calculées sont supplées par des données bibliographiques portant sur les politiques sectorielles de développement au Cameroun, les données géographiques et celles portant sur les ressources naturelles et économiques de la localité de travail.

1.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

Un rapport a été dressé au sortir de chaque village, tant de l'espace urbain que de l'espace villageois. Ces rapports ont été agrégés en trois documents synthétiques, présentant les données spécifiques à l'espace concerné. On a veillé que toutes les informations soient ainsi prises en compte dans le rapport consolidé produit à cette fin.

La cartographie a quant à elle été rendue possible grâce au pointage GPS des différentes infrastructures, des ressources, des points d'intérêts divers des villages et de la ville. Une équipe de facilitateurs de l'OAL accompagnée d'un facilitateur endogène est chargée de sillonner l'ensemble des villages à cette fin. Un projet de Plan d'Utilisation et de Gestion des Terres (PUGT) a été élaboré au bout de ce processus.

1.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation

Celui-ci a eu lieu à la salle des délibérations de la Commune de Goulfey sous la présidence du Sous Préfet de l'arrondissement de Goulfey, représentant personnel du Préfet, en présence des sectoriels, de l'équipe municipale, des conseillers municipaux, des forces du développement local et régional, du 09 au 11 juin 2011. Les activités ont consisté à présenter les cadres logiques consolidés par les sectoriels, les sources de financement ainsi que leurs circuits de mobilisation, la vision communale de développement de l'exécutif municipal, l'élaboration du tableau de programmation, du plan d'investissement annuel du plan de passation des marchés et du cadre de dépenses à moyen terme (CDMT).

1.5. Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Le comité de pilotage mis sur pied en début de processus pour faciliter et suivre la conduite des différents diagnostics, a été transformé en comité de suivi et de mise en œuvre, au terme d'un arrêté municipal, rendu public à la fin de l'atelier de planification. Ce comité présidé par l'adjoint numéro un du Maire aura la charge de suivre la mise en œuvre heureuse des activités et projets programmés dans le cadre du PCD.

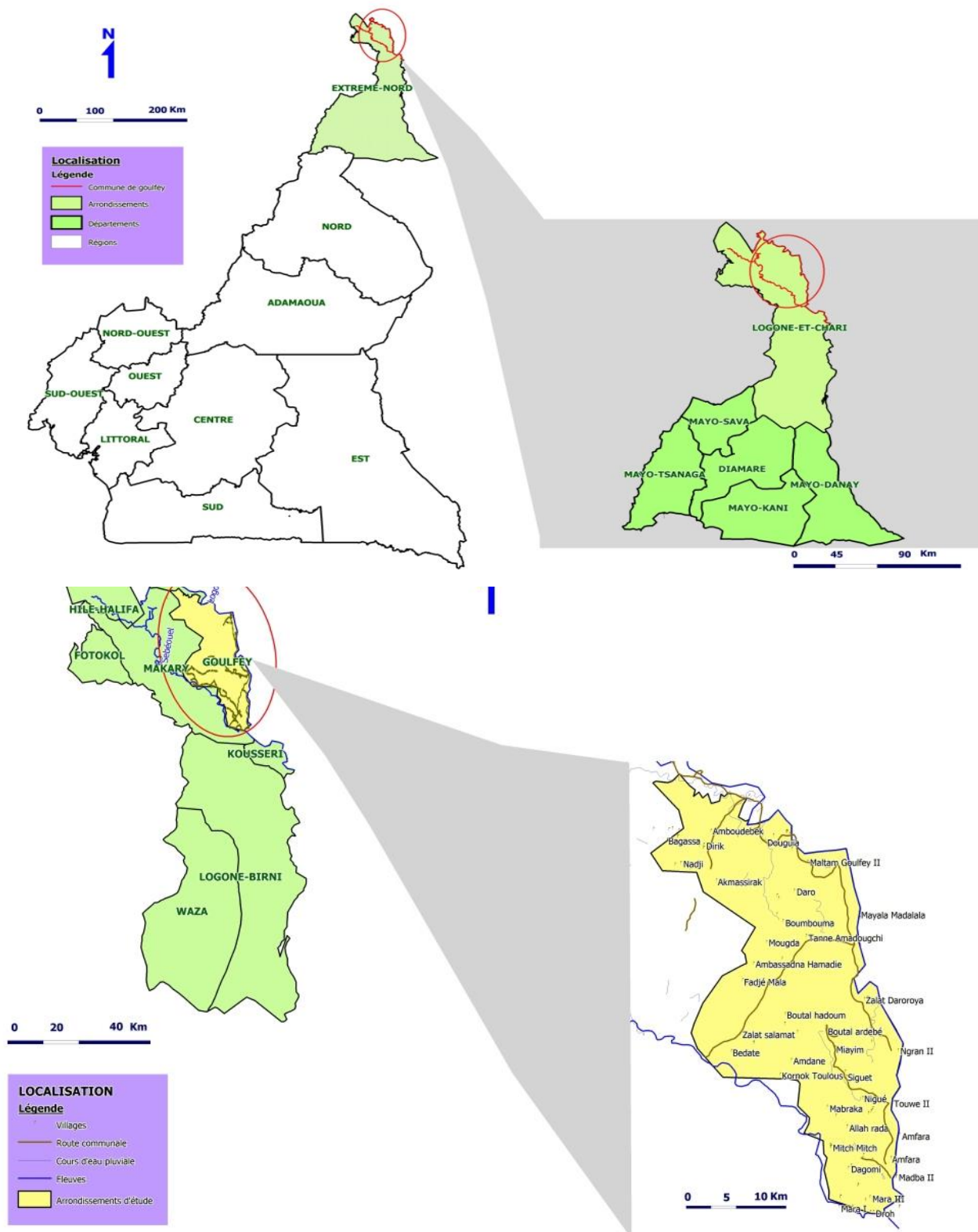
Chapitre 2 :

PRÉSENTATION DE LA COMMUNE

Chapitre 2 : Présentation de la commune

2.1 Localisation de la commune

La commune de GOULFEY, créée en 1993, est située dans le département du Logone et Chari, région de l'Extrême Nord du Cameroun. Elle couvre une superficie de 850 km² et est composée de 198 villages, parmi lesquels 189 appartiennent au secteur rural et 9 au secteur urbain. Elle est limitée au nord par la commune de Blangoua, au sud par le fleuve Serbouel, à l'ouest par la commune de Makary et enfin à l'est par le fleuve Chari limitant le Cameroun et le Tchad.



2.2 Milieu biophysique

2.2.1 Climat

GOULFEY est caractérisée par un climat chaud et sec typique des zones sahéliennes. On y distingue deux saisons :

- Une longue saison sèche qui va de huit à neuf mois et qui voit pendant environ deux semaines un vent sec et violent.
- Une courte saison des pluies, qui va de trois à quatre mois et est caractérisée par des pluies diluviennes.

2.2.2 Sol

Le sol de la Commune de Goulfey est de type sablo-argileux à prédominance argileux, ce qui rend l'accès et la circulation difficile en saison des pluies. Ils sont arides en majeure partie et les tranches marécageuses se fendillent en forme de tablettes de chocolat sous l'effet de la sécheresse.

2.2.3 Le relief

Il est essentiellement plat. On y observe une vaste plaine s'étendant à perte de vue. Cependant il est à noter ici la présence de quelques collines, à faible amplitude, troublant cette vaste plaine.

2.2.4 Hydrographie

L'hydrographie de la localité est assez riche et variée. On observe des fleuves tels que: le Chari, et le Serbouel. Ceux-ci desservent la plupart des villages et constituent des sources d'irrigation des cultures. Mais à cause du relief de plaine d'une part et de l'importance du débit des eaux en saison pluvieuse, ces fleuves constituent des menaces non négligeables eu égard aux inondations causées. Par ailleurs, on observe la présence des rivières de faible importance, telles que le Rassal Fallati, le Boutal Far, le Mahayaal – boutal, le Krech abbator et le Djagara. Aussi note-t-on l'existence des grandes marres (Oasis), aux eaux stagnantes et tarissables en saison sèche.

2.2.5 Flore et végétation

La végétation de la localité est variée. Elle est majoritairement composée de trois principales légumineuses à savoir : les mimosacées constituées des différentes variétés d'acacias, les césalpiniacées, les papilionacées, les zygothyllacées, les zizyphus mauritanial les phycus thonogui, les rôniers ; une végétation de steppe arborée, parsemée de plantes épineuses naines et des herbes parasites. Les principales espèces florales qu'on y retrouve sont le Savonnier, le Tamarinier, l'« Arack », le « Koulkoule » et l'« Achora ». La plupart de ces espèces ont des vertus thérapeutiques et entrent dans la pharmacopée traditionnelle locale. A ces espèces, on peut ajouter les arbres fruitiers, tels que le jujubier, le savonnier, le manguiier etc.

2.2.6 Faune

Elle est caractérisée par des oiseaux migrateurs, des animaux sauvages (singes, chacals, rats palmistes), des oiseaux (cigogne, faucon, mange mil, épervier, charognard, pique-bœufs). Les rongeurs comme l'écureuil, les rats, les souris etc. prolifèrent également.

La faune aquatique quand à elle regroupe des hippopotames, des caïmans et de quelques crocodiles rares. Mais au-delà de cette richesse faunique, l'on peut relever la menace considérable de disparition de certaines espèces, dues soit à la chasse, soit aux feux de brousses et à la déforestation, voire la rudesse du climat.

2.2.7 Aires protégées

Il n'existe pas à proprement parler d'aires protégées dans la zone. Cependant nous notons la présence de trois aires de reboisement promues par le MINFOF, notamment dans les villages : Amfara, Choloba et Djinéné.

2.3 Milieu humain

2.3.1 Démographie

a) Données sociodémographiques du centre urbain de Goulfey

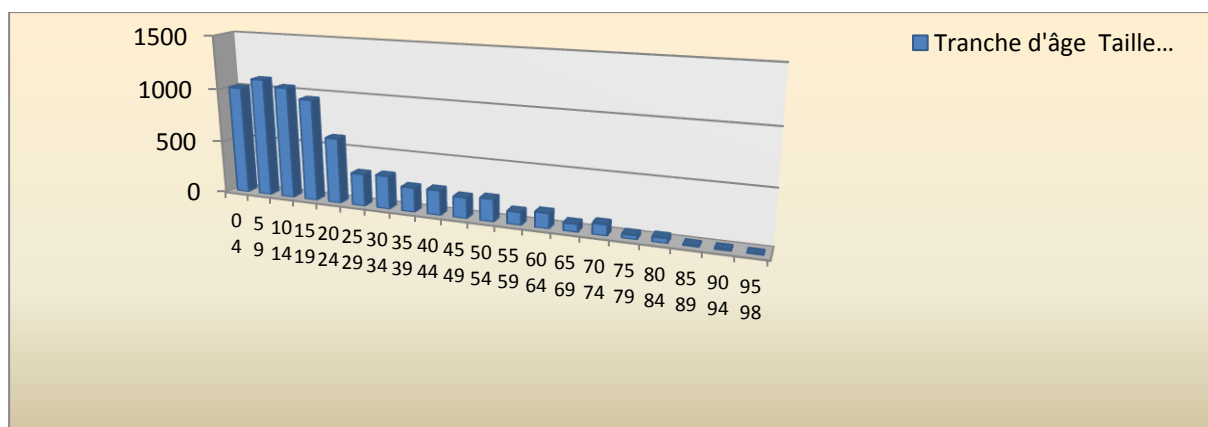
La commune de Goulfey comptait 58 117 habitants en 2005 au moment du recensement général de la population. En y appliquant le taux d'accroissement établi au sortir de ce recensement, on estime à 66 075 âmes environ en 2010 et 67 793 personnes en 2011.

La population de l'espace urbain est estimée à 6712 âmes en 2011 suivant les projections obtenues du RGPH de 2005. Le tableau suivant ressort les tendances selon les années, suivant le taux d'accroissement naturel des mêmes sources.

Tableau : Répartition et évolution de la population du milieu urbain suivant les classes d'âge

Population par tranche d'âge	GOULFEY Urbain						
	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0 - 4	865	887	911	934	959	983	1009
5 - 9	945	970	995	1021	1047	1074	1102
10 - 14	895	918	942	967	992	1018	1044
15 - 19	815	836	858	880	903	927	951
20 - 24	524	538	552	566	581	596	611
25 - 29	258	265	272	279	286	293	301
30 - 34	265	272	279	286	294	301	309
35 - 39	194	199	204	210	215	221	226
40 - 44	197	202	207	213	218	224	230
45 - 49	164	168	173	177	182	186	191
50 - 54	178	183	187	192	197	202	208
55 - 59	101	104	106	109	112	115	118
60 - 64	119	122	125	129	132	135	139
65 - 69	62	64	65	67	69	70	72
70 - 74	86	88	91	93	95	98	100
75 - 79	32	33	34	35	35	36	37
80 - 84	38	39	40	41	42	43	44
85 - 89	8	8	8	9	9	9	9
90 - 94	7	7	7	8	8	8	8
95 - 98	1	1	1	1	1	1	1
TOTAL	5754	5904	6057	6215	6376	6542	6712

Figure : Courbe de la population par tranche d'âge de l'espace urbain en 2011

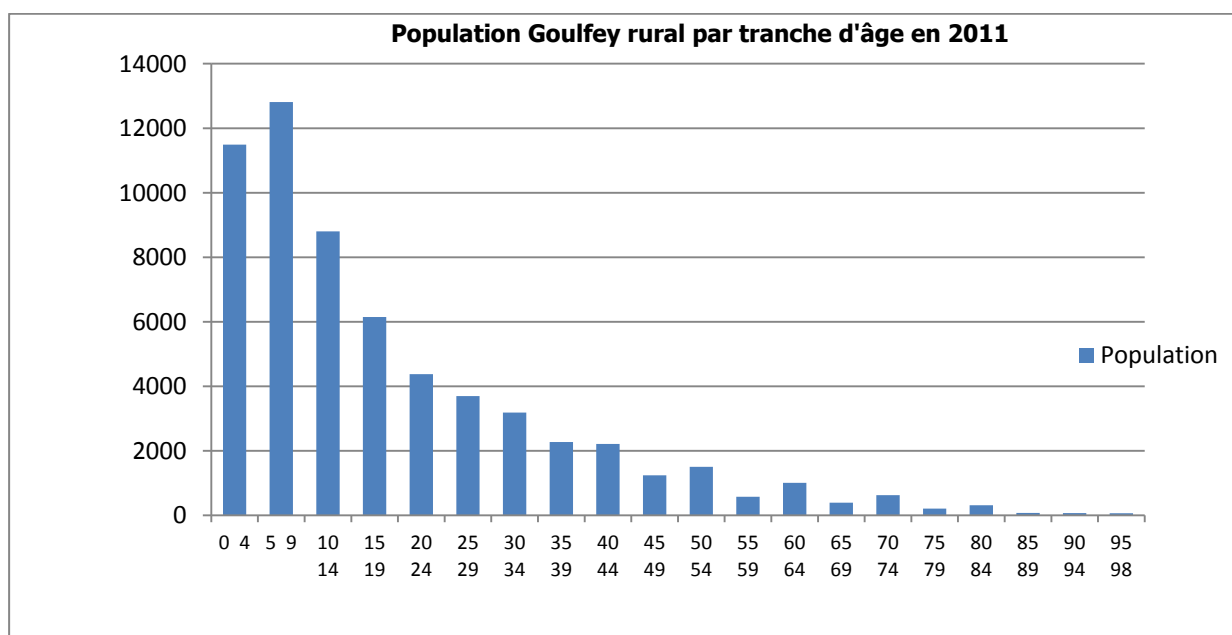


Il ressort de ce tableau que la population de Goulfey ville est essentiellement jeune. La pyramide des âges ferait ressortir une base large et un sommet particulièrement effilé, probablement lié à la faible espérance de vie.

b) Données sociodémographiques des villages de Goulfey

Les villages de Goulfey abritent environ 61 080 âmes au premier janvier 2011 suivant les chiffres obtenus au RGPH 2005. Les chiffres du tableau ont été obtenus en appliquant le taux d'accroissement annuel de 2,6% donné par la même source.

Evolution Population des villages de Goulfey							
Classe d'âge	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
0 4	9850	10106	10369	10638	10915	11199	11490
5 9	10981	11267	11559	11860	12168	12485	12809
10 14	7546	7742	7943	8150	8362	8579	8802
15 19	5270	5407	5548	5692	5840	5992	6147
20 24	3751	3849	3949	4051	4157	4265	4376
25 29	3168	3250	3335	3422	3511	3602	3695
30 34	2731	2802	2875	2950	3026	3105	3186
35 39	1949	2000	2052	2105	2160	2216	2274
40 44	1899	1948	1999	2051	2104	2159	2215
45 49	1065	1093	1121	1150	1180	1211	1242
50 54	1290	1324	1358	1393	1429	1467	1505
55 59	496	509	522	536	550	564	579
60 64	865	887	911	934	959	983	1009
65 69	337	346	355	364	373	383	393
70 74	535	549	563	578	593	608	624
75 79	180	185	189	194	199	205	210
80 84	269	276	283	291	298	306	314
85 89	65	67	68	70	72	74	76
90 94	59	61	62	64	65	67	69
95 98	57	58	60	62	63	65	66
Total	52363	53724	55121	56554	58025	59533	61081



La population des villages est essentiellement jeune, comme le montre le tableau et le graphique précédents. Les données obtenues du terrain font ressortir environ 12 223 ménages, 1842 personnes vulnérables. Cette population, selon ces informations de terrain est composée de 18 235 femmes environ, contre 18 971 hommes. Les enfants de moins de 5 ans sont au nombre de 19 762 environ et ceux compris entre 6 et 15 ans sont au nombre de 12 767 approximativement. Ces chiffres sont exploités ici pour comprendre l'équilibre numérique entre les différents groupes et la constance en matière de taille de la population autour de 60 000 âmes résidentes.

2.3.2 Historique de la Commune

La fondation de la ville de Goulfey remonte au XVII^{ème} siècle avec l'arrivée des Sao, ancêtres des kotoko. En effet, en ce XVII^{ème} siècle, six Sao dont une femme en provenance de l'est (par le Tchad) traversèrent à

« gué », à ce jour le fleuve Chari. Avancant sur la terre ferme, la femme du groupe trouva une casquette et une sagaie. Elle ramassa cette dernière, la planta en ces lieux et dit : « Malgwé », ce qui veut dire « je suis fatiguée, je n'irai pas plus loin, il y'a de l'eau à côté ». Ses cinq compagnons se joignirent à elle et ensemble, ils construisirent la ville de Goulfey. Ils édifièrent une gigantesque muraille à six portes qui est encore en partie présente, ainsi qu'une sorte de pyramide qu'ils appelèrent « Goto Goulfey ». Cet amas de terre en forme pyramidale était en réalité une tour de garde qui permettait aux sentinelles qui y étaient postées, de voir l'arrivée de l'ennemi à distance. A l'origine, Goulfey comptait six quartiers dont l'appellation était le nom des six Sao. Avec le temps, deux autres quartiers se sont créés du fait de la présence en ces lieux d'un groupe de personnes détachées de la vieille structure. Il y'a enfin le « saré » du sultan qui est un quartier de regroupement et porte à neuf le total des quartiers à ce jour.

En ce qui est de l'espace rural, les populations en provenance de plusieurs horizons, notamment du Ghana dans l'empire Kotoko, et de la Lybie pour les Arabes se sont peu à peu installées par vague d'immigrations, vers le Tchad et puis progressivement vers Kousséri et enfin vers Goulfey. Certains groupes se sont installés aux abords des rivières et fleuves pour des raisons de pêche, à l'instar des Kotoko, d'autres pour l'élevage à l'intérieur du continent, à l'instar des Arabes Choa, des Massa et des Sakrak. Ces derniers sont pour la plupart des transhumants. La plupart des villages n'ont pas cent ans d'existence, car ils sont construits à travers des déplacements de troupeaux à la recherche des pâturages.

Quelques dates les plus importantes pour les villages

Villages	Année	Evènements	Conséquences
Goulfey	2004	Arrivée de la banque du Sahel : (projet Islamique)	- Accès aux crédits - Construction des points d'eau - Intrants agricoles
	2000	Fermeture de la SEMRY	- Baisse de la productivité - Abandon des camps - Difficultés à pratiquer l'agriculture
Mara I, II, III	1998	- Création d'un centre de sante et d'une école primaire par la SEMRY	- Accès aux soins de santé - Diminution des maladies hydriques et diarrhéiques - Alphabétisation des populations
	1993	Transformation de la case de santé en centre de santé	- Vaccination à proximité - Diminution de la mortalité infantile - diminution de propension des maladies - changement du mode de vie (conditions d'hygiènes)
Amadougchi	Vers 1990	Création d'un poste d'élevage	- Vaccination du bétail - Information des populations sur les techniques d'élevage
Nimia	Vers 1990	Grande famine	Exode, migration, décès, maladies
Douguia	Vers 1990	- construction d'un magasin de stockage	- Conservation facile des produits agricoles
Molodia	Vers 1990	- Construction d'une grande mosquée par un général de l'armée Tchadienne	- limitation des déplacements pour la prière du vendredi - Attraction d'autres populations
	1989	Arrivée de la SEMRY	- Facilité à pratiquer l'agriculture - Initiation à la culture du riz - Rendements énormes - Offres d'emploi - Augmentation des revenus - Formation des populations en méthodes agricoles - Stockage des produits
Goulfey Gana	Vers 1980	- Construction de l'école primaire et d'un centre de santé	- Amélioration des conditions de vie - Accès à l'éducation et aux soins de santé
	1977	Création d'un marché local	- Croissance de l'économie locale - Commercialisation facilitée - Attraction de nombreux commerçants
	1977	-constriction d'une case de santé	- Début d'accès aux soins de santé - Connaissance sur les maladies diverse - limitation des longs parcours pour les soins de

			santé
Hilélé I, Hilélé II	1973	Création de l'école primaire	- Début de scolarisation des enfants - Alphabétisation des populations - Emancipation
Daro	Vers 1970	-Arrivée des Arabes Choa dans le village des Kotoko, à travers leurs dirigeants : HAROUNA Hamat	- Amélioration des conditions de vie - Accès à l'éducation et aux soins de santé
	1935	Création du village Koundoulo par des gens en provenance de Tunis	-Koundoulo est premier chef et organise le village

2.3.3 Groupes ethniques et relations interethniques

La commune de Goulfey est constituée de kotoko, descendants des Sao, des Arabes Choa, des Bornois, des Massa et des Sakrah. Les Arabes et les Kotokos sont majoritaires. Ces différents groupes ethniques entretiennent des relations cordiales et fraternelles, en dépit des incidents historiques malheureux.

2.3.4 Religion

Les habitants de Goulfey sont monothéistes et pour la plupart des musulmans. On y trouve également des minoritaires poches de populations chrétiennes catholiques et protestantes.

Les pratiquants de l'islam représentent 99% de la population, à côté des chrétiens qui ne constitue qu'à peine 1% de la population, car constituée des allogènes en majorité.

2.3.5 Mobilité de la population

Les habitants de Goulfey se déplacent régulièrement vers Kousséri, Maltam et le Tchad pour des raisons commerciales, sanitaires et familiales. La pratique de l'agriculture et de l'élevage les amènent à se rendre dans les villages de l'arrondissement et même dans les arrondissements voisins. Pour des raisons scolaires certains vont à Maroua et Kousséri.

2.3.6 Caractérisation des populations vulnérables

Les populations vulnérables rencontrées à Goulfey sont : les aveugles, les sourds muets, les filles mères, les orphelins, les personnes âgées.

Les handicapés bénéficient d'un encadrement relatif de la commune et du centre social. C'est ainsi que certains d'entre eux ont reçu des motopompes et un appui financier du centre social. Le chef dudit centre les regroupe en association afin de faciliter leur éventuelle prise en charge.

La commune quand à elle a pris en charge la scolarité de 18 orphelins pour le compte de l'année scolaire 2010-2011.

Cependant, on note dans l'ensemble une difficulté d'accès aux structures de base (sanitaires, hydrauliques, scolaires, transport, loisirs, etc.). En outre, le relâchement des mœurs que l'on y observe est de nature à accroître la prévalence des filles mères, d'où le besoin de sensibilisation sur les méthodes contraceptives et la parenté responsable.

2.3.7 Organisation sociale

L'organisation sociale obéit à une structure pyramidale avec au sommet le sultan, chef de 1^{er} degré dont la compétence territoriale s'étend au delà de l'arrondissement de Goulfey. Celui-ci est assisté d'un conseil composé de 16 notables ayant chacun un rôle bien défini. On dénombre ici 02 chefs de deuxième degré appelés Lawan. Les villages sont coiffés par des chefs de 3^{ème} degré dont les titulaires sont appelés « blama », chacun d'eux étant assisté par un conseil de notables. Ces chefs traditionnels sont des gardiens des valeurs traditionnelles qu'ils doivent pérenniser. C'est également le but que vise l'organisation des femmes du palais et son chef, qui doit en principe être la mère du sultan ou sa sœur aînée. Elle est considérée comme la mère du sultanat.

On note également l'existence des chefs de quartier femmes. Celles-ci sont chargées des questions culinaires au sultanat pendant les fêtes et d'autres grandes occasions. Elles sont également le relais entre les femmes et le sultanat et s'occupent de la résolution des conflits entre femmes. Le tribunal coutumier



Entretien avec les groupes vulnérables

est constitué des chefs et des alcay ; les recours pouvant être exercés auprès du sultan, qui juge et décide en dernier ressort. Dans le paysage social de Goulfey on a aussi des autorités religieuses appelées imam/marabout, qui dirige le conseil islamique et le cheik qui dirige les chefs de tribu.

L'endogamie pratiquée ici favorise l'étroitesse des liens de parenté, car le mariage est possible entre cousins au premier degré, l'interdit ne jouant que lorsqu'il s'agit pour un homme d'épouser sa tante, sa nièce ou sa sœur.

2.3.8 Habitat

Les habitations de la zone Kotoko rappellent leur origine Sao. Il s'agit en effet de maisons aux murs épais, faits en briques de terre et revêtues d'un crépissage de boue et de débris des plants de riz, à défaut de végétaux aquatiques du fleuve Chari préalablement séchées. Elles sont recouvertes d'un toit de paille, de tôle ou d'une dalle faite de boue. En zone arabe, la structure est faite en terre, mais avec peu d'application sur le plan de la beauté. Ces habitations n'ont généralement pas de peinture et sont entourées d'une barrière en boue. Cette uniformité est rompue par la présence de quelques résidences construites en matériaux définitifs en ville, qui selon toute vraisemblance, appartiennent aux élites de la localité. Somme toute, le plan est quasiment le même : l'homme a ses appartements à lui, séparés de ceux de sa ou ses épouses et enfants. La durée moyenne des habitations en terre est de dix ans, celles-ci s'érodant progressivement sous l'effet des pluies.

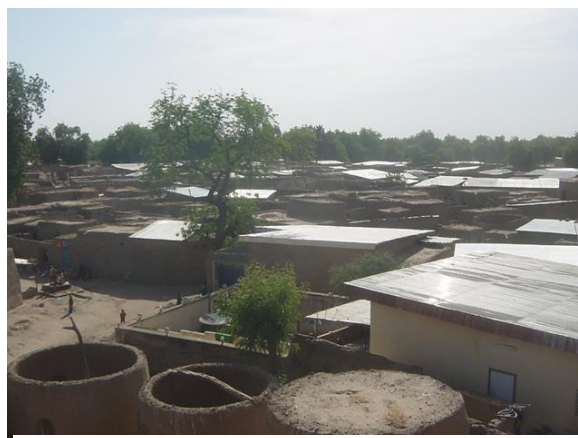


Image : Vue de l'habitat dans un quartier de Goulfey

2.3.9 Système foncier

Les terres appartiennent aux chefs des ménages qui y sont historiquement implantés et qui les ont héritées de leurs ancêtres. La transmission du patrimoine est très souvent faite de père en fils, mais il arrive aussi souvent que les femmes héritent d'un espace égal à la moitié de celui de son frère homme. Mais il est à noter que les terres se vendent de plus en plus au gré de la demande exprimée en ville.

Le Maire se charge de l'attribution des terres sous le contrôle du sous préfet. L'attributaire verse à la commune une taxe dite de droit communale. Si la demande concerne une parcelle immatriculée, la commune procède au morcellement. Les lots ont déjà été recensés dans l'espace urbain, mais n'ont pas encore été lotis. Les lots domaniaux, c'est-à-dire non immatriculés sont du ressort du sous préfet, qui les attribuent à sa discrétion avec la collaboration des forces sociales locales.

2.3.10 Activités socioéconomiques

La population de la commune de Goulfey est en majorité constituée d'éleveurs et d'agriculteurs (80%).

Les activités économiques dans la localité sont encore embryonnaires et ont surtout trait aux échanges et la transformation sommaire des produits agricoles (riz, mil, sorgho...). Ces activités sont rendues de plus en plus difficile surtout avec la fermeture de la SEMRY, véritable poumon agricole de son existence, ainsi que la fermeture de la coopérative villageoise privée la Caisse Villageoise d'Épargne et de Crédit Autogéré (CVECA).

Toutefois, plusieurs corps de métier exercent dans la zone urbaine de la Commune, on peut citer ici : les moto taximen, les bayam-Sellam, les blanchisseurs, les couturiers, les commerçants, les pêcheurs, les cordonniers, les transporteurs par car, les mécaniciens, les coiffeurs, les tresseuses, les piroguiers transporteurs, les bouchers, les restauratrices, les rôtisseries, les vendeuses de beignets, les vanniers, les vendeurs de pièces détachées, les boutiquiers, les meuniers, les gérants de bar, les secrétaires bureautiques, les exploitants de téléphonie mobile, les vendeurs d'hydrocarbures. Les entretiens avec ces opérateurs économiques ont permis de comprendre qu'une trame économique est en construction, mais rendue malade par la proximité d'un marché du côté du Tchad, l'insolvabilité des populations et la faible clientèle.

a) Marché

Dans la commune, il existe plusieurs infrastructures qui favorisent l'écoulement des produits manufacturés. Les populations disposent de plusieurs marchés où elles peuvent se rendre avec leurs produits. Ce sont les marchés de :

- Goulfey Gana
- Hilélé
- Goulfey ;
- Maltam,
- Kousséri

Ces marchés qui ne sont pas toujours proches de certaines communautés de la commune sont des lieux où se font les opérations de vente et de ravitaillement.

b) Agriculture

Calendrier saisonnier

Récoltes	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
Cultures céréales (mil, sorgho, riz, sésame, maïs)												
Préparation du sol	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←
Semis/ repiquages							←	←	←	←	←	←
Récoltes	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←
Cultures maraîchères (tomate, piment, gombo, poivron, poireau, concombre, haricots niébé, soja, oignons)												
Préparation du sol	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←
Semis/ repiquages							←	←	←	←	←	←
Récoltes	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←
Petit élevage (caprins, ovins, volailles, âne)	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←
Grand élevage (bovins)	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←	←

L'agriculture est la principale activité menée par les populations dans les villages. Les pratiques agricoles ici sont l'assolement et la rotation en vogue dans certains villages. Quant à la jachère, elle n'est pas du tout connue. La fertilisation minérale et l'irrigation/ drainage sont l'apanage de ceux disposant d'un peu plus de moyens financiers pour les équipements et la main d'œuvre nécessaire. Les techniques agricoles quant à elles se limitent au labour en billons, au semis à plat et à la construction de digues pour la rétention de l'eau. Les faibles rendements observés presque un peu partout ont un effet négatif quant à la préservation de l'environnement, à savoir la reconstitution minérale des sols cultivés.

Les principales cultures pratiquées sont le mil, le sorgho, le riz, le maïs, le sésame et les cultures maraîchères notamment l'arachide, le niébé, le soja, les haricots communs et verts, le gombo, le piment, le poivron, le poireau, l'aubergine, la pastèque, le concombre et la patate.

Les superficies moyennes par paysan sont de 2ha et 0,5ha. Il est à signaler que les céréales sont l'apanage des hommes pour la plupart de temps alors que les cultures maraîchères sont pratiquées par les femmes. Les superficies moyennes varient entre 250 et 500 m²

Principales Cultures pratiquées	Nombre de sacs de 100kg	Nombre de tonne/ha
Mil	20-40	2-4
Sorgho	40-60	4-6
Riz	5-20	0,5-2 ; Décortiqué : 250kg-1t/ha
Maïs		2-4
Gombo	20	1
Arachide, soja, et haricot	10-20	1,2

c) Elevage

L'élevage est très pratiqué dans les villages. Il concerne les Bovins, Caprins, Ovins, les Azens, les Félines, et la volaille. La forme d'élevage est traditionnelle.

L'élevage ici est mixte associant, l'herbe des pâturages aux soins et tourteaux et au suivi vétérinaire dont bénéficient par la plupart les éleveurs. Les cheptels par éleveurs ici sont importants pour les principales

espèces élevées : 30-120 têtes de bœufs / éleveurs, 10-100 têtes d'ovins / éleveurs. Quant à la volaille, son élevage est familial et pratiquée tout comme celui de l'âne.

Le produit est vendu sur place par des revendeurs provenant des centres urbains et d'autres localités. Les transhumants quant à eux vendent certaines bêtes pour s'acheter d'autres produits alimentaires, au fur et à mesure qu'ils se déplacent.

Les principaux problèmes qui freinent le développement de l'élevage sont : l'absence de suivi vétérinaire, observée dans certaines localités, l'assèchement des pâturages, l'absence des bacs d'abreuvement pour palier au problème d'eau en saisons sèche, la prolifération des tiques et des glossines, l'absence de points de vente de sons et tourteaux et la non maîtrise des techniques de conservation du fourrage. Les conséquences qui découlent de ces problèmes sont la transhumance que sont obligés à pratiquer les éleveurs, la recrudescence de maladies chez les bovins et la mort du bétail tout ceci, concourant à maintenir encore plus les populations dans la pauvreté.

d) Pêche

La pêche est pratiquée dans le fleuve chari, dans le serbouel et dans le taf taf. C'est une pêche artisanale non seulement de subsistance, mais aussi à but commercial. Un moniteur de pêche qui encadre cette activité est en poste à la délégation d'arrondissement du MINEPIA. Le matériel utilisé pour cette activité est constitué des pirogues, des filets, de la ligne. Les pêcheurs se recrutent parmi les femmes et les hommes, les jeunes et les vieux. Cependant, l'activité connaît une baisse considérable en saison sèche.

e) Chasse

La chasse ici est très peu pratiquée et sert surtout à la consommation directe. Il s'agit d'une chasse artisanale dont les outils sont les pièges, la chasse à courre. Cette chasse est non sélective et contribue également à la protection des cultures et des hommes.

f) Artisanat

Cette activité est surtout pratiquée par les femmes. Elles sont vannières et potières. Cependant, on y rencontre également des forgerons. La plupart des objets sont faits en matériaux locaux (fibres, terre, argile), ou le fer pour les forgerons. Ces derniers fabriquent des couteaux, des haches, des houes... Quelques sculpteurs fabriquent également des mortiers. Ces activités sont peu lucratives et peu promues.

g) Commerce

Seul le petit commerce est pratiqué dans la commune. La vente des produits de première nécessité, produits agricoles, produits de pêches se fait dans les petits marchés locaux. On note tout de même la présence des « *bayam sellam* » qui approvisionnent tant bien que mal les marchés locaux.

h) Exploitation forestière

Les steppes de la commune de Goulfey sont amenuisées par la progression du désert, la coupe sauvage du bois par les populations, l'assèchement des arbres. Les administrations ainsi que la commune s'évertuent au quotidien à reboiser de nombreuses zones, mais la négligence qui s'ensuit entraîne l'assèchement des plants mis en terre.

i) Exploitation de sable, latérite et pierre

Le sable est l'une des richesses naturelles les plus abondantes de la commune de Goulfey. Toutefois l'exploitation du sable reste encore limitée au regard du potentiel de sable de la région, de la précarité sociale et de la faible diffusion de son utilisation dans les constructions. Il n'a été identifié aucune carrière potentielle de latérite, ni de pierre.

j) Transformation des produits

Il existe ici quelques formes de transformation de produits agricoles. Ces transformations sont artisanales et concernent le riz et le mil. Le mil est transformé en farine tandis que le riz est décortiqué. Les débris du riz décortiqué sont utilisés dans la fabrication des briques de terre pour la construction des maisons.

k) Transport

Le transport dans la commune se fait par voie terrestre. Le mode le plus rentable pour les populations de la commune reste le transport par voie terrestre. Les motos sont les plus impliquées lorsqu'il s'agit des déplacements à l'intérieur de l'arrondissement et le car pour les déplacements vers le chef lieu de département. La commune dispose de 83 km de route en terre.

l) Tourisme

Le secteur touristique est peu développé dans la commune malgré quelques potentialités touristiques. On peut citer ici, le musée, le sultanat, le goto goulfey, les formes d'habitat sao...

m) Epargne et crédit

Ce secteur est presque inexistant à cause de la fermeture du CVECA du fait des insolvabilités des débiteurs. L'épargne est donc presque nulle dans les institutions, car la pratique de la thésaurisation est très répandue.

n) Entreprises de service

Le secteur privé dans la commune se réduit au transport en commun (motos, cars...), et quelques boutiques de denrées alimentaires. On notait à l'époque, la présence de la SEMRY, véritable attraction économique qui malheureusement, a fermé ses portes depuis un certain nombre d'années.

2.4 Principales infrastructures par secteur

2.4.1 Education

Dans 189 villages, ont été identifiées 38 écoles primaires à cycle complet pour la plupart. Moins de 60% sont construites en matériaux définitifs et le reste en matériaux provisoires. A cette insuffisance de salles de classe et même d'école, s'ajoute l'insuffisance du personnel enseignant (1 enseignant pour 113 élèves), l'insuffisance des tables bancs (5 élèves par table banc). Par ailleurs pour des considérations culturelles ou religieuses, on observe un manque d'intérêt de la part des parents pour les questions d'éducation conventionnelle. Ils préfèrent les orienter vers l'élevage ou l'agriculture. On note en moyenne 60 élèves par salle de classe. Mais il faut mentionner que la plupart des écoles ne disposent que d'une seule salle de classe, où sont regroupés tous les élèves de la Sil au CM2.

2.4.2 Santé

Le système sanitaire est peu fourni en infrastructures et même en structures de santé. On y retrouve 06 centres de santé dont le fonctionnement et la qualité des infrastructures restent insuffisants. On note un manque de lits d'hôpitaux, de latrines, de salles d'accouchement et à tout cela s'ajoute le manque ou l'insuffisance du personnel (1 médecin pour près de 67000 personnes).

Cet état des choses n'est pas sans conséquence sur les populations, qui n'ont pas accès aux soins de santé de qualité, d'où la recrudescence des maladies hydriques et pandémiques. C'est aussi le lieu de noter l'émergence de l'automédication et le développement de la pharmacopée traditionnelle. Le taux de fréquentation des centres de santé est très faible (environ 30%). Par ailleurs, les populations sont obligées de parcourir de longues distances vers les centres urbains du Tchad, de Goulfey, de Kousséri, de Makari etc., pour se procurer les médicaments et les soins de santé. Mais à cela s'ajoute une rareté des moyens de transport tributaire du mauvais état des routes et pistes.

En ce qui concerne le VIH/ SIDA et les IST, la question reste toujours sensible et dont tabou. Les populations sont insensibles aux campagnes de sensibilisation et de dépistage.

Par ailleurs on note l'effort que font certains centres de santé pour vacciner les enfants. Le taux de couverture vaccinale est largement au dessus de la moyenne (autour 80%) à en croire les responsables de quelques centres de santé.

2.4.3 Hydraulique

La couverture en eau potable est moyenne. On dénombre 245 points d'eau, dont 149 forages et 96 puits. 47 de ces forages sont en panne et 63 puits sont non fonctionnels. La plupart des forages et puits fonctionnels produisent de l'eau, dont l'absence d'analyse physico chimique ou bactériologique ne permet pas une clarification sur la potabilité ou la qualité.

A la recherche de l'eau potable, les populations sont obligées soit de parcourir de longues distances, soit de consommer dans certains cas l'eau des rivières, laquelle n'est soumise à aucun traitement à cause de la négligence et de l'ignorance des techniques appropriées. Cette consommation des eaux souillées cause des maladies hydriques, des dysenteries, des diarrhées constantes chez les populations.

2.4.4 Réseau routier

Bien que la commune soit traversée par une départementale (Maltam-goulfey 26 km), une route nationale (Goulfey- Goulfey Gana 20 km) et une provinciale Goulfey Gana –Kousserie 11 km), son réseau routier reste très précaire et même pauvre. Quelques pistes desservent les villages et relient ces derniers aux centres urbains voisins. Ces pistes, connues des seuls initiés, sont en mauvais état, car elles ne sont presque pas entretenues ou ouvertes. En fait, le grand enclavement des villages ici a un impact sur les activités économiques en terme de ravitaillement, de transport, etc.

2.4.5 Electrification

Les villages ne sont pas desservis en électricité. Ce qui freine grandement les activités commerciales y dépendantes. Pour palier à cette contrainte, les populations ont recours à des groupes électrogènes et aux lampes tempêtes. Ce qui entraîne forcément d'énormes dépenses en carburant et en pétrole. Toutefois, le projet d'électrification de Goulfey est en cours depuis 2010.

2.4.6 Marchés et structures de stockages

Il existe quelques marchés locaux, organisés et programmés les jours de la semaine. On y retrouve des produits de première nécessité, des ustensiles de cuisine, les produits champêtres, le bétail, des vêtements et des accessoires mécaniques pour les motos et groupes électrogènes. Cependant, les grands marchés externes du Tchad (Douguia, Ndjamena Fara) de Kousséri, de Maltam, de Blangoua et de Goulfey, attirent également les foules en provenance des villages.

Le stockage des produits se fait de manière archaïque, mais certains villages bénéficient des magasins de stockage laissés par la SEMRY.

2.4.7 Equipement sportifs et de loisir

En dehors de 05 aires de jeu, le plus souvent situés devant les écoles, on n'observe pas d'autres équipements de loisirs. Cependant, des danses culturelles se font généralement par les jeunes dans la soirée au clair de lune.

2.4.8 Hygiène et salubrité

Les conditions d'hygiène sont très variables dans l'ensemble. On observe des habitudes de nettoyage découlant de la culture religieuse et de l'environnement, et la difficulté de gérer efficacement les déchets de ménages et d'élevages. Les latrines généralement mal conçues et mal disposées, car n'étant pas très éloignées des concessions, contribuent à polluer l'air, vecteur de la prolifération des mouches et des maladies. Par ailleurs, les latrines ne sont pas la chose la mieux partagée en zone rurale, car près de 80% de ménages n'en disposent pas. Ainsi peut-on observer des villages entiers dépourvus de latrines et les populations défèquent dans la nature.

De plus, on observe une insalubrité notoire chez les enfants. Ils vont généralement pieds nus, les exposant à des vers intestinaux et d'autres parasites et des blessures.

Les déchets de toutes sortes sont collectés et versés dans les fumières ouvertes derrière les cases. Quand au reste de mil et de riz décortiqués, ils sont recyclés manière spécifique pour produire du compost, utilisé pour la fertilisation des sols. Par ailleurs, les excréments de bœufs (bouses) sont collectés et séchés car ils constituent d'excellents combustibles.

2.4.9 Les services de télécommunication.

La presque totalité des villages est connectée à quatre réseaux de télécommunication notamment, Orange-Cameroun, MTN-Cameroun, MTN-Tchad et Tigo-Tchad. Les réseaux Orange Cameroun et Tigo-Tchad sont les plus répandus. Cependant, il y'a de grandes difficultés de communication liées à ces interférences de réseaux locaux et étrangers.

2.5 Principales potentialités et ressources de la Commune

La commune dispose de vastes terres. Mais leur gestion est problématique, car l'agriculture n'obéit pas à un système de Jachère. Les populations cultivent les mêmes marres chaque année du fait de l'aridité des sols. D'où l'appauvrissement des sols qui entraîne une dépendance, malheureusement insatisfaite aux engrais.

La pêche est pratiquée tous les jours de l'année, ce qui ne laisse pas la possibilité aux espèces de se reproduire normalement. Cependant, la baisse, voire le tarissement des eaux en saison sèche entraîne la rareté des poissons.

Chapitre 3

**SYNTHÈSE DES
RÉSULTATS DU
DIAGNOSTIC PARTICIPATIF**

Chapitre 3 : Synthèse des résultats du Diagnostic Participatif

3.1 Synthèse du DIC

Au niveau de l'institution communale, de nombreuses séances de travail ont eu lieu entre l'exécutif communal et les cadres de l'OAL ACP-CAM d'une part, et entre les cadres techniques de la Commune et ceux de l'OAL d'autre part. Les tableaux ci-dessous présentent les forces et les faiblesses de chaque composante (*Gestion des ressources humaines, Gestion des ressources financières, Gestion du patrimoine communal, Gestion des relations*).

3.1.1 Forces et faiblesses de l'institution communale

a) *Gestion des ressources humaines*

Composante	Forces	Faiblesses
Gestion des ressources humaines	- Le conseil municipal est représentatif de la diversité ethnique et sociale - Mise en place d'une structure organisationnelle - Bonne communication interne et interpersonnelle - Formations qualifiantes du SG et du RM - Ouverture sur le monde de l'exécutif municipal - Unanimité politique au sein du CM (tous sont du RDPC) et l'existence du débat - Les conseillers municipaux sont impliqués dans la gestion communale à travers les différentes commissions auxquels ils appartiennent - Au moins deux sessions du Conseil Municipal se tiennent par an pour le vote du BP et le CA - Forte motivation du magistrat municipal dans la recherche des solutions aux problèmes de la commune - Intégration des adjoints dans la gestion communale - Forte motivation au travail de certains cadres communaux (service technique, service du recouvrement, service financier etc)	- Insuffisance dans la communication interne - Manque de moyen de communication dans les services - Faible représentativité des femmes au sein du CM - Insuffisance de formation et de sensibilisation des conseillers municipaux dans la mouvance des textes sur la décentralisation - Faible appropriation des textes municipaux - Faible implication des conseillers municipaux dans la mobilisation des ressources - Les services communaux ne fonctionnent pas tel que prévu par l'organigramme mis en place - Insuffisance du matériel de travail - Services non informatisés

b) *Gestion des ressources financières*

Composante	Forces	Faiblesses
Gestion des ressources financières et de la comptabilité	- Présence d'un fichier de contribuables fiable - Utilisation des documents nécessaires à l'élaboration du BP (plan de campagne, état du personnel, BP et CA précédents) - Implication du CM dans l'élaboration du BP (discussion du projet en commissions) - Autonomie financière de la commune (la commune vit essentiellement de ses ressources propres) - Forte capacité des recettes de fonctionnement communal a financé l'investissement - Respect des délais réglementaires de vote et de transmission des BP à la tutelle et aux CM - Recherche des financements externes - Respect de la procédure réglementaire en	- Absence d'une structure de contrôle - Non maîtrise de la nouvelle comptabilité communale par certains agents financiers - La reproduction de la comptabilité communale repose sur un seul agent - Non valorisation des ressources d'investissement de la commune - Repos du financement de la commune sur des ressources instables - Faible mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences etc.) - Non maîtrise de l'assiette fiscale - Cumule des fonctions de Receveur Municipal et Comptable

	matière de gestion des dépenses (engagement, liquidation et ordonnancement par l'ordonnateur et ses services et paiement par le comptable) - Production des états de trésorerie et comptable réglementaire - Présence d'une commission de passation des marchés - Utilisation des certificats de recette et dépenses comme documents comptables - Existence d'un service d'assiette - Présence de procédure de collecte	- Gestion manuelle de la comptabilité - Absence d'un Plan Développement Communal - Absence d'un comptable
--	--	---

c) Gestion du patrimoine communal

Composante	Forces	Faiblesses
Gestion du patrimoine communal	- Existence d'un inventaire formel - Travail régulier d'entretien du patrimoine communal - Production des recettes par le patrimoine	- Absence de titres de propriété sur certain immeubles communaux - Absence du matériel informatique - Insuffisance du mobilier de bureaux - Vieillesse des bâtiments communaux et du matériel roulant - Manque de matériel didactique - Faible contribution du patrimoine communal au financement de la municipalité - Absence d'un service des archives - Absence d'une comptabilité patrimoniale - Précarité des infrastructures marchandes - Absence d'un système de gestion formel du matériel roulant

d) Gestion des relations

Composante	Forces	Faiblesses
Gestion des relations	- Bonne collaboration avec les partenaires au développement et la hiérarchie - Les chefferies traditionnelles traduisent un état d'esprit de satisfaction partielle qui peut être améliorée - Relations excellentes avec les acteurs de la société civile internationale (PAM, PDRI-CL, GTZ, PROPAFEN etc.) - bonnes relations avec les leaders religieux essentiellement musulmans - Relations plus ou moins bonnes avec les chrétiens catholiques et l'EEC - Dans le processus de la décentralisation entretient des relations avec le FEICOM, GTZ, PNDP - La commune est membre du CVUC - Excellentes relations avec les différentes institutions de la tutelle	- Incivisme des usagers économiques - Conflit latent Arabe-Kotoko - Faible déploiement des services techniques - Faible implication des chefferies traditionnelles et de la population dans le centre urbain - les groupes d'initiative commune (GIC) semblent faire partie d'un paysage non encore exploré par la commune - dépréciation nourrie de la part des promoteurs des GIC - Relations mitigées avec les acteurs du monde économique dans l'espace urbain communal - Faible relation avec les services techniques déconcentrés

3.1.2 Analyse des problèmes de l'institution communale : Matrice causes et effets

Composante	Problèmes	Causes	Effets
Gestion des ressources humaines	Difficultés dans l'organisation et l'administration des services communaux mis en place	- Insuffisance dans la communication interne - Manque de moyen de communication dans les services - Faible représentativité des femmes au sein du CM - Insuffisance de formation et de sensibilisation des conseillers municipaux dans la mouvance des textes sur la décentralisation - Faible appropriation des textes municipaux - Faible implication des conseillers municipaux dans la mobilisation des ressources - Les services communaux ne fonctionnent pas tel que prévu par l'organigramme mis en place - Services non informatisés	- Lenteur dans la gestion des dossiers - Désorganisation des servs - Manque d'intérêt
Gestion du personnel	Difficultés de gestion efficiente et optimale du personnel communal	- Manque de formation professionnelle - Non évaluation du travail du personnel - Non informatisation des services - Manque de planification du travail à travers un cahier de charge du personnel - Niveau scolaire bas du personnel - Insuffisance du personnel qualifié - Manque à gagner du fait de l'utilisation du personnel en majorité peu qualifié	- Oisiveté du personnel - Frustrations diverses - La prégnance des réflexes - Faible rendement du personnel - Faible productivité - Existence des conflits latents - Mauvaise collaboration
Gestion du patrimoine communal	Difficultés dans la gestion du patrimoine communal	- Absence de titres de propriété sur certain immeubles communaux - Absence du matériel informatique - Insuffisance du mobilier de bureaux - Vieillesse des bâtiments communaux et du matériel roulant - Manque de matériel didactique - Faible contribution du patrimoine communal au financement de la municipalité - Absence d'un service des archives - Abandon des écoles communales détruites par les intempéries - Absence d'une comptabilité patrimoniale - Précarité des infrastructures marchandes - Absence d'un système de gestion formel du matériel roulant	- Utilisation abusif du patrimoine - Gestion manuelle des dossiers
Gestion des relations	Planification insuffisante et association parcellaire des partenaires au développement dans la gestion communale	- Absence d'une politique de recherche de partenariat - Faible implication des acteurs locaux dans la gestion communale - Absence d'un service des relations publiques - Incivisme des usagers économiques - Conflit latent Arabe-Kotoko - Faible implication des chefferies traditionnelles et de la population dans le centre urbain	- Stagnation des projets - L'incivisme des opérateurs économiques - Absence de partenaires au développement - La commune est isolée

		- les groupes d'initiative commune (GIC) semblent faire partie d'un paysage non encore exploré par la commune - dépréciation nourrie de la part des promoteurs des GIC - Relations mitigées avec les acteurs du monde économique dans l'espace urbain communal - Faible relation avec les services techniques déconcentrés	
Gestion des ressources financières et de la comptabilité	Difficultés dans la mise en place efficiente d'une gestion des ressources financières locales et de la comptabilité	- Absence d'un fichier de contribuables fiable - Absence d'une structure de contrôle - Non maîtrise de la nouvelle comptabilité communale par certains agents financiers - La reproduction de la comptabilité communale repose sur un seul agent - Non valorisation des ressources d'investissement de la commune - Repos du financement de la commune sur des ressources instables - Faible mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences etc.) - Non production des états comptables réglementaires (état de développement des recettes et des dépenses, balance mensuelle et annuelle des comptes,...) - Non utilisation des certificats de recette et dépenses comme documents comptables - Absence de procédure de collecte - Non maîtrise de l'assiette fiscale - Cumule des fonctions de Receveur Municipal et Comptable - Gestion manuelle de la comptabilité - Absence d'un comptable	- Non aboutissement des objectifs financiers

3.1.3 Axes de renforcement de la commune dans les quatre (4) domaines ci-dessus

Après le diagnostic, les axes prioritaires suivants sur lesquels la commune devra s'atteler ont été identifiés dans la colonne des solutions :

Composante	Faiblesses/Problèmes	Causes	Solutions
Gestion des ressources humaines	Difficultés dans l'organisation et l'administration des services communaux mis en place Difficultés de gestion efficiente et optimale du personnel	- Insuffisance dans la communication interne - Manque de moyen de communication dans les services - Faible représentativité des femmes au sein du CM - Insuffisance de formation et de sensibilisation des conseillers municipaux dans la mouvance des textes sur la décentralisation - Faible appropriation des textes municipaux - Faible implication des conseillers municipaux dans la mobilisation des ressources - Les services communaux ne fonctionnent pas tel que prévu par l'organigramme mis en place	- Renforcer le système de communication interne, - mettre à disposition les moyens de communication et le matériel de travail dans les services, - stimuler l'implication et l'intégration de façon représentative des femmes au sein du Conseil Municipal, - organiser des ateliers de formation et de sensibilisation des conseillers municipaux dans la mouvance des textes sur la décentralisation, - mettre en place un mécanisme qui permet le respect et la mise en application des textes municipaux, - sensibiliser les conseillers municipaux pour plus d'implication dans la mobilisation des ressources,

	communal	- Services non informatisés - Manque de formation professionnelle - Non évaluation du travail du personnel - Non informatisation des services - Manque de planification du travail à travers un cahier de charge du personnel - Niveau scolaire bas du personnel - Insuffisance du personnel qualifié - Manque à gagner du fait de l'utilisation du personnel en majorité peu qualifié	- mettre en place un mécanisme de suivi du fonctionnement des services communaux tel que prévu par l'organigramme - doter les différents services de l'outil informatique. - stimuler la formation professionnelle, - mettre en place un mécanisme d'évaluation du travail du personnel, - élaborer à partir des cahiers de charge une meilleure planification du travail du personnel, - renforcer le personnel actuel par un personnel de niveau scolaire plus élevé et qualifié, - former le personnel à l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Culture (TIC), - organiser des campagnes d'alphabétisation fonctionnelle, - former le personnel en montage, exécution et suivi évaluation des projets, - définir les procédures de recrutement - mettre en place un système d'évaluation du personnel
Gestion du patrimoine communal	Difficultés dans la gestion du patrimoine communal	- Absence de titres de propriété sur certain immeubles communaux - Absence du matériel informatique - Insuffisance du mobilier de bureaux - Vieillessement des bâtiments communaux et du matériel roulant - Manque de matériel didactique - Faible contribution du patrimoine communal au financement de la municipalité - Absence d'un service des archives - Abandon des écoles communales détruites par les intempéries - Absence d'une comptabilité patrimoniale - Précarité des infrastructures marchandes - Absence d'un système de gestion formel du matériel roulant	- établir les titres de propriété sur certain immeubles communaux - constituer pour la commune un stock de matériels informatiques et du mobilier de bureaux - procéder à l'entretien des bâtiments communaux - procéder au renouvellement du matériel roulant - doter la commune du matériel didactique - mettre en place un système de gestion des acquis de la Commune - mettre en place un service des archives et un système d'archivage - réhabiliter et viabiliser les écoles communales détruites par les intempéries - mettre en place un système comptable du patrimoine, - réhabiliter les infrastructures marchandes - mettre en place un système de gestion formel du matériel roulant
Gestion des relations	- Planification insuffisante et association parcellaire des partenaires au développement dans la gestion communale	- Absence d'une politique de recherche de partenariat - Faible implication des acteurs locaux dans la gestion communale - Absence d'un service des relations publiques - Incivisme des usagers économiques - Conflit latent Arabe-Kotoko - Faible implication des chefferies traditionnelles et de la population dans le centre urbain - les groupes d'initiative commune (GIC) semblent faire partie d'un paysage non encore exploré par la commune - dépréciation nourrie de la part des promoteurs des GIC	- sensibiliser les usagers économiques sur leur devoir civique, - mettre en place un comité de prévention et de gestion des conflits - mettre en place une stratégie de collaboration avec les autres acteurs (services des impôts, services techniques déconcentrés de l'état, acteurs du monde économique dans l'espace urbain, population) - élaborer un planning de sensibilisation et d'information des chefferies traditionnelles et de la population dans le centre urbain sur les actions menées en leur faveur par la commune - mettre en place un mécanisme de prise en compte des groupes d'initiative commune (GIC) dans la gestion de la vie active de la commune

		- Relations mitigées avec les acteurs du monde économique dans l'espace urbain communal -Faible relation avec les services techniques déconcentrés	- mettre en place un mécanisme de recherche des partenaires
Gestion des ressources financières et de la comptabilité	- Difficultés dans la mise en place efficiente d'une gestion des ressources financières locales et de la comptabilité	- Absence d'un fichier de contribuables fiable - Absence d'une structure de contrôle - Non maîtrise de la nouvelle comptabilité communale par certains agents financiers - La reproduction de la comptabilité communale repose sur un seul agent - Non valorisation des ressources d'investissement de la commune - Repos du financement de la commune sur des ressources instables - Faible mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences etc.) - Non production des états comptables réglementaires (état de développement des recettes et des dépenses, balance mensuelle et annuelle des comptes,...) - Non utilisation des certificats de recette et dépenses comme documents comptables - Absence de procédure de collecte - Non maîtrise de l'assiette fiscale - Cumule des fonctions de Receveur Municipal et Comptable - Gestion manuelle de la comptabilité - Absence d'un Plan Développement Communal - Absence d'un comptable	- créer un fichier de contribuables fiable - créer et faire fonctionner une structure de contrôle - renforcer les capacités des agents financiers sur la nouvelle comptabilité communale - renforcer le personnel comptable par un recrutement - mettre en place un mécanisme de valorisation des ressources d'investissement de la commune - mettre en place un mécanisme de financement de la commune basé sur des ressources stables - mettre en place un système fiable de mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences etc.) - mettre en place un mécanisme pour la production systématique des états comptables réglementaires (état de développement des recettes et des dépenses, balance mensuelle et annuelle des comptes,...), - instaurer de façon systématique l'utilisation des certificats de recette et dépenses comme documents comptables - mettre en place des procédures fiable de collecte - mettre en place un système fiable pour la maîtrise de l'assiette fiscale - informatiser la gestion comptable.

3.2 Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

La collecte des informations, pendant la phase de diagnostic, s'est faite par des entretiens individuels avec des groupes cibles, des entretiens informels, l'observation directe et la revue documentaire. Ce qui a permis d'avoir une idée précise sur la situation de l'institution communale en matière de gestion des ressources humaines, de gestion des ressources financières, de la gestion du patrimoine communal, de la gestion des relations et sur la situation économique, sociale et culturelle. Ces investigations ont également permis de connaître les potentialités et les contraintes au développement, d'identifier et analyser les problèmes par secteur et d'identifier les besoins par secteur.

Les problèmes identifiés dans chaque composante de l'institution communale et par secteur dans la zone urbaine et rurale ont été analysés, les solutions dégagées et planifiées au niveau endogène.

Analyse des problèmes identifiés aux niveaux urbains et villages : Matrice des causes et effets

Les problèmes reformulés ont été analysés par secteurs pour saisir en profondeur les déterminants et les incidences desdits problèmes.

N°	Secteur	Problème	Causes	Effets
1	Agriculture et développement rural	Difficultés à pratiquer une agriculture rentable	Absence de jachère Variation constante du climat Dévastation des cultures par des bêtes domestiques et sauvages Manque d'entente entre éleveurs et agriculteurs Présence d'arthropodes parasites Difficultés d'irrigation des cultures Manque d'intrants agricoles Faillite de la SEMRY Manque d'appui Rareté et coût élevé des semences Enclavement des villages	Endettement constant Enormes efforts à fournir pour pratiquer l'agriculture Malnutrition Faible production agricole Enormes dépenses Faibles revenus
2	Santé publique	Difficultés d'accès aux soins de santé	Centre de santé non fourni en médicaments Absences répétées du personnel médical Interférence de la médecine traditionnelle Manque de moyens financiers Insuffisance de centres de santé Mauvais état des routes insuffisance de moyens financiers Insuffisance du personnel qualifié	Longues distances à parcourir Risque élevé d'accouchement et d'avortement involontaire Récurrence des maladies Négligence des maladies Mauvais suivi des malades Suivi difficile des grossesses et maternités Décès
		Prolifération des maladies diarrhéiques et cardio-vasculaires	Consommation exagérée du sel et du sucre Difficulté d'accès à l'eau potable Faible présence des fosses pour latrines Consommation des eaux souillées Fosses septiques mal construites Non respect des règles d'hygiène	Difficultés à se mouvoir Nombreux cas de décès Santé précaire Fort taux de mortalité Affaiblissement de la population Mortalité élevée Dépenses supplémentaires de santé
		Menace des IST et du VIH SIDA	Utilisation des objets souillés Scepticisme sur l'existence de la maladie Obsession sexuelle Sujet tabou Vagabondage sexuel Non utilisation des préservatifs Poids de la religion et de la culture Absence de comité de lutte contre le SIDA Insuffisance de sensibilisation	Prolifération des IST Stérilité Mortalité élevée Risque élevé de contamination Refus de dépistage Exposition aux IST et SIDA Grossesses non désirées
3	Education de Base	Difficulté d'accès à	Absence d'infrastructures	Reproduction des habitus anti-scolaires

		l'éducation de base	Abandon des écoles par les enseignants affectés Insuffisance d'écoles Fermeture des écoles Peu d'intérêt pour l'école Enseignants insuffisants Salles de classe en matériaux provisoires Ignorance des procédures de création d'école Insuffisance du paquet minimum	Faible niveau des enfants Déperdition scolaire Exode scolaire Faible prise en charge scolaire Absence d'élites Faible taux de scolarisation Faible suivi scolaire
4	Enseignement secondaire	Difficultés d'accès à l'enseignement secondaire	Absence d'initiative communautaire Ignorance de l'importance de l'école Faible intérêt pour l'école Ignorance des procédures de création d'un établissement secondaire Fort taux d'analphabétisme Faible implication des pouvoirs publics dans la promotion de la chose éducative	Déperditions scolaires Exode scolaire Manque de suivi Enormes dépenses Risques de vagabondage Délinquance juvénile Nombreux cas d'abandon Faible taux de scolarisation
5	Elevage, Pêche et industries animales	Difficulté de développement d'un élevage et d'une pêche modernes	Insuffisance des ressources fourragères Non /faible assistance des éleveurs par les vétérinaires Forte fréquence de la peste bovine et des maladies animales Rareté du pâturage Faible maîtrise des techniques d'élevage Absence des intrants en élevage Insuffisance de moyens financiers Vols du bétail	Forte fréquence de la peste, de la grippe et d'autres maladies Faible rendement Découragement Faibles revenus
6	Travaux publics	Mauvais état des routes	Reprofilage approximatif des routes Réseau routier insuffisant Absence d'entretien des routes dégradation permanente des routes par les marres d'eau Manque de moyens financiers	Difficulté de déplacement Difficulté de commercialisation des produits des champs Routes sans rigoles Accès difficile aux soins de santé Rareté des moyens de transport Coût élevé des frais de transport
7	Affaires sociales	Difficultés d'épanouissement des personnes handicapées et défavorisées	Absence de matériel pour personne handicapées Manque d'aide aux nécessiteux Absence de structure d'encadrement Non Assistance aux personnes sans abris Manque de moyens Passivité	Difficultés de s'alimenter/mendicité Sentiment d'abandon Absence d'élites féminines Insécurité des sans abri Risque d'accident et de décès
8	Promotion de la femme et de la famille	Difficultés d'émancipation de la femme et de la jeune fille	Niveau d'instruction très bas Pratique de l'excision Absence de structures d'encadrement Faible prise en compte de la femme Faible organisation des femmes	Fort taux d'analphabétisme Non implication dans l'organisation sociale Manque d'association des femmes Grossesses précoces et non désirées Perte du désir et du plaisir sexuels

			Mariages précoces et arrangés Croyances culturelles et religieuses Phallocratie	Discrimination contre les femmes
9	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Difficultés pour les structures de l'administration territoriale à asseoir leur autorité et l'ordre	Pouvoirisme des uns et des autres Conflits de chefferie Analphabétisme des chefs Actions néfastes de bandits et coupeurs de route	Difficultés de communication Difficulté de mobilisation Absence de dynamique communautaire Peur pertes
10	Jeunesse	Difficulté d'émancipation de la jeunesse	Absence/ insuffisance de structures de loisirs Absence d'électrification Manque de moyens financiers Manque d'initiative Absence/ insuffisance des établissements secondaires Faible niveau scolaire Absence/ insuffisance de foyers culturels et centre de jeunesse Faible implication des pouvoirs publics Absence de structure d'encadrement Absence de structures de formation Difficile accès au crédit Pratique de la sorcellerie	Difficulté à développer les petits métiers Délinquance juvénile Découragement Improductivité Jeunesse en majorité agropastorale Exode rural Manque d'emploi Chômage Vagabondage sexuel Epouvante et peur Oisiveté
11	Eau et énergie	Difficultés d'accès à l'eau potable	Absence de point d'eau dans certains villages Moyens financiers insuffisants Insuffisance de points d'eau Dysfonctionnement de certains points d'eau Point d'eau en panne Point d'eau mal construit Non maîtrise des techniques de traitement de l'eau	Longue distance à parcourir en quête d'eau Insalubrité Exposition au Choléra Consommation des eaux souillées Récurrence des maladies hydriques
		Difficultés d'accès à l'énergie	Absence d'énergie électrique Eloignement du réseau électrique Inexistence des sources d'énergies Raréfaction du bois Rareté des points de vente du carburant licite	Absence d'informations Difficultés à pratiquer les AGR Utilisation des groupes électrogènes Utilisation des lampes tempêtes Dépenses énormes pour l'achat du carburant et du pétrole lampant Coupe sauvage du bois de chauffe
12	Développement urbain et habitat	Habitat précaire et vulnérable	Architecture anciennement héritée Coût élevé des matériaux de constructions définitifs Conditions climatiques Constructions faites en matériaux provisoires Proximité des maisons avec le fleuve	Ecroulement des murs Inondations Risque d'accidents et de décès Maisons à courte durée de vie Destruction et reconstruction constantes des maisons

			Absence de latrines descentes	
13	Sport et éducation physique	Faible développement des activités sportives et de loisirs	Enclavement des villages Absence d'infrastructures Faible implication et intérêt des jeunes filles Faible encadrement et appui	Manque d'attraction Exode rural Difficulté d'épanouissement Manque d'intérêts Risque de vagabondage
14	Environnement et protection de la nature	Forte dégradation de l'environnement	Manque de suivi des arbres plantés Déforestation du milieu Faible sensibilisation Besoins de commerce, de construction et de cuisson d'aliments Faible politique de reboisement	Instabilité du climat Conflit latent entre les populations et les force de protection de l'environnement Avancée considérable du désert Impact négatif sur l'agriculture Déséquilibre écologique Baisse des revenus
15	Commerce	Difficultés à pratiquer les AGR	Absence d'électricité Insuffisance de marchés locaux Eloignement des grands marchés Enclavement des villages Manque de formation dans la mise en œuvre des AGR Difficulté de ravitaillement en produits manufacturés Faible organisation Insuffisance de débouchés	Longue distance à parcourir pour commercer Faibles revenus faible Economie locale et familiale Exode rural Difficulté d'accès à l'éducation Rareté des commerces
16	Transport	Déplacement difficile des personnes et des biens	Absence de moyen de locomotion Mauvais état des pistes et routes Absence d'agence de voyage Manque d'initiative Indisponibilité des pirogues	Difficulté de commercialisation Difficultés d'accès aux soins de santé Utilisation des motos Risque de noyade à la traversée Accidents
17	Postes et télécommunications	Accès difficile aux services et réseaux de télécommunication	Absence d'énergie électrique Perturbation des réseaux téléphoniques camerounais Absence de réseau téléphonique Très faible couverture des réseaux radio et télé nationales Indisponibilité des services de gestion du courrier	Difficultés à communiquer Utilisation des réseaux étrangers Sous information Affaiblissement du sentiment national
18	Communication	Accès difficile aux services et réseaux de communication	Absence d'énergie électrique Perturbation des réseaux téléphoniques camerounais Absence de réseau téléphonique Très faible couverture des réseaux radio et télé nationales	Difficultés à communiquer Utilisation des réseaux étrangers Sous information Affaiblissement du sentiment national

			Absence des services de presse	
19	Enseignement supérieur	Difficultés dans la prise en charges et l'insertion des étudiants	Insuffisance de moyen financier pour la prise en charge par la commune des étudiants Eloignement des établissements d'enseignement supérieur Absence de structure pouvant faciliter l'insertion des diplômés du supérieur	Chômage Vagabondage Oisiveté des jeunes diplômés Abandon des études Pauvreté
20	Travail et sécurité sociale	Difficultés d'accès à un travail décent et à la sécurité sociale	Précarité du travail Faible extension de la sécurité sociale Faible présence du travail formel Pas de sécurité sociale	Faible extension de la sécurité sociale Replis sur la solidarité communautaire/familiale Chômage Rusticité du travail Accidents de travail
21	Tourisme	Faible développement de l'activité touristique	Faible tissu économique Pas de lieu d'hébergement des touristes Insuffisance de sites touristiques Pas de carte touristique Enclavement Insuffisance de moyens financiers	Appauvrissement Manque à gagner Difficultés d'orientation Délaissement de la localité Amateurisme des guides improvisés
22	Culture	Difficultés de promotion de la culture locale	Influence du modernisme Abandon des rites Acculturation des jeunes Absence de foyer culturel Insuffisance de fêtes culturelles	Perte d'originalité Développement d'une culture hybride
23	Forêt et faune	Difficultés à conserver et promouvoir la forêt et la faune	Manque de suivi des arbres plantés Déforestation du milieu Faible sensibilisation Besoins de commerce, de construction et de cuisson d'aliments Faible politique de reboisement	Instabilité du climat Conflit latent entre les populations et les force de protection de l'environnement Avancée considérable du désert Impact négatif sur l'agriculture Déséquilibre écologique Baisse des revenus
24	Emploi et formation professionnelle	Difficultés pour les populations à accéder à un emploi décent et à la formation professionnelle	Absence du personnel d'encadrement Manque de structures de formations Analphabétisme Manque de moyens financiers Poids des traditions	Précarité de l'emploi Chômage élevé Inculture des populations Négligence de l'école et de la formation professionnelle
25	Domaines et affaires foncières	Difficultés de gestion licite de la terre	Discrimination contre les femmes dans l'attribution des parcelles cultivables Désertification Faible diffusion de l'immatriculation foncière Absence de plan de zonage	Conflit fonciers Non immatriculation des terres Domination masculine Infériorisation et dépendance féminine
26	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Difficultés de promotion des PME et de l'artisanat	Faible tissu économique Mauvaise organisation des circuits d'approvisionnement et de distribution	Longue distance à parcourir pour commercer Faibles revenus faible Economie locale et familiale

			Faible demande Enclavement Insuffisance de moyens financiers	Exode rural Rareté des commerces
27	Mines Industrie et Développement technologique	Difficultés d'accès aux produits conformes aux normes et la qualité	Accès difficiles aux normes, Manque de formations, Ignorances des normes élaboré par l'ISO ou l'ANOR, Absence de contrôle et de structure de contrôle qualité Ignorance des procédures	Non-conformité de produits Faible développement des AGR Découragement Non compétitivité des produits
28	Recherche Scientifique et technique	Difficultés de mettre en place un centre de recherche	Ignorance Absence de personnel de la recherche Manque de moyen financier Manque d'initiative de la part des autorités	Absence de diversité des cultures Absence de variété améliorée Faible diversification des sources de revenu

3.3 Recherche de solutions : Matrice de moyens et fin

Les causes principales et secondaires ont été transformées en sous objectifs qui constituent les moyens par lesquels la fin, placée au dessus de l'objectif de développement sera atteinte.

Institution Communale			
Composante	Objectif	Moyens	Fin
Gestion des ressources humaines	Améliorer la gestion des ressources humaines	- renforcer le système de communication interne - mettre à disposition les moyens de communication et le matériel de travail dans les services - stimuler l'implication et l'intégration de façon représentative des femmes au sein du Conseil Municipal - Organiser des ateliers de formation et de sensibilisation des conseillers municipaux dans la mouvance des textes sur la décentralisation - mettre en place un mécanisme qui permet le respect et la mise en application des textes municipaux - sensibiliser les conseillers municipaux pour plus d'implication dans la mobilisation des ressources - mettre en place un mécanisme de suivi du fonctionnement des services communaux tel que prévu par l'organigramme - doter les différents services de l'outil informatique - Recruter en fonction du besoin et des compétences - Respecter les charges dévolues à chacun	- Système de communication fonctionnel - Personnel qui travail dans un cadre décent - Les femmes font désormais partir intégrante de CM - Les conseillers sont mieux outillés - Les textes municipaux sont mis en application - Les conseillers municipaux mobilisent plus de ressources - Les services communaux fonctionnent mieux et selon l'organigramme établi - Tous les services disposent d'un l'outil informatique - Un personnel compétent disponible
Gestion du personnel	Gérer de façon efficiente et optimale le personnel	- Stimuler la formation professionnelle - Mettre en place un mécanisme d'évaluation du travail du personnel - élaborer à partir des cahiers de charge une meilleure planification du travail du personnel	- Personnel mieux formé - Personnel désormais évalué - Personnel utilisent mieux l'outil informatique - Le niveau du personnel actuel est renforcé

	communal	- Renforcer le personnel actuel par un personnel de niveau scolaire plus élevé et qualifié - Former le personnel sur l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Culture (TIC) - Organiser des campagnes d'alphabétisation fonctionnelle - Former le personnel en montage, exécution et suivi évaluation des projets - Définir les procédures de recrutement et mettre en place un système d'évaluation du personnel	- Le personnel maîtrise mieux le montage de projets et le suivi - Procédure de recrutement et d'évaluation mis en exécution
Gestion du patrimoine communal	Mieux gérer la gestion du patrimoine communal	- Etablir les titres de propriété sur certains immeubles communaux - Constituer pour la commune un stock de matériels informatiques et du mobilier de bureaux - Procéder au renouvellement des bâtiments communaux et du matériel roulant - Doter la commune du matériel didactique - Mettre en place un système de gestion des acquis de la Commune - Mettre en place un service des archives et un système d'archivage - Réhabiliter et viabiliser les écoles communales détruites par les intempéries - Mettre en place un système comptable du patrimoine - Réhabiliter les infrastructures marchandes - Mettre en place un système de gestion formel du matériel roulant	- La commune détient désormais les titres de propriété sur ces immeubles - Un fichier du matériel informatique et du mobilier disponible - Matériel roulant et bâtiments de la commune en bon état - Acquis de la commune mieux géré - Un service d'archivage fonctionne et les documents mieux archivés - Les écoles en bon état et fonctionnelles - Les infrastructures marchandes en bon état et fonctionnelles - Matériel roulant utilisé de façon formelle
Gestion des ressources financières et de la comptabilité	Mettre en place de façon efficiente une gestion des ressources financières et de la comptabilité	- Créer un fichier de contribuables fiable - Créer et faire fonctionner une structure de contrôle - Renforcer les capacités des agents financiers sur la nouvelle comptabilité communale - Renforcer le personnel comptable par un recrutement - Mettre en place un mécanisme de valorisation des ressources d'investissement de la commune - Mettre en place un mécanisme de financement de la commune basé sur des ressources stables - Mettre en place un système fiable de mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences etc.) - Mettre en place un mécanisme pour la production systématique des états comptables réglementaires (état de développement des recettes et des dépenses, balance mensuelle et annuelle des comptes,...) - Instaurer de façon systématique l'utilisation des certificats de recette et dépenses comme documents comptables - Mettre en place des procédures fiable de collecte - Mettre en place un système fiable pour la maîtrise de l'assiette fiscale - Informatiser la gestion comptable	- Contribuables recensés et bien connus - Un système de contrôle fonctionne - Des agents comptables maîtrisent mieux la nouvelle comptabilité communale - Service comptable renforcé - Ressources mieux valorisées - Commune financé par des ressources propres et stables - Etats mis à jour et disponibles - Utilisation systématique de tous les documents comptables - La collecte s'effectue de façon efficace - Assiette fiscale bien maîtrisée - Système comptable informatisé
Gestion des relations	Planifier et associer de façon optimale les	- Sensibiliser les usagers économiques sur leur devoir civique - Mettre en place un comité de prévention et de gestion des conflits - Mettre en place une stratégie de collaboration avec les autres acteurs (services	- Usagers qui s'acquittent de leur devoir civique - Comité qui fonctionne

	partenaires au développement dans la gestion communale	des impôts, services techniques déconcentrés de l'état, acteurs du monde économique dans l'espace urbain, population) - Elaborer un planning de sensibilisation et d'information des chefferies traditionnelles et de la population dans le centre urbain sur les actions menées en leur faveur par la commune - Mettre en place un mécanisme de prise en compte des groupes d'initiative commune (GIC) dans la gestion de la vie active de la commune - Mettre en place un mécanisme de recherche des partenaires	- Relation renforcée entre la commune et les autres acteurs - Chefferies et population mieux informées - GIC plus impliqué dans la gestion des affaires de la commune - La commune dispose d'un nombre important de partenaire
--	---	---	---

Au niveau des villages et de l'espace urbain				
N°	Secteur	Objectif	Moyens	Fins
1	Postes et télécommunications	Faciliter l'accès aux services et aux réseaux de télécommunication	Faciliter l'accès à l'énergie Limiter les perturbations des réseaux téléphoniques camerounais Généraliser la couverture spatiale des réseaux téléphoniques Etendre la couverture des réseaux radio et télé nationales	Les villages sont électrifiés Les réseaux téléphoniques sont stabilisés Les réseaux téléphoniques couvrent un vaste espace territorial Les villages frontaliers ont accès aux signaux TV et radio nationales
2	Communication	Faciliter l'accès aux services et réseaux de communication	Faciliter l'accès à l'énergie Faciliter le développement des services de presse	L'énergie pour la communication est disponible La presse est présente dans la commune La radio et la tv nationales sont disponibles
3	Affaires sociales	Faciliter l'épanouissement des personnes handicapées/défavorisées	Doter les personnes handicapées de matériel adapté à leur handicap Promouvoir la politique de l'aide aux nécessiteux Mettre en place des structures d'encadrement des personnes défavorisées Promouvoir l'assistance aux personnes sans abris Appuyer la création des AGR Impulser la dynamique communautaire	Les personnes handicapées ont le matériel nécessaire à leur épanouissement Les nécessiteux sont appuyés Les personnes sans abris sont assistées Les AGR sont appuyées Les paysans prennent de l'initiative en groupe
4	Promotion de la femme et de la famille	Faciliter l'émancipation de la femme et de la jeune fille	Faciliter la scolarisation féminine Lutter contre la pratique de l'excision Mettre en place des structures d'encadrement Faciliter la prise en compte de la femme dans l'organisation sociale Impulser la structuration des femmes en organisations paysannes Mettre en place une politique de lutte contre les mariages précoces et arrangés Impulser les mentalités du développement	Les femmes sont plus scolarisées L'excision est davantage abandonnée Les femmes sont organisées en GIC, associations et réseaux Les femmes se marient de plus en plus tard Les populations pensent davantage au développement communautaire
5	Commerce	Faciliter la réalisation des AGR	Faciliter l'électrification rurale	Les villages sont électrifiés

			Appuyer la mise en place des AGR Développer de nouveaux centres d'échanges ou des marchés locaux Faciliter le désenclavement des villages Former les populations dans la mise en œuvre des AGR Faciliter le ravitaillement en produits manufacturés Impulser le sens organisationnel des populations	Les AGR sont multipliées et soutenues De nouveaux marchés et centres d'échanges sont ouverts et alimentés Les routes sont ouvertes et entretenues Les populations sont formées dans la mise en œuvre des AGR Les populations sont mieux organisées Des points de ravitaillement locaux sont ouverts
6	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Faciliter la promotion des PME et de l'artisanat	Renforcer la mise en œuvre des AGR Mettre en place un circuit d'approvisionnement et de distribution efficient Faciliter le désenclavement des villages Appuyer la mise en place des AGR	Les AGR sont prospères et diverses Un circuit d'approvisionnement et de distribution est fonctionnel Les routes sont ouvertes et entretenues
7	Education de Base	Faciliter l'accès à l'éducation de base	Renforcer/construire les infrastructures en matériaux définitifs Créer des conditions de contrôle des enseignants affectés Créer de nouvelles écoles Rouvrir les écoles fermées Susciter l'intérêt des populations pour l'école Plaider pour l'affectation de nouveaux enseignants formés Doter les écoles du paquet minimum en quantité suffisante Réhabiliter les salles de classe défectueuses	De nouvelles infrastructures sont construites en matériaux définitifs Les enseignants affectés travaillent effectivement sur place Les écoles fermées sont réhabilitées Les populations manifestent leur intérêt pour l'école De nouveaux enseignants formés sont affectés Les écoles sont dotées du paquet minimum en quantité suffisante Les salles de classe défectueuses sont réhabilitées
8	Transport	Faciliter le déplacement des personnes et des biens	Renforcer le parking roulant communal en direction des villages Améliorer l'état des pistes et routes Créer une agence de voyage communale Créer la dynamique communautaire Doter les villageois en pirogues de bonne qualité	Des voitures et motos sont disponibles pour le transport dans les villages Les routes sont ouvertes et entretenues Une agence de voyage communale est fonctionnelle Les populations se mobilisent autour de projets collectifs Les villages disposent de pirogues
9	Environnement et protection de la nature	Limiter la dégradation de l'environnement	Renforcer le suivi des arbres plantés Limiter la déforestation du milieu Sensibiliser les populations sur la conservation de l'environnement Créer des alternatives à la coupe sauvage du bois Mettre sur pied une politique de reboisement	Les arbres plantés sont suivis par une équipe d'agents communaux De nouveaux espaces de reboisement sont créés Les populations ont pris conscience de l'importance de l'importance des arbres Des formes d'énergie propres sont utilisées
10	Forêt et faune	promouvoir la conservation de la forêt et de la faune	Renforcer le suivi des arbres plantés Limiter la déforestation du milieu Sensibiliser les populations sur la conservation de l'environnement Créer des alternatives à la coupe sauvage du bois Mettre sur pied une politique de reboisement	Les arbres plantés sont suivis par une équipe d'agents communaux De nouveaux espaces de reboisement sont créés Les populations ont pris conscience de l'importance de l'importance des arbres Des formes d'énergie propres sont utilisées

11	Tourisme	Promouvoir le tourisme et la mise en place d'une structure	Aménager les sites touristiques Entretien des sites touristiques aménagés Mettre sur pied un système d'information Mettre sur pied un répertoire et une carte des sites touristiques Former les guides et pisteurs jeunes Construire une auberge municipale de 20 chambres	Les sites sont accessibles et sécurisés Activité de tourisme rentable Un répertoire exhaustif des sites touristiques est connu Les guides locaux sont formés Les jeunes pisteurs et guides sont formés Une auberge de 20 chambres est construite
12	Sport et éducation physique	Faible développement des activités sportives et de loisirs	Faciliter le désenclavement des villages Créer de nouvelles infrastructures de sport susciter l'intérêt et l'implication des jeunes filles pour le sport renforcer l'encadrement et l'appui des activités sportives	de nouvelles routes sont ouvertes et entretenues de nouvelles infrastructures de sport sont créées les filles pratiquent davantage le sport les activités sportives sont mieux encadrées et appuyées
13	Travaux publics	Améliorer l'état des routes	améliorer le reprofilage des routes ouvrir de nouvelles routes entretenir les routes villageoises limitation de la dégradation des routes par les marres d'eau appuyer la mise en œuvre des AGR	les routes sont professionnellement reprofilées de nouvelles routes sont ouvertes les routes villageoises sont régulièrement entretenues Des ouvrages d'art construites au niveau des marres Les AGR sont appuyées et diversifiées
14	Elevage, Pêche et industries animales	Améliorer le développement d'un élevage et d'une pêche modernes	Développer de nouvelles sources fourragères Faciliter le suivi des éleveurs par les vétérinaires Réduire la fréquence de la peste bovine et des maladies animales Créer des pâturages artificiels Faciliter la maîtrise des nouvelles techniques d'élevage Dotation et facilitation de l'approvisionnement en intrants en élevage Renforcer le pouvoir économique des éleveurs Lutter contre les vols du bétail	De champs fourragers sont mis en place Les vétérinaires sont vraiment sur le terrain Les maladies animales sont réduites Des pâturages artificiels sont ouverts Les nouvelles techniques d'élevage sont développées Les éleveurs disposent des intrants Les éleveurs sont autonomes Les vols de bétail sont amoindris
15	Développement urbain et habitat	Promouvoir un habitat décent et sécurisant	Moderniser l'architecture des maisons Faciliter l'approvisionnement en matériaux de constructions modernes Réduire la vulnérabilité des maisons aux conditions climatiques Promouvoir les constructions en matériaux définitifs Promouvoir la construction des maisons loin du lit des fleuves Promouvoir la construction de latrines décentes	L'architecture des maisons est modernisée Les matériaux de construction sont facilement accessibles Les maisons sont construites en matériaux définitifs Les maisons sont construites loin des cours d'eau
16	Santé	Améliorer l'accès aux soins de santé	Contrôler la présence effective du personnel affecté Appuyer la mise en place des AGR Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel médical	Automédication réduite Meilleure prise en charge des malades des Bonne couverture sanitaire les populations sont mieux Conscientisées

			Doter la commune en infrastructures sanitaires Faire le plaidoyer pour la création et la construction de nouveaux centres de santé dans les lieux où le besoin est crucial Doter les 06 centres de santé en matériel médical et en matériel roulant Faciliter une meilleure collaboration entre la médecine traditionnelle et la médecine conventionnelle	Fréquentation des tradipraticiens rationalisée Centres de santé équipés en matériel roulant, en médicaments De nouveaux centres de santé sont construits
		Réduire la prolifération des maladies diarrhéiques et cardio-vasculaires	Sensibiliser les populations sur la consommation exagérée du sel et du sucre Faciliter l'accès à l'eau potable Promouvoir la construction systématique de latrines Sensibilisation des populations sur le respect des règles d'hygiène	Consommation du sel et du sucre rationalisées Les populations consomment de l'eau potable Les maladies diarrhéiques et cardio-vasculaires sont réduites Hygiène communautaire respectée
		Annihiler la menace des IST et du VIH SIDA	Sensibiliser les populations sur les maladies et leurs moyens de transmission Encourager les causeries sur les IST Valoriser le contrôle de l'activité sexuelle Promouvoir l'utilisation des préservatifs Créer des comités de lutte contre le SIDA	IST/VIH-SIDA mieux pris en charge Les IST/SIDA et le sexe ne sont plus tabous Les préservatifs sont disponibles, mieux utilisés et vendus ouvertement Des comités locaux du VIH-SIDA sont créés
17	Eau et énergie	Améliorer et accroître l'accès à l'eau potable	Création de nouveaux points d'eau dans les villages Accroître les capacités financières des paysans Dépanner les points d'eau en panne Contrôle de la construction des points d'eau Former les populations sur les techniques de traitement de l'eau	De nouveaux points d'eau sont construits L'eau potable est accessible à toutes les populations Les populations maîtrisent les techniques de traitement des eaux
		Améliorer et accroître l'accès à l'énergie	Faciliter l'accès à l'énergie électrique rapprochement du réseau électrique développer de nouvelles sources d'énergies promouvoir le reboisement de la localité création des points de vente du carburant licite	les populations ont accès à l'énergie les points de reboisement existent dans les villages des points de vente du carburant existent les nouvelles sources d'énergie sont mises sur pied et exploitées
18	Agriculture et développement rural	Améliorer la pratique d'une agriculture rentable et durable	Rapprocher les structures d'encadrement et les encadreurs Faciliter la création des plantations agricoles Diversifier les cultures agricoles Faciliter l'accès au matériel agricole approprié Renforcer les capacités des agriculteurs pour un bon rendement Faciliter l'écoulement des produits agricoles Accentuer la lutte contre les parasites par l'accès aux produits phytosanitaires Renforcer les capacités financières des agriculteurs	Matériel agricole disponible Revenu des agriculteurs amélioré Taux de production augmenté Les cultures agricoles sont diversifiées Les agriculteurs mieux organisés, formés et équipés Des structures d'encadrement existent et des encadreurs présents
19	Enseignement	Faciliter l'accès à	Renforcer/construire les infrastructures en matériaux	De nouvelles infrastructures sont construites en

	secondaire	l'enseignement secondaire	définitifs Créer des conditions de contrôle des enseignants affectés Créer de nouveaux collègues Susciter l'intérêt des populations pour l'école Plaider pour l'affectation de nouveaux enseignants formés Doter les écoles du paquet minimum en quantité suffisante Réhabiliter les salles de classe défectueuses	matériaux définitifs Les enseignants affectés travaillent effectivement sur place Les populations manifestent leur intérêt pour l'école De nouveaux enseignants formés sont affectés Les écoles sont dotées du paquet minimum en quantité suffisante Les salles de classe défectueuses sont réhabilitées
20	Domaines et affaires foncières	Faciliter la gestion licite de la terre	Lutter contre les discriminations contre les femmes dans l'attribution des parcelles cultivables Promouvoir le reboisement Sensibiliser les populations sur l'intérêt de l'immatriculation foncière Mettre en place un système de parcellisation des villages	Les femmes ont un égal accès à la terre aux hommes Les populations immatriculent leurs terres Les parcelles sont connues et respectées Le reboisement est réel
21	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	Assoir l'autorité de l'administration et faciliter le maintien de l'ordre	Sensibiliser les uns et les autres sur leurs droits et devoirs Promouvoir l'unité autour d'un chef au niveau des villages Promouvoir la désignation des chefs scolarisés Lutter contre le banditisme	Communautés mieux informées éduquées et formées Les villages sont unis autour de leur chef Les chefs sont mieux éduqués Le banditisme est réduit
22	Jeunesse	Faciliter l'émancipation de la jeunesse	Promouvoir les structures de loisirs Manque d'initiative Développer la formation Rapprocher le personnel et les structures d'encadrement des populations villageoises Créer les structures de formation Faciliter l'accès au crédit	Les petits métiers sont développés La jeunesse est motivée Les activités agropastorales sont productives Les jeunes s'installent dans la commune Le vagabondage sexuel est fortement réduit
23	Emploi et formation professionnelle	Faciliter l'accès pour les populations à un emploi décent et à la formation professionnelle	Rapprocher le personnel et les structures d'encadrement des populations villageoises Promouvoir la scolarisation des jeunes villageois Renforcer les capacités financières des paysans Promouvoir des traditions du développement	Des structures de formation dotées de personnel sont créées Les paysans sont financièrement autonomes
24	Culture	Faciliter la promotion de la culture locale	Réduire l'influence du modernisme Promouvoir les rites locaux Sensibiliser les jeunes sur leur culture Construire des foyers culturels Organiser des rencontres culturelles	Les jeunes sont inculturés Les cultures paysannes sont valorisées Des foyers culturels sont construits Des rencontres culturelles sont organisées
25	Travail et sécurité sociale	Faciliter l'accès à un travail décent et à la sécurité sociale	Promouvoir le travail décent Promouvoir l'extension de la sécurité sociale Promouvoir le travail formel	La sécurité sociale est accessible à tout le monde Le travail formel est promu

26	Recherche Scientifique et technique	Stimuler la recherche et la mise en place un centre de rechercher	Se rapprocher des services compétant pour la mise en place d'une structure de recherche et l'affectation du personnel pour la recherche	Absence de diversité des cultures Absence de variété améliorée Faible diversification des sources de revenu
27	Enseignement supérieur	Faciliter la prise en charges et l'insertion des étudiants	Instaurer un système pour l'octroie des bourses Stimuler la recherche des entreprises/des partenaires pour l'insertion des diplômés	Au moins 50 diplômés intégré Au moins 15 étudiants sont pris en charge par la commune et disposent de bourse Un répertoire des entreprises et partenaires disponible
28	Mines Industrie et Développement technologique	Promouvoir l'utilisation et l'accès aux produits conformes aux normes et la qualité	Faciliter l'accès aux normes, Sensibiliser et former sur les procédures Informé et sensibiliser les populations sur les normes élaborées par l'ANOR, Créer et faire fonctionner une structure de contrôle qualité Sensibiliser les populations sur la nécessité d'avoir des produits compétitifs	Populations mieux informées Produits disponibles de bonne qualité et compétitif

3.4 Besoins consolidés par composante

3.4.1 Besoins des corps de métier

Corps de métier	Audiences		Difficultés rencontrées/problèmes	Opportunités/ rentabilité	Besoins/Attentes vis-à-vis de la commune
	Concernés	Présents			
Mécaniciens	20	10	Difficultés à s'approvisionner; absence de lieu de décharge	Environ 12500FCFA de recette par jour dans un garage de 09 personnes	- Création d'une décharge - Appui pour l'ouverture d'un magasin de vente de pièces détachées - Appui pour l'ouverture d'un garage moderne
Vendeurs d'hydrocarbures	19	6	Faible capital ; insuffisance de moyens financiers ; difficultés d'approvisionnement ; arnaque des douaniers ; absence de magasin sécurisé ; problèmes de transport	Collage des roues en parallèle et vente des pièces détachées Nourrit tout au moins son homme	- Aménagement et sécurisation d'une station d'emménagement et de vente - Appui financier pour agrandir les exploitations et diversification des activités - Acquisition d'un camion citerne pour un approvisionnement sécurisé
Vendeurs de pièces détachées automobiles	8	2	Faible capital ; insuffisance de moyens financiers ; difficultés d'approvisionnement en saison des pluies	Présence du marché de Goulfey, vente parallèle de carburant 2000 FCFA de bénéfice environ en moyenne par jour	- Amélioration de l'état de la route - Construction de boutiques et de hangars
bouchers	2	2	Rareté du bétail ; insuffisance de moyens financiers	Présence du marché de Goulfey, élevage du bétail par les bouchers	- Construction d'un hangar - Amélioration de l'état de l'abattoir

				1000 FCFA ou 1500 FCFA de bénéfice environ en moyenne par jour	- Construction d'une fosse de décharge - Construction d'un forage à l'abattoir - Dotation en chambre froide pour la conservation de la viande
Cordonniers	15	9	Insuffisance du matériel ; difficultés d'approvisionnement	Une certaine clientèle moyenne; cirage des chaussures ; vente de chaussures. 2500 FCFA par jour de recette et 1500 FCFA de bénéfice environ en	Appui pour approvisionnement
Couturiers	16	6	Faible clientèle ; difficultés d'approvisionnement, vétusté des machines	Présence du marché de Goulfey, formation parallèle des jeunes Nourrit périodiquement son homme (fête, événements...)	- Appui en matériel de travail - Electrification de la ville
Commerçants	100	16	Création d'un marché au Tchad ; insuffisance de moyens financiers ; non construction des hangars/ boutiques	Présence du marché de Goulfey 5000 FCFA de bénéfice environ en moyenne par jour de marché	- Appui financier - Construction d'un marché - Construction de latrines - Entretien du marché - Construction d'un forage au marché - Electrification du marché
Conducteurs de mototaxi	42	14	Faible clientèle ; difficultés de circulation après la pluie ; mauvais état de la route ; absence de gare routière	Présence du marché et d'une agglomération humaine ; vente parallèle d'hydrocarbures, collage parallèle des roues, formation gratuite des jeunes. Activité de subsistance	- Amélioration de l'état des routes - Création de nouvelles routes - Appui financier pour la construction d'une gare aménagée
Bayam sellam	9	9	Insuffisance du matériel ; difficultés d'approvisionnement due au mauvais état de la route et à la distance ; difficultés financières ; insolvabilité des populations.	Une certaine clientèle 5000 FCFA par semaine de recette en moyenne	- Appui financier - Appui en termes de transport - Construction d'un magasin de stockage des marchandises
Rôtisseurs de viande	4	4	Difficultés à s'implanter ; difficultés financières	Présence du marché ; boucherie en même temps 17000 FCFA en moyenne par jour de recette	- Construction d'un hangar - Appui financier - Nettoyage de la ville - Réaménagement de l'abattoir
Exploitants de box téléphoniques	7	2	Faible clientèle ; réseau fluctuant	Une certaine clientèle ; présence des réseaux ORANGE et TIGO 50000 FCFA par jour de recette (3500 F de bénéfice) 5 jours par semaine et 5000 FCFA de recette (350 F de bénéfice) pendant deux jours	- Appui pour agrandir les box - Appui pour informatisation des services
Secrétariat bureautique	2	2	Insuffisance du matériel ; difficultés d'approvisionnement et surtout en saison	Une certaine clientèle ; formation parallèle en secrétariat bureautique	- Appui financier - Création d'un centre de formation

			des pluies ; faible clientèle ; absence d'un réseau électrique, multiples et fréquentes pannes du groupe électrogène ; réticences des personnes à venir se faire former.	500 FCFA par jour de recette car le travail est irrégulier	▪ Amélioration de l'état des routes
Blanchisseurs	7	2	Faible clientèle, travail à crédit	Activité largement secondaire car faible clientèle	▪ Appui financier ▪ Dotation en matériel de travail
Boutiquiers	13	3	Insuffisance de moyens financiers ; endettement ; demande davantage familiale	Présence du marché périodique de Goulfey ; vente parallèle d'huile de moteur et de l'essence Nourrit son homme si bonne gestion	Appui financier
Meuniers	7	4	Coût élevé du gasoil ; absence de réseau électrique ; faibles revenus ; coûts élevés des pièces de rechange en panne	Culture du riz et du mil ; alimentation essentiellement à base de céréales 1000FCFA de bénéfice en moyenne par jour	Electrification de la ville
vanniers	2	1	Faible clientèle ; faible capital	Présence du marché de Goulfey, formation parallèle de la famille ; participation aux foras nationaux de l'artisanat (SIARC) Faible rentabilité et activité de subsistance	▪ Appui en matériel de travail ▪ Ouverture d'un atelier de formation ▪ Appui à la promotion des produits artisanaux
Transporteurs par pirogue	10	6	Difficultés à renouveler les pirogues ; vétusté des pirogues	Présence du marché des deux côtés de la rive du Chari ; pêche ; bonne clientèle pendant les fêtes ; pratique de l'agriculture dans le cadre du GIC Nourrit périodiquement son homme (fête, événements...) ; 5000 FCFA en moyenne par jour	Appuis financiers
Restaurateurs	4	4	Faible clientèle ; difficultés financières ; vente à découvert ; difficultés à trouver des emplacements	1250 FCFA en moyenne de bénéfice par jour ; 14 000 FCFA de recette en moyenne par jour	▪ Construction de bons locaux de vente ▪ Attribution d'un espace pour la restauration dans le marché
Vendeurs de beignet	6	6	Insuffisance de moyens financiers ; difficultés d'approvisionnement en farine ; absence de hangars	Présence du marché de Goulfey ; une certaine clientèle 1000 FCFA de bénéfice environ en moyenne par jour	▪ Construction d'un hangar ▪ Allègement du coût de la farine ▪ Appui financier
Pêcheurs	22	7	Insuffisance du poisson ; difficultés d'approvisionnement en matériel ; arnaque des hommes en tenue tchadiens et du service de l'élevage ; problèmes avec les services de pêche tchadiens dans la partie des eaux du Chari. Taxe du service d'élevage : 6000F ; taxe	Une certaine clientèle ; présence du Chari 15000 FCFA par jour de recette en saison des pluies et 2000 FCFA de recette environ en moyenne saison sèche.	▪ Aménagement d'une plage pérenne de pêcheurs ▪ Appui en matériel ▪ Aménagement d'une poissonnerie ▪ Aménagement d'une chambre froide

			du sultanat : 4000 F Cfa par an		
Transporteurs par car	9	5	Mauvais état des routes ; manque de latrines au stationnement ; exigüité du local du local servant de stationnement ; faible clientèle	Transport des personnes et des biens ; formation des chauffeurs ; acheminement des colis En moyenne 4 voyages par semaine rapportant 10 000 FCFA, mais gain journalier de 1425 FCFA en moyenne	- Construction des latrines - Appui pour l'entretien des véhicules - Construction d'une clôture autour de la gare
Tresseuses	10	3	Difficultés à se trouver un atelier ; insuffisance du matériel ; absence d'un centre de formation	Présence du marché de Goulfe, clientèle fluctuante en fonction des fêtes ; formation gratuite en famille Activité de subsistance	- Ouverture d'un centre de formation - Appui pour l'achat du matériel - Libéralisation de l'accès aux boutiques
Exploitants de débits de boisson	1	1	Insuffisance de moyens financiers ; difficultés d'approvisionnement en saison des pluies et à cause des préceptes religieux ; insolvabilité ; faible clientèle	Présence d'une certaine clientèle Nourrit son homme dans son contexte	- Reprofilage de la route - Libéralisation de la vente de la boisson alcoolisée - Libéralisation du transport
Coiffeurs	5	4	Mauvaise qualité du matériel ; absence d'électricité ; insuffisance de moyens financiers ; difficultés d'approvisionnement en matériel de bonne qualité ; pannes répétées du groupe électrogène	Présence du marché de Goulfe, chargement parallèle des téléphones portables rapportant en moyenne 1250 F par jour ; clientèle fluctuante en fonction des fêtes 4000 FCFA environ en moyenne de recette par jour	- Electrification de la ville - Appui en matériel - Préparation d'une décharge - Appui pour l'ouverture d'un atelier de formation

3.4.2 Besoins et attentes des couches vulnérables

Couches vulnérables	Audiences		Activités pratiquées	Rentabilité des activités/opportunités	Besoins/Attentes	Niveau d'organisation	Accès aux infrastructures	Relation avec la Mairie	Difficultés rencontrées
	concernés	Présents							
Malvoyants et aveugles	04	01	Agriculture, pêche, minire de culte	Chef de centre social très disponible et soucieux	Appui financier	01 association	Communication, marché	Mauvaise	Dépendance Analphabétisme Manque de moyens financiers Difficultés de déplacement
Vieillards	26	09	Elevage ; petit commerce	Chef de centre social très disponible et soucieux	Appui financier ; prix préférentiels pour les soins de santé	01 association	communication, marché, transport	Mauvaise	Dépendance ; Manque de moyens financiers

Orphelins	30	09	porte faix (puisage de l'eau, ramassage du bois, pousseur) agriculture ; petit commerce	Chef de centre social très disponible et soucieux Prise en charge de certains par la Mairie Solidarité familiale, Enseignement coranique	Appui financier pour la prise en charge scolaire ; Extension du nombre de personnes prises en charge ; réduction ou prix préférentiels pour les soins de santé	0	Marché, éducation, communication, loisir, transport	Bonne	Dépendance ; Analphabétisme ; Manque de moyens financiers ; précarité ; difficultés de scolarisation
Handicapé moteur	20	08	Commerce, élevage, agriculture	Activités de Subsistance. Cours gratuits se l'imam sur le coran Chef de centre social très disponible et soucieux	Dotation en matériel de transport Appui financier Facilitation du transport des handicapés	01 association	Santé, hydraulique, marché, communication,	Conflictuell e	Difficultés d'accès aux soins de santé Manque de moyens financiers Difficultés de déplacement
Sourd-muet	10	02	Agriculture petit commerce ; porte faix avec le pousse- pousse.	Chef de centre social très disponible et soucieux	Appui des AGR Création d'une école et d'un centre de formation spécialisés Insertion dans les services publics	01 association	Santé, hydraulique, marché, loisir, transport		Indigence ; difficultés de communication ; analphabétisme ; manque de formation ; dépendance ; Manque de moyens financiers
Filles mères	20	03	Petit commerce ; exploitants de boxes téléphonique, couture ; coiffure	Chef de centre social très disponible et soucieux	Chef de centre social très disponible et soucieux Certains parents formés aux AGR Solidarité familiale	01 association	Santé, éducation, marché, loisir, hydraulique, transport, communication,	Mauvaise	Dépendance ; Analphabétisme ; Manque de moyens financiers ; précarité ; difficultés de scolarisation

3.4.3 Besoin en infrastructures sanitaires

Village	Informations générales sur le Centre				Besoin en personnel						Besoins en infrastructures		Besoins en équipement du centre					Besoin en aménagement						Gestion du Centre	
	Statut du centre	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Medecin	IDE	IB	AS	Matrone	Comis	Réhabilitation	Nouveau bâtiment	Lit	Labo	Maternité	Pharmacie	Réfrigérateur	Point d'eau	Latrine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement des déchets	Logement médecin	Formation Comité de gestion	Formation Comité de santé
	(i)	X	Y	Z	(ii)						(ii)		(ii)					(ii)						(O/N)	(O/N)
Amdjagara Daba		14,8685	12,3233	293	0	0	1	1	0	0	1	1	4	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1	N	0
Bedate, Fadjé Saleh					0	1	1	1	0	1	1	1	5	1	1	1	1	1	0	1	1	1	1	N	0
Goulfey Gana		14,8608	12,2383	290	0	1	1	1	0	0	1	1	6	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	N	0
Helele II		14,7406	12,5615	290	0	0	1	0	0	0	0	1	8	1	0	1	1	1	0	1	1	1	1	N	0
Mara I		14,8954	12,2214	295	0	0	0	1	0	0	0	1	4	1	1	1	1	1	0	1	1	1	0	N	0
Hopital de district de GOULFEY		14,8993	12,3891	283	0	1	0		0	1	0	1	12	1	1	1	0	0	0	1	1	1	0	N	0
Total						3	4	4	0	2	3	6	39	6	5	6	5	5	0	6	6	6	4		

3.4.4 Besoins en éducation de base

Village	Statut école	Coordonnées géographiques			Effectifs et besoins			Salles de classe, équipement et besoins					Besoins en aménagements						
	(i)	X	Y	Z	Elèves	Enseignants	Besoins en enseignants	Nombre de salle	Table - bancs	Réhabilitation salle	Construction	Besoins en table - bancs	point d'eau	latrines	Bac à ordures	reboisement	clôture	logt. Enst.	autres
Akmassirak	PUB	14,90321	12,38736	292	457	5	3	2	62	0	6	100	1	1	1	1	1	1	0
Amdane	PUB	14,76728	12,34556	293	252	2	3	2	35	1	4	50	1	1	1	1	1	1	0
Amfara	PUB	14,9028	12,27478	290	338	3	3	2	20	0	4	95	1	1	1	1	1	1	0
Amjagara Cambo	PUB	14,87295	12,33307	295	268	1	5	2	15	0	4	60	1	1	1	1	1	1	0
Amrichade	PUB	14,82336	12,36471	286	323	3	3	3	45	1	3	45	1	1	1	1	1	1	0
Bedate	PUB	14,66324	12,37145	289	257	2	4	2	27	1	4	63	1	1	1	1	1	1	0
Boumbouma	PUB	14,74109	12,56213	290	182	1	5	2	34	2	4	37	1	1	1	1	1	1	0

Boutal hadoum	PUB	14,75067	12,43377	293	246	1	5	1	65	0	4	25	1	1	1	1	1	1	0
Dakatchi	PUB	14,85623	12,45061	290	0	0	6	0	0	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0
Djagalat	PUB	14,89228	12,31853	287	132	2	4	4	0	0	0	44	1	1	1	1	1	1	0
Doubané Arabe	PUB	14,74134	12,58391	281	107	1	5	1	0	1	1	40	1	1	1	1	1	1	0
Douguia	PUB	14,73353	12,66425	289	150	2	4	1	22	1	2	33	1	1	1	1	1	1	0
Droh	PUB	14,86195	12,19119	287	407	3	4	2	0	0	5	136	1	1	1	1	1	1	0
Goulfey Gana	PUB	14,8607	12,23829	290	477	4	2	5	143	0	1	20	1	1	1	1	1	1	0
Helele I	PUB	14,73941	12,56353	295	317	4	2	3	94	0	3	106	1	1	1	1	1	1	0
Krenak	PUB	14,70945	12,35465	289	187	2	2	2	71	1	3	0	1	1	1	1	1	1	0
Mitch Mitch	PUB	14,8369	12,23462	286	151	1	3	2	22	1	3	33	1	1	1	1	1	1	0
Molodia	PUB	14,75216	12,66801	290	421	3	3	1	0	1	5	158	1	1	1	1	1	1	0
Mougalam	PUB	14,90086	12,18296	294	567	1	7	3	90	1	7	100	1	1	1	1	1	1	0
Nadji	PUB	14,61122	12,62789	290	173	1	5	2	20	0	4	38	1	1	1	1	1	1	0
Nimia	PUB	14,73131	12,35518	290	100	1	5	1	19	0	5	13	1	1	1	1	1	1	0
Sao	PUB	14,84747	12,21944	294	338	3	3	3	50	2	3	63	1	1	1	1	1	1	0
Takoulwébé	PUB	14,78333	12,48333	289	183	1	4	3	13	1	3	45	1	1	1	1	1	1	0
Tanne Amadouchi	PUB	14,77784	12,53393	293	85	5		1	12	0	5	19	1	1	1	1	1	1	0
Touyous	PUB	14,87259	12,29695	284	258	2	4	0	17	1	6	60	1	1	1	1	1	1	0
Zalat salamat	PUB	14,85903	12,45155	291	0	1		3	10	0	0	0	1	1	1	1	1	1	0
NGRAN	PUB	14,79986	12,41604		641	4	4	3	98	2	6	115	1	1	1	1	1	1	0
NIGUE	PUB	14,86237	12,30249	285	56	1	0	2	10	1	0	0	1	1	1	1	1	1	0
MARA	PUB	14,82107	12,18191	292	338	7	5	5	78	1	1	32	1	1	1	1	1	1	0
ARDEBE	PUB	14,7352	12,6636	292	274	3	3	2	48		6	30	1	1	1	1	1	1	0
DOUNGOURA	PUB				171	2	1	3	25	3	3	35	1	1	1	1	1	1	0
MABARAKA	PUB	14,8067	12,3106	289	151	1	2	1	15	1	2	47	1	1	1	1	1	1	0
MALAYA MADALALA	PUB	14,84964	12,55723	293	204	1	5	1	16	1	3	50	1	1	1	1	1	1	0

MALA	PUB	14,7666	12,53333	294	150	2	1	2	11	2	1	41	1	1	1	1	1	1	0
DOKOTCHI	PUB	14,86038	12,4521	279	471	1	6	2	38		7	106	1	1	1	1	1	1	0
MOULOUANG	PUB				687	5	3	3	40	2	6	156	1	1	1	1	1	1	0
FADJE	PUB	14,6942	12,4752	280	514	2	5	2	35	1	6	145	1	1	1	1	1	1	0
EP BILINGUE DE GOULFEY	PUB	14,54036	12,2313	285	85	1	1	7	20	0	1	10	1	1	1	1	1	1	0
EP GI DE GOULFEY	PUB	14,54247	12,23198	299	886	7	7	9	130	0	6	170	1	1	1	1	1	1	0
EP GII DE GOULFEY	PUB	14,54033	12,23203	295	896	6	8	6	125	0	8	175	1	1	1	1	1	1	0
EP GIII DE GOULFEY	PUB	14,53783	12,21919	292	863	8	6	6	120	0	8	80	1	1	1	1	1	1	0
Lycée de GoulfeY	pub	14,79986	12,41604	292															
Total					12763	106	151	107	1695	29	153	2575	41	41	41	41	41	41	0

3.4.5 Besoins en infrastructures marchandes

Village	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Type d'infrastructures							Besoins sur l'équipement								Besoins en aménagement							
				Magasin	Marché / complexe commercial	Gare routière	Parc à bétail	Abattoir	Pépinière	Autres	Réhabilitation	Comptoir	Boutique	Hangar	Boucherie	Poissonnerie	Chambre froide	Autres	Point d'eau	Latrine	Dispositif de traitement des déchets	Reboisement	Electricité	Rampes d'accès pour handicapés	Bureau	Autres
	X	Y	Z	(i)							(i)								(i)							
	DJAGARA	14,900	12,38	291 m	0	1	1	0	0	0	0	0	0	50	4	1	1	1	0	1	4	1	1	1	4	2
LIONDE	14,778	12,414	297	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0
TOTAL				0	1	1	0	1	0	0	1	0	50	4	1	1	1	0	2	5	2	1	1	4	2	0

3.4.6 Besoin en infrastructures sociales

Groupe des Villages	Population (a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			Type d'infrastructures					Besoins en bâtiment en Equipement du centre								Besoins en aménagement						
					Foyer communautaire	Centre promotion de la femme	Centre Sociale	Centre multi-fonctionnel	Autres	Nombre de bâtiment	Réhabilitation	Machines à coudre	Mobiliers	Lits	Ordinateurs	Photocopieuse	Autres	Point d'eau	Latrine	Reboisement	Clôture	Dispositif de traitement des déchets	Electrification	Aire de jeux
		X	Y	Z						(i)								(i)						
Saré Sultan	42	14,709 49	12,392 5	297	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guéwalga	900	14,710 62	12,392 34	298	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guérandouma	1250	14,715 68	12,375 56	298	1	0	0	0	0	1	0	0	10	10	10	1	0	1	1	1	1	0	1	0
Sagoua	700	14,744 44	12,382 29	301	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Magalwé	1100	14,715 84	12,372 87	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Guémalgoué	600			299	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djagara	900	14,784 14	12,367 95	299	0	1	1	1	0	1	0	10	10	10	10	2	0	1	1	1	1	1	1	1
Liondé	1200	14,778 85	1	297	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hillé Cherif	60	14,801 39	12,414 4	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FadjeI, Fadje II	1 020	14,800 41	12,415 59		1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ngran I, Ngran II	1 148	14,799 86	12,416 04		1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Mara I, Mara III	1065	14,821 07	12,181 91	292	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Mara II	600	14,831 97	12,183 06	300	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Droh	260	14,879	12,169	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		55	43																					
Boudou Boudou I, Boudou Boudou II	360	14,800 95	12,434 14	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mougalam	418	14,881 32	12,169 39	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Koumdouwé I, Koumdouwé II	1 447	14,799 49	12,433 88	278	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1		1	1	1	1	0	1	1
Boumbouma	2 160	14,741 09	12,562 13	290	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Hilélé I, Hilélé II	1 280	14,740 65	12,560 86	292	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Daro	560	14,771 55	12,455 72	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Doubané Kotoko, Doubané Arabe,	1 370	14,757 81	12,465 64	288	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Douguia, Douguia ardebé	726	14,733 73	12,464 22	290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Molodia, Dileb Birke	3 540	14,754 62	12,665 3	289	1	1		1		1		5	5	5	5	1		1	1	1	1		1	1
Dileib I, Dileib II, Moura	837	14,724 36	12,432 65	292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hile Nimir	800	14,859 86	12,237 99	290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Goulfey Gana	2 393	14,855 03	12,247 85	288	1	1		1		1		5	5	5	5	1		1	1	1	1		1	1
Mafang, Dirbe	594	14,726 32	12,431 42	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Aki, Goulré, Amdjana, Allah Rada	943	14,819 31	12,299 09	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moulwang	963	14,727 5	12,432 76		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ardebé Sio, Goulfey Banana, Doungoura	2 037	14,815 59	12,415 73		1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Hilé Gaou, Amkefa I,	718	14,825	12,636	298	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Amkefa II		49	7																					
Maltam Goulfey I, Maltam Goulfey II	243	14,782 83	12,629 59	295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hilé Guim, Amdourman	881	14,825 64	12,636 39	296	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djinéné	235	14,895 44	12,221 36	295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Madba I et Madba II	654	14,898 58	12,221 51	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amfara, Ridina	1 055	14,897 95	12,220 77	290	1	1	0	1		1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Djagalat	830	14,842 72	12,211 44	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Touwé I et Touwé II	970	14,894 94	12,317 92	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SAO	600	14,847 66	12,208 85	295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Choloba I et Choloba II	235	14,833 17	12,226 85	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Wakaltou	300	14,848 51	12,218 15	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Andaraba, Dourbé, Algos, Krenak Fakara	487	14,849 49	12,221 47	292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mitch Mitch	532	14,811 58	12,259 32	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soukaré, forfoya	407	14,836 28	12,232 49	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dagomi, Dororoya, Golalgadi Dikebé	1 019	14,814 77	12,293 05	288	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Krenak	383	14,700 53	12,336 06	290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Douwé, Ngadougoum Bagar, Kenak Eli	241	14,647 12	12,399 23	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soulou, Far Moussa	650	14,664	12,418	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		14	54																					
Zalat Dararoya, Dakotchi	1 783	14,860 38	12,452 1	279	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Zalat Nouara	781	14,856 22	12,450 64	287	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Michka Malié	336	14,856 22	12,450 61	287	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Marafaine, Aboki, Kingnagna	942	14,817 14	12,414 85	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mour, Tilam I et Tilam II	1 069	14,850 29	12,508 65	295	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Far-Dana, Mahaya Bichara, Far Djiné	469	14,845 98	12,526 99	292	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kaglé, Amkoumboula, Adoua	565	14,832 95	12,398 28	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mahaya Saladiné, Gley Djibrine	408	14,834 73	12,399 88	290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mahaya Madalala, Mahaya Nahéré Mahaya Kototo	908	14,849 64	12,557 23	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mahaya Koudjou	180	14,855 38	12,268 12	290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nguetoya Imar, Djamous II	530	14,844 67	12,414 76		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Djamous I, Djamous III et Sagour	0	14,867 46	12,307 87	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mahajiri, Gred	405	14,867 53	12,310 08	295	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amdane, Siguet et Abouwoubjou	1 445	14,832 24	12,349 93	292	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Tchabora, Abondjoukoua	680	14,767 07	12,344 42	290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Kalawa	218	14,866 46	12,305 88	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Mabraka, Dambé et Anguinéguiné	529	14,778	12,327	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		35	01																					
Zalat Salamet, Himdé	1 062	14,667 05	12,425 05	289	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Kineboya, Haraza	1 007	14,865 52	12,304 77	289	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Bedate, Fadjé Saleh	677	14,679 32	12,383 07	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Meraha	110	14,608 13	12,662 49	284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Gagmé	173	14,712 05	12,353 4	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amrichade	790	14,831 99	12,357 92	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Labodo, Bournawi, Miayim	391	14,816 83	12,387 96	284	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Hambaka	477	14,758 79	12,370 18	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nimia, djamena Hatron, Kornok Toulous, Daougal	600	14,744 37	12,352 72	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Walaga, Mandaglé	200	14,701 91	12,336 37	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Nigué	1 286	14,862 37	12,302 49	285	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Nadji, Algoumri	1 110	14,610 64	12,626 98	287	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Nabagaya, Tchado Dolé I et Tchado Dolé II	605	14,762 87	12,521 71	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Birni Assou, Amfadena, Bitck, Fadjebakary	1 115	14,614 55	12,652 12	292	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Ambassadna I et Ambassadna II	642	14,576 49	12,671 54	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Angoche, Naïra, Mrene	346	14,596 51	12,671 07	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Souria, Dirik, Darsalam	455	14,642	12,650	289	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		82	81																					
Bagassa, Madina, Djamena Hélerine	640	14,609 43	12,673 05	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Houmar Abiyat, Wak, Dakdia	229	14,734 49	12,480 69	285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amboudebek, Dimrok, Irak	1 135	14,713 52	12,472 28	289	1	1	0	1	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	1	0	1	1
Fadjawa, Bournassou	627	14,636 24	12,650 67	286	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Amdjagara Gambo, Amdjagara Daba	1 110	14,868 59	12,323 3	293	1	1	0	1	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	1	0	1	1
Haboba	485	14,808 51	12,321 64	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Boutal Hadoum	435	14,751 21	12,430 97	290	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Bineyé Bourkou, Boutal Ardebé, Gley Barary	1 980	14,871 53	12,333 68	287	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Nguetoya I et Nguetoya II	530	14,750 35	12,418 38	288	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Touyous	684	14,865 18	12,304 4	287	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Al Hilitre, Ngoulou	635	14,857 46	12,281 84	282	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Tané I, Tané II, Fadje Mala	305	14,706 03	12,484 09		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Choloba, Tamalabédé I et Tamalabédé II	303	14,708 78	12,394 29	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Ndjamena Blama Mahamat, Ambassadna Hamadie	606	14,709 12	12,497 04		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fitchoya, Mougda	615	14,726 19	12,524 65		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Takoulwébé, Glégo	1 550	14,783 333	12,466 66		1	1	0	1	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	1	0	1	1

Aboundroua	190	14,709 28	12,393 65	291	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Adougmaya, Tane Amadougchi	1 643	14,761 73	12,522 27	291	1	1	0	1		1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Malla	850	14,766 6	12,533 33	294	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Akmassirak, Tchar	2 077	14,625 21	12,620 23	288	1	1	0	1	0	1	0	5	5	5	5	1	0	1	1	1	1	0	1	1
Abougoudout, Ridjil Hamadie et Fadje Sangaya	712	14,733 33	12,533 33	293	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Total	81348				27	26	1	26	0	27	0	135	145	145	145	28	0	27	27	27	27	1	27	26

3.4.7 Besoin en infrastructure routière

TRONCONS	REHABILITATION				POINTS CRITIQUES			
	Longueur des routes à réhabiliter	Nature des travaux	Coordonnées caractéristiqu es		Nature	Travaux à effectuer	Coordonnées caractéristiques	
			X	Y			X	Y
MALTAM- DILEIB II	160	ENTR, ouverture, buse			Mares, bourbiers, champs	Construction de 8 buses et reprofilage		
AMDJAGARA- GOULFEY GANA	70	Entr, ouverture, buse			Bourbiers et mares	Construction de 3 buses et reprofilage		
WAGALA-DOUBANE KOTOKO	60	Entr, ouverture, buse			Mares et bourbiers	Construction de 3 buses et reprofilage		
DOUBANE- DELEIBII	28	Entretien, pont, ouverture			Bourbiers et mares	Construction de 2 buses et entretien		
Njamena Blanna Mahamat- FADJAWA	45	Entretien, ouverture			Mares et bourbiers	Construction de 2 buses et reprofilage		
BOUMBOUMA- AMDOURMA	18	Entretien, ouverture			Mares et bourbiers	Construction de 3 buses et reprofilage		
Total	381					19 buses à construire et à reprofilier		
						2 buses à construire et à entretenir		

3.4.8 Besoin en infrastructures électriques

Village	Population a	INSTALLATION ET ENTRETIEN DE L'OUVRAGE					BESOINS NOUVEAUX				
		Distance en Km	Poteaux à remplacer	Longueur moyenne tension à remplacer	Longueur basse tension à remplacer	Nombre de branchements à réaliser	Extension	Poteaux	Nombre de branchements	Extension basse tension	Bio digesteurs/ groupes électrogènes
		(i)		(en km)	(en km)		(i)			(en km)	
Saré Sultan	42	14	0	0	0	0			6		Une centrale thermique
Guéwalga	900		0	0	0	0			30		
Guérandouma	1250		0	0	0	0			30		
Sagoua	700		0	0	0	0			30		
Magalwé	1100		0	0	0	0			30		
Guémalgoué	600		0	0	0	0			30		
Djagara	900		0	0	0	0			30		
Liondé	1200		0	0	0	0			30		
Hillé Cherif	60		0	0	0	0			5		
FadjeI, Fadje II	1 020	6	0	0	0	0			100		2
Ngran I, Ngran II	1 148	6	0	0	0	0			100		2
Mara I, Mara III	1065	7	0	0	0	0			100		2
Koumdouwé I, Koumdouwé II	1 447	6	0	0	0	0			100		2
Boumbouma	2 160	10	0	0	0	0			200		4
Hilélé I, Hilélé II	1 280	6	0	0	0	0			100		2
Doubané Kotoko, Doubané Arabe,	1 370	6	0	0	0	0			100		2
Molodia, Dileb Birke	3 540	9	0	0	0	0			300		6
Goulfey Gana	2 393	9	0	0	0	0			200		4
Ardebé Sio, Goulfey Banana, Doungoura	2 037	9	0	0	0	0			200		4
Amfara, Ridina	1 055	4	0	0	0	0			100		2
Dagomi, Dororoya, Golalgadi Dikebé	1 019	4	0	0	0	0			100		2
Zalat Dararoya, Dakotchi	1 783	4	0	0	0	0			100		2
Mour, Tilam I et	1 069	4	0	0	0	0			100		2

Tilam II											
Amdane, Siguet et Abouwoubjou	1 445	5	0	0	0	0			100		2
Zalat Salamat, Himdé	1 062	7	0	0	0	0			100		2
Kineboya, Haraza	1 007	7	0	0	0	0			100		2
Nigué	1 286	7	0	0	0	0			100		2
Birni Assou, Amfadena, Bitck, Fadjabakary	1 115	7	0	0	0	0			100		2
Amboudebek, Dimrok, Irak	1 135	7	0	0	0	0			100		2
Amdjagara Gambo, Amdjagara Daba	1 110	7	0	0	0	0			100		2
Bineyé Bourkou, Boutal Ardebé, Gley Barary	1 980	9	0	0	0	0			100		2
Takoulwébé, Glégo	1 550	8	0	0	0	0			100		2
Adougmay, Tane Amadougchi	1 643	9	0	0	0	0			100		2
Akmassirak, Tchar	2 077	10	0	0	0	0			200		4
Total		187	0	0	0	0			3321		1 centrale thermique 62 Bio digesteurs/ groupes électrogènes

3.4.9 Besoins hydraulique

Besoins en Forage

Village	Populat ion (a)	Coordonnées géographiques de l'ouvrage			REALISATION			CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE								Etat de l'ouvrage	ENTRETIEN			QUANTITE ET QUALITE EAU			BESOINS			
					Entreprise	Source de financement	Date mise en service	Anti boubrier	Aire assainisseme nt	Diamètre du forage	Profondeur forage	Hauteur de l'eau	Type de pompe	Marque	Fonctionnem ent		Cause panne	Exploitation de l'ouvrage	Existence Comité de gestion	Fonctionnalit é CG	Quantité suffisante	Qualité de l'eau	Maladies liées à l'eau	réhabilitation	construction	ENTRETIEN
		X	Y	Z		(v)		(O/N)	(O/N)	(m)	(m)	(m)	(i)		(O/N)	(O/N)	(ii)	(iii)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(iv)	(O/N)	O / N	NOMBRE	O/N
CENTRE URBAIN		14,54243	12,23046	297		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	N	B	EX	O	O	O	C	N	O	6 FORAGES EN VILLE/	O
		14,54247	12,23047	298		DR		O	O	1.2	36	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C		N		O
		14,5425	12,23038	298		DR		O	O	1.2	40	2	MH		N	N	R	EX	N	N		O	O	O		O
		14,54223	12,23116	301		DR		O	O	1.2	25	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O

	6752	14,54256	12,23157	289		DR		O	O	1.2	40	1,5	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N	UNE ADDUCT'I ON D'EAU CAR POPULAT ION SUPERIE URE A 5000 HABITAN TS.	O
		14,54132	12,2303	299		DR		O	O	1,2	41	1,5	MH		N	N	B	EX	N	N			O	O		O
		14,54276	12,23101	309		DR		O	O	1,2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O
		14,54221	12,23119	297		DR		O	O	1.2	32	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,54195	12,23067	293		DR		O	O	1.2	34	1,5	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,54166	12,22876	293		DR		O	O	1,2	26	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,54274	12,22837	296		DR		O	O	1.2	28	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,5426	12,2287	296		DR		O	O	1.2	40	1,5	MH		N	O	R	AB	N	N			O	O		O
		14,54317	12,22882	294		DR		O	O	1,2	40	2	MH		N	O	R	AB	N	N	O		O	O		O
		14,5427	12,2291	292		DR		O	O	1,2	35	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,54234	12,229	292		DR		O	O	1,2	38	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O
		14,54319	12,22946	294		DR		O	O	1,2	35	1,5	MH		O	N	B	EX	O	N	O	C	O	N		O
		14,5432	12,2302	291		DR		O	O	1.2	35	1,5	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53847	12,22825	296		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	O	R	EX	N	N			O	O		O
		14,5387	12,22862	287		DR		O	O	1,2	35	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53731	12,22863	288		DR		O	O	1,2	35	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53915	12,22741	295		DR		O	O	1,2	38	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,54026	12,23105	288		DR		O	O	1.2	40	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53926	12,2304	293		DR		O	O	1,2	35	2	MH		N	O	R	AB	O	N			O	O		O
		14,53953	12,22674	297		DR		O	O	1,2	39	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53845	12,22641	311		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53092	12,22875	287		DR		O	O	1.2	40	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53992	12,23378	299		DR		O	O	1.2	40	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53953	12,23338	296		DR		O	O	1.2	38	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,54133	12,23189	295		DR		O	O	1,2	40	2	MH		O	N	B	EX	N	N	O	C	O	N		O
		14,53887	12,22347	292		DR		O	O	1,2	38	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O
		14,5374	12,21885	295		DR		O	O	1,2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O
		14,5424	12,23181	304		DR		O	O	1.2	38	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O
		14,54225	12,23235	301		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O
		14,54175	12,23217	301		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N		O
		14,542	12,23356	292		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	O	R	AB	O	N	N	C	O	O		O
Abougoudout	712	14,74201	12,58185	291		DR	1995	O	O	1.2	35	1,5	MH		O		B	EX	N	N	O	L	O	N	1	O
Aboundroua	190	14,70928	12,39365	291		V	1990	O	O	1.2	30	1,5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Adoudjakoua	680	14,76707	12,34442	290		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	1	O
Adougmaye	1 643	14,76268	12,52144	293		DR	1985	O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	N	N	O	L	O	N	2	O
Akmassirak	853	14,62521	12,62006	290		DR	1990	O	O	1.2	38	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	1	O
Akmassirak		14,65925	12,60482	291		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	O	N	C	O	O	0	O
Allah rada	943	14,83293	12,2848	293		V		O	O	1.2	35	1,5	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	1	O
Allah rada		14,81829	12,29909	291		DR		O	O	1.2	32	1,5	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	0	O
Ambassadna Hamadie	606	14,70912	12,49704			DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	N	L	O	O	1	O
Ambassadna I	642	14,57618	12,67184	290		DR	2007	O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	N	N	O	C	O	N	1	O
Amboudebek	706	14,6523	12,66938	289		DR		O	O	1.2	30	1,5	MH		N	N	R	AB	O	N	O	C	O	O	1	O
Amdane	1150	14,75933	12,37154	293		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	1	O
Amdane		14,76894	12,34837	293		V		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	O	O	C	O	N	0	O
Amdane		14,76743	12,34722	291		DR		O	O	1.2	35	1,5	MH		O		B	EX	O	N	O	L	O	N	0	O
Amfadena	750	14,73459	12,52346	284		DR	1990	O	O	1.2	38	1,5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Amfara	1 055	14,89673	12,21956	292		DR	2005	O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	O	C	O	O	1	O
Amfara		14,89157	12,24403	292		DR	2009	O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	O	C	O	O	1	O
Amfara		14,90254	12,27409	293		DR		O	O	1.2	30	2	MH		N	N	R	AB	N	N	O	C	O	O	0	O
Amjagara Gambo	460	14,86917	12,32277	289		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O			EX	O	N	O	L	O	N	0	O

Bagassa	273	14,59432	12,65696	285		DR	1985	O	O	1.2	32	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	L	O	N	0	O
Bagassa		14,59492	12,65779	288		V		O	O	1.2	30	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Bedate	677	14,67932	12,38307	291		DR	1973	O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	1	O
Bineye bourkou	680	14,80475	12,41414	292		DR		O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	1	O
Bineye bourkou		14,76706	12,40768	282		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	EX	O	N	O	L	O	O	0	O
Birni Assou	245	14,73541	12,52418	286		DR	2008	O	O	1.2	30	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Bitek	1 115	14,61455	12,65212	292		DR	2009	O	O	1.2	32	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	L	O	N	3	O
Boudou Boudou I	360	14,88149	12,16889	289		DR	1980	O	O	1.2	36	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	6	O
Boumbouma	2 160	14,74786	12,55207	292		DR	2006	O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	O	O	L	O	O	1	O
Boutal ardebé	845	14,80634	12,41108	294		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	O	C	O	O	0	O
Boutal ardebé		14,80475	12,41092	291		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	4	O
Boutal hadoum	1591	14,86859	12,3233	293		DR		O	O	1.2	32	2	MH		O		B	EX	N	N	O	C	O	N	0	O
Dagomi		14,8349	12,23097	287		V		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Dakatchi		14,86035	12,45209	290		DR	2010	O	O	1.2	30	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Daro	560	14,76294	12,59125	289		DR	1985	O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	1	O
Dileb Birket		14,75229	12,66799	290		DR		O	O	1.2	35	1.5	MH		N	N	R	EX	O	N	O	C	O	O	0	O
Dileib II	837	14,75944	12,64534	291		DR	1991	O	O	1.2	32	2	MH		O		B	AB	O	N	O	L	O	N	0	O
Dirik	530	14,76299	12,52268	289		DR	2009	O	O	1.2	35	2	MH		O		B	AB	O	O	N	C	O	N	0	O
Dirik		14,64282	12,50801	289		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Djagalat	830	14,82411	12,19395	290		DR	2006	O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	1	O
Djagalat		14,82445	12,19353	294		DR		O	O	1.2	30	2	MH		N	N	R	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Djamous I	472	14,86753	12,30851	286		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	1	O
Doubané Arabe	1 370	14,742	12,58185	287		DR	1970	O	O	1.2	32	2	MH		N	N	R	AB	O	N	N	L	O	O	3	O
Doubané Kotoko		14,74015	12,58533	288		DR	2006	O	O	1.2	35	1.5	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	0	O
Douguia	145	14,7238	12,65596	289		DR	1990	O	O	1.2	35	1.5	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	1	O
Douguia Ardebé	726	14,73521	12,66358	292		DR	2008	O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	O	O	C	O	N	1	O
Droh	260	14,86787	12,17351	287		DR		O	O	1.2	32	2	MH		O		B	EX	O	N	O	L	O	N	0	O
Droh		14,86383	12,17345	285		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Fadjawa	627	14,63624	12,65067	286		DR	2007	O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	O	O	L	O	N	1	O
Fadjé Mala	254	14,69416	12,4752			DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Galalgadi Dikébé	400	14,81191	12,25872	290		V		O	O	1.2	30	2	MH		O		B	EX	N	N	O	L	O	N	1	O
Glégo	1 550	14,78333	12,46666			DR		O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	4	O
Goulfey Gana	2393	14,86877	12,22539	288		DR	1985	O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	O	O	L	O	N	3	O
Goulfey Gana		14,86653	12,2417	287		DR	1985	O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	0	O
Goulfey Gana		14,85356	12,24326	287		V	2010	O	O	1.2	30	2	MH		O		B	EX	N	N	O	L	O	N	0	O
Goulfey Gana		14,85503	12,24785	288		DR	2010	O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	N	C	O	O	0	O
Helele I	358	14,73979	12,56106	290		DR	1990	O	O	1.2	32	2	MH		N	N	R	AB	O	O	N	C	O	O	0	O
Hile Nimir	800	14,81074	12,26076	291		V		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	1	O
Hilié Gim	480	14,83228	12,62206	290		DR	1990	O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	L	O	N	1	O
Kalawa	218	14,86646	12,30588	288		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	N	N	O	C	O	N	0	O
Kornok Toulous	600	14,74437	12,35272	293		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	L	O	N	1	O
Labodo	391	14,81683	12,38796	284		V		O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Mabraka	185	14,80669	12,31058	289		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	N	N	O	C	O	N	0	O
Madba II	615	14,89851	12,22011	290		DR		O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	N	O	L	O	N	1	O
Madba II		14,89814	12,2196	293		DR	2010	O	O	1.2	35	2	MH		O		B	EX	O	O	O	C	O	N	0	O
Madina	430	14,60976	12,67005	284		V		O	O	1.2	35	1.5	MH		O		B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Mahaya Nahéré	908	14,85011	12,55618	294		DR		O	O	1.2	35	2	MH		N	N	R	AB	O	N	N	L	O	O	1	O
Maltam Goulfey II	243	14,78073	12,62927	298		DR	2002	O	O	1.2	30	1.5	MH		O	N	R	AB	O	N	N	L	O	N	0	O
Mara I	1 148	14,90078	12,38365	295		DR		O	O	1.2	25	2	MH		O	N	R	EX	O	N	N	C	O	N	1	O
Mara I		15,77017	12,17208	294		DR		O	O	1.2	30	2	MH		N	O	R	AB	O	N	N		O	O	0	O
Mara I		14,82231	12,18087	297		V	1980	O	O	1.2	40	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	0	O

Mara II	600	14,84033	12,1806	295		DR		O	O	1.2	28	2	MH		N	O	R	AB	O	N	N		O	O	0	O
Mara II		14,85739	12,18881	287		V			O	1.2	28	2	MH		N	O	R	AB	O	N	O		O	O	0	O
Mara III		14,86349	12,19283	296		DR		N	N	1.2	30	2	MH		O	N	B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Mahaya Madalala	908	14,84887	12,56256	289		DR	1991	N	N	1.2	20	2	MH		N	O	R	AB	N	N	N		O	O	1	O
Meraha II	110	14,60813	12,66249	284		DR	2005	N	N	1.2	25	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	0	O
Meraha II		14,60845	12,66212	284		DR	2009	N	N	1.2	30	1,5	MH		N	O	R	AB	N	N	O		O	O	0	O
Miayim	130	14,81685	12,38702	289		DR		O	O	1.2	25	1,5	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	0	O
Mitch Mitch	532	14,81158	12,25932	288		DR		N	O	1.2	10	2	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	1	O
Molodia		14,75396	12,66798	289		DR	1990	O	N	1.2	35	2	MH		N	O	R	AB	O	N	O		O	O	0	O
Molodia	3 540	14,75308	12,66859	290		DR	2000	N	O	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	O	O	C	O	N	8	O
Molodia		14,75658	12,66511	291		DR	2007	N	O	1.2	40	2	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	0	O
Mougalam	418	14,90231	12,18078	285		DR		N	O	1.2	40	1,5	MH		N	O	R	AB	O	N	N		O	O	0	O
Mougalam		14,90291	12,1806	288		DR		N	O	1.2	40	1,5	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	0	O
Mougda	615	14,72619	12,52465			DR		N	N	1.2	38	1,5	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	1	O
Mougda		14,74701	12,50262			DR		N	N	1.2	40	1,5	MH		N	O	R	AB	O	N	N		O	O	0	O
Moura	250	14,81139	12,25837	286		DR		N	N	1.2	38	1,5	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	0	O
Mrene	346	14,59651	12,67107	288		V	2009	N	N	1.2	35	2	MH		N	N	B	EX	O	O	N	C	O	O	0	O
Nabagaya	650	14,64257	12,64753	286		DR		N	N	1.2	38	2	MH		N	O	R	AB	N	N	N		O	O	0	O
Nabagaya		14,6426	12,64734	288		DR	2008	O	O	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	0	O
Nadji	1 110	14,61208	12,62754	286		DR		N	O	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	N	N	N	C	O	N	3	O
Ngoulou	191	14,85746	12,28184	282		DR		N	N	1.2	35	2			O	O	R	AB	O	O	N	C	O	N	0	O
Ngran II		14,90078	12,38365	298		V	1988	N	O	1.2	17	2	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	0	O
Nguetoty I	530	14,75035	12,41838	288		DR		N	N	1.2	15	2	MH		N	O	R	AB	N	N	N		O	O	1	O
Nigué	1 286	14,86156	12,30231	284		DR		N	N	1.2	35	2	MH		N	O	R	AB	O	N	O		O	O	2	O
Nigué		14,85399	12,32203	283		DR		N	N	1.2	35	2	MH		N	N	B	EX	O	N	O		O	O	0	O
Sao	600	14,84754	12,2082	294		DR	2010	N	N	1.2	40	2	MH		O	N	B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Sao		14,84766	12,20885	295		DR		N	N	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	0	O
Siguet	1 445	14,83224	12,34993	292		DR		N	O	1.2	40	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	3	O
Siguet		14,83084	12,35643	296		DR				1.2	40	2	MH		N	O	R	AB	N	N	N		O	O	0	O
Soukaré		14,83846	12,23379	289		DR		N	O	1.2	38	2	MH		O	N	B	EX	N	N	N	C	O	N	0	O
Souria		14,60091	12,67254	289		DR	2006	N	N	1.2	40	1,5	MH		O	N	B	EX	O	N	O	C	O	N	0	O
Takoulwébé	970	14,78333	12,48333			DR		N	N	1.2	38	1,5	MH		N	O	R	AB	N	N	N		O	O	2	O
Tamalabede I	303	14,70878	12,39429	293		DR		N	O	1.2	35	1,5	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	0	O
Tanne Amadouqchi	305	14,60477	12,62562	290		DR	2006	N	N	1.2	38	2	MH		O	N	B	EX	N	N	N	C	O	N	0	O
Tanne Amadouqchi		14,77856	12,53284	291		DR	2001	N	N	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	O	N	C	O	N	0	O
Tchabora	690	14,8655	12,39539	289		DR		N	N	1.2	35	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	1	O
Tchado Dole I	506	14,76287	12,52171	289		DR		N	O	1.2	35	1,5	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	1	O
Touwe II	970	14,89361	12,31739	284		DR	2007	N	N	1.2	30	2	MH		N	O	R	AB	O	N	N		O	O	2	O
Touyous	345	14,86518	12,3044	287		DR		N	N	1.2	30	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	0	O
Touyous		14,85969	12,28131	288		DR		N	N	1.2	30	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	0	O
Zalat Daroroya	1 062	14,85623	12,45064	288		DR	2005	N	N	1.2	30	2	MH		O	N	B	EX	O	N	N	C	O	N	2	O
Zalat Daroroya		14,85623	12,45064	296		DR	2005	N	O	1.2	35	2	MH		N	O	R	AB	O	N	O		O	O	0	O
Zalat salamat	926	14,69077	12,40498	291		DR	2008	O	N	1.2	20	1,5	MH		N	O	R	AB	O	O	N		O	O	2	O
Total																									1 adduction d'eau 87 forages	

Besoins en puits

Village	Population (a)	CARACTERISTIQUES DE L'OUVRAGE								Etat du point d'eau	ENTRETIEN			QUANTITE ET QUALITE EAU			BESOINS		
		Puits couvert	trottoir / anti bourbier	aire assainie	type de pompe	Diamètre du puits	Profondeur du puits	Profondeur Eau	Fonctionnement		Exploitation de l'ouvrage	Existence Comité de gestion	Fonctionnalité CG	Quantité suffisante	Qualité de l'eau	Maladies liées à l'eau	Réhabilitation	Construction NOMBRE	ENTRETIEN
		(O/N)	(O/N)	(O/N)	(i)	(ii)	(m)	(iii)	(m)		(m)	(O/N)	(iv)	(v)	(O/N)	(O/N)	(O/N)	(vi)	(O/N)
Abougoudout	712	O	O	O	MH	1.5	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	N
		O	O		MH	1.5	30		O	R	EX	N	N	N	L	O	N	0	N
		N	N		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Maltam Goulfey I	243	N	N		MH	1.5	28		N	R	AB	N	N	N	L	O	O	0	O
Ridjil Hamadie	625	N	N		MH	2	25		N	E	AB	N	N	N	L	O	O	0	O
Sao	245	O	O		MH	2	30		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	
Zone urbaine	6752	O	O		MH	2	25		O	B	EX	O	O	O	C	N	N	0	N
centre administratif		N	N		MH	1.5	28		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
		N	N		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Adoki	105	O	N		MH	2	30		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	O
Adoua	75	O	N		MH	1.5	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Aki	80	N	N		MH	1.5	20		N	E	AB	N	N	N	L	O	O	0	O
Akmassirak	853	O	O		MH	2	25		N	R	AS	O	O	N	L	O	N	0	N
Akmassirak		N	N		MH	2	15		N	R	AS	N	N	N	L	O	O	0	O
Algos	102	O	O		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Algoumri	350	O	O		MH	1.5	30		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	
Ambassadna Hamadie	873	N	N		MH	1.5	30		O	R	EX	N	N	N	L	O	O	0	O
Ambassadna II	1025	N	N		MH	1.5	20		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Ambassadna II		O	O		MH	2	30		O	B	EX	O	O	O	L	O	N	0	N
Amboudebek	706	N	N		MH	2	28		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Amboudebek		O	O		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Amdane	1150	N	N		MH	2	20		O	R	EX	O	N	N	L	O	O	0	O
Amdjagara Daba	467	O	O		MH	1.5	28		N	E	AB	O	N	N	L	O	N	0	N
Amdjana	502	O	O		MH	1.5	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Amdourman	374	N	N		MH	1.5	30		O	R	EX	O	N	N	L	O	O	0	O
Amfara	1 055	O	N		MH	1.5	28		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	O
Amfara		N	N		MH	1.5	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Amjagara Gambo	460	O	N		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Amkefa I	260	O	O		MH	1.5	28		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	N
Amkefa II	145	O	O		MH	2	3		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Amrichade	583	O	N		MH	2	25		O	B	EX	N	N	O	L	N	N	0	O
Amrichade		O	N		MH	2	25		N	R	AS	O	O	N	L	O	N	0	O
Andaraba	435	N	N		MH	2	28		N	R	AS	O	O	N	L	O	O	0	O
Angoche	256	N	N		MH	2	30		N	R	AS	N	N	N	L	O	O	0	O
Bedate	145	O	O		MH	2	20		O	R	EX	N	N	N	L	O	N	0	N
Bitek	1 115	N	N		MH	1.5	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Bournawi	362	N	N		MH	1.5	25		O	R	EX	N	N	N	L	O	O	0	O
Boutal hadoum	1591	N	N		MH	2	30		O	R	EX	O	N	N	L	O	O	0	O
Choloba	235	N	N		MH	1.5	28		N	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Choloba I	235	O	O		MH	1.5	25		O	R	EX	N	N	N	L	O	N	0	N
Choloba I	235	O	O		MH	1.5	25		O	R	EX	N	N	N	L	O	O	0	N
Choloba II	175	N	N		MH	2	20		O	B	EX	NN	N	O	C	N	O	0	O
Dakdia	185	N	N		MH	2	15		O	B	EX	O	O	O	L	N	O	0	O
Dambé	146	N	N		MH	2	2		O	R	EX	N	N	N	L	O	O	0	O

Daougal	460	O	N		MH	2	25		O	R	EX	N	N	N	L	O	N	0	O
Djagalat	830	O	N		MH	2	25		O	B	EX	O	O	O	L	O	N	0	O
Djamena	432	N	N		MH	1.5	30		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Djamena Hélerine	525	N	N		MH	1.5	28		N	R	AS	O	O	N	L	O	O	0	O
Djamous II	236	N	N		MH	1.5	20		O	B	EX	O	O	O	C	N	O	0	O
Djinéné	525	N	N		MH	2	25		O	B	EX	N	N	O	C	N	O	0	O
Djinéné		O	O		MH	2	25		O	B	EX	N	N	N	L	O	N	0	N
Dororoya	476	O	O		MH	2	30		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	N
Dourdé	487	N	N		MH	2	20		N	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Douwé	620	O	O		MH	1.5	28		O	B	EX	O	O	O	L	O	N	0	N
Fadjawa	634	N	N		MH	1.5	30		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Fadjawa		N	N		MH	1.5	30		O	R	EX	N	N	N	L	O	O	0	O
Fadje I	845	O	O		MH	1.5	25		O	R	EX	N	N	N	L	O	N	0	N
Fadje I		N	N		MH	1.5	25		N	E	AB	N	N	N	L	O	O	0	O
Fadje I		O	O		MH	1.5	20		O	B	EX	N	N	O	C	N	N	0	N
Fadjé Mala	254	N	N		MH	1.5	18		O	B	EX	O	O	O	C	N	O	0	O
Fadje Saleh	1 020	O	O		MH	1.5	15		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Fadje Saleh		O	O		MH	2	28		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Far Dana	306	O	O		MH	1.5	25		N	R	AS	O	O	N	L	O	N	0	N
Far moussa	275	N	N		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Fitchoya	95	O	O		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Forfoya	205	N	N		MH	2	30		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Gagmé	435	N	N		MH	2	28		O	B	EX	O	N	O	C	N	O	0	O
Glégo	1 550	N	N		MH	2	20		N	E	AB	O	N	N	L	O	O	0	O
Gley barary	105	O	N		MH	2	18		O	B	EX	O	O	O	L	O	N	0	O
Gley Djibrine	165	O	N		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Gourlé	186	O	N		MH	1.5	25		O	B	EX	O	O	O	L	O	N	0	N
Gred	154	N	N		MH	1.5	25		O	B	EX	O	O	O	L	O	O	0	O
Haboba	945	N	N		MH	1.5	25		N	E	AB	N	N	N	L	O	O	0	O
Haboba		O	N		MH	1.5	20		O	R	EX	N	N	N	L	O	N	0	O
Hambaka	1055	N	N		MH	1.5	28		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Hambaka		O	N		MH	2	28		O	B	EX	N	N	N	L	O	N	0	O
Hambaka		N	N		MH	2	20		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Haraza	450	O	O		MH	2	30		O	B	EX	N	N	O	C	N	N	0	N
Helele II	358	O	O		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Helele II		O	O		MH	1.5	25		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	N
Helele II		O	N		MH	1.5	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Hilé Gaou	542	N	N		MH	1.5	25		O	R	EX	N	N	N	C	N	O	0	O
Hile Nimir	800	N	N		MH	1.5	30		O	B	EX	O	O	O	L	O	O	0	O
Hile Nimir		N	N		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Hilié Gim	480	N	N		MH	2	20		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Himdé	105	O	N		MH	2	25		O	B	EX	O	O	N	L	O	N	0	O
Irak	235	O	N		MH	2	25		N	R	AS	N	N	N	L	O	N	0	O
Kaglé	134	O	N		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Kalawa	218	O	O		MH	1.5	30		N	R	AS	O	O	N	L	O	N	0	N
Kemak eli	145	O	N		MH	1.5	28		N	R	AS	O	O	N	L	O	N	0	O
Kineboya	128	O	O		MH	1.5	25									O	N	0	N
Koumdouwe II	602	O	N		MH	1.5	20		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	O
Krenak	235	O	O		MH	2	28		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Krenak Fakara	456	O	N		MH	2	25		N	R	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Mabraka	185	N	N		MH	1.5	25		O	R	EX	N	N	N	L	O	O	0	O
Madba I	615	N	N		MH	1.5	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O

Madina	430	O	O		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	N
Mafang	540	O	O		MH	2	25		N	R	AB	N	N	N	L	O	N	0	N
Mahajiri	355	N	N		MH	2	25		N	R	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Mahaya Bichara	260	O	N		MH	2	25		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	O
Mahaya koudjou	345	N	N		MH	1.5	25		N	R	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Marafaine	730	O	O		MH	1.5	25		N	R	AB	O	O	N	L	O	N	0	N
Marafaine		O	O		MH	1.5	25		O	B	EX	N	N	O	L	N	N	0	N
Mahaya Kotoko	908	O	N		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Mahaya Madalala	405	O	O		MH	2	28		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Mahaya Madalala		O	N		MH	2	28		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	O
Meraha II	285	O	O		MH	2	25		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	N
Michka Malié	265	N	N		MH	2	30		N	E	AB	N	N	N	L	O	O	0	O
Mitch Mitch	532	O	N		MH	2	28		O	B	EX	O	O	O	L	N	N	0	O
Mougalam	418	N	N		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Mougda	615	O	N		MH	1.5	25		O	B	EX	N	N	O	L	N	N	0	O
Mour	250	N	N		MH	1.5	20		N	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Mour		O	N		MH	1.5	20		O	B	EX	N	N	O	L	N	N	0	O
Mrene	346	N	N		MH	1.5	15		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Nadji	1 110	O	O		MH	1.5	15		O	R	EX	O	N	N	L	O	N	0	N
NgadouGoum Bagar	165	N	N		MH	1.5	25		O	R	EX	O	N	N	L	O	O	0	O
Nguetoyo II	530	O	O		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	N
Nigué	1 286	O	O		MH	1.5	25		O	B	EX	O	O	O	L	O	N	0	N
Nimia	260	N	N		MH	2	28		O	B	EX	N	N	O	L	N	O	0	O
Nimia		O	N		MH	2	20		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	O
Njamena Blanna Mahamat	640	N	N		MH	2	25		O	B	EX	N	N	N	L	O	O	0	O
Ridina	140	N	N		MH	2	25		O	R	EX	N	N	N	L	O	O	0	O
Sao	600	O	O		MH	2	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	N
Sao		N	N		MH	2	30		O	B	EX	O	O	O	L	N	O	0	O
Siguet	1 445	O	O		MH	2	28		N	R	AS	N	N	N	L	O	N	0	N
Soukaré	253	N	N		MH	2	15		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Soulou	345	O	O		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	N
Takoulwébé	970	O	O		MH	2	25		N	R	AS	N	N	N	L	O	N	0	N
Tane I	450	N	N		MH	1.5	25		O	B	EX	O	O	O	C	N	O	0	O
Tanne Amadouchi	485	O	N		MH	1.5	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	O
Tchado Dole II	605	N	N		MH	2	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Tilam I	150	O	N		MH	2	25		O	B	EX	O	N	O	C	N	N	0	O
Touwe I	970	N	N		MH	1.5	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Touwe I		O	N		MH	1.5	25		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	O
Wak		N	N		MH	1.5	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	O	0	O
Wakaltou	745	N	N		MH	1.5	25		O	E	AB	O	N	N	L	O	O	0	O
Wakaltou		O	N		MH	1.5	25		O	R	EX	O	O	N	L	O	N	0	O
Walaga	185	N	N		MH	1.5	25		O	E	AB	O	O	N	L	O	O	0	O
Zalat Daroroya	255	O	N		MH	1.5	30		O	R	EX	O	N	N	L	O	N	0	O
Zalat Nouara	535	O	O		MH	1.5	30		N	E	AB	O	O	N	L	O	N	0	N
Zalat Nouara		O	N		MH	1.5	15		N	E	AB	N	N	N	L	O	N	0	O
Zalat Nouara		O	O		MH	1.5	15		O	B	EX	O	O	O	C	N	N	0	N
Zalat salamat	926	O	N		MH	2	18		O	B	EX	O	O	O	C	N	N	0	O
Zalat salamat		O	O		MH	2	25		O	B	EX	N	N	O	C	N	N	0	N

(a) nombre de personnes, familles ou ménages bénéficiaires ; MH : motricité humaine ; ES : Energie solaire ; E : électrique ; (ii) B : béton ; P : pierre ; F fût ; A : autres ; (iii) M : métallique ; BA : béton armé ; BU : busé, (iv) B : bon ; E : endommagé ; R : à réhabiliter ; (v) EX : exploité ; AB : abandonné ; AS : asséché (vi) C : claire ; légèrement trouble ; T : trouble

Chapitre 4 :

PLANIFICATION ET MISE EN ŒUVRE

Chapitre 4 : Planification stratégique

4.1 Vision et objectifs du PCD

La vision de l'équipe municipale s'inscrit dans une logique d'intégration consolidée des secteurs de notre vie sociale, pour permettre à ses populations de vivre un mieux être souhaité et mérité.

Il s'agit en premier, d'appuyer la construction des infrastructures communales sans lesquelles notre action aura de la peine à se faire visible. Il sera prioritairement question pour nous de consolider l'ouverture des routes rurales, notamment la route Maltam – Fadge – Mara – Goulfey. Celle-ci aura l'avantage d'accroître nos possibilités d'écoulement des produits agricoles et d'élevage. En outre, le reprofilage professionnel et durable des routes Maltam – Goulfey ; Goulfey Gana – Hilélé – Blangoua ; Goulfey – Woulky ; Choloba – Woulky rentre dans nos priorités.

La facilitation de l'accès à l'eau potable constitue un autre axe prioritaire des actions souhaitées. La commune se trouve très souvent sous la menace des maladies hydriques (Choléra, dysenterie, cécité...). La construction de forages dans les villages fortement dans le besoin viendra résorber cette menace. Il faut noter à propos de la santé ainsi évoquée que bon nombre de nos populations restent éloignés des structures sanitaires et trainent pour de longs moments de maladies qui auraient pu être soignées aisément. Ainsi, des actions seront menées dans le but, d'obtenir trois centres de santé supplémentaires, sinon, plus.

Une impulsion du secteur élevage, fortement menacé par les difficultés climatiques mettra l'accent sur la construction d'une demi-dizaine de marres artificielle, afin de stabiliser au mieux les éleveurs. Cette projection aura l'avantage de faciliter la scolarisation des enfants, privés du plaisir de celle-ci et de mieux envisager la construction d'un avenir, avec des jeunes instruits et compétitifs sur le marché du travail. Dans cette veine, la consolidation par la construction de nouvelles salles de classe et leur équipement sera une priorité.

Ces projets citoyens vont être accompagnés par d'ambitieux plans de reboisement de notre espace terrestre. Il n'est plus besoin de rappeler quoi que ce soit sur la menace du désert à Goulfey. Si rien n'est fait, l'avenir pourrait s'écrire en noir pour nos peuples.

L'érosion hydrique au niveau du bassin du Chari constitue également un point d'inquiétude. Au fil des temps, le lit du cours d'eau s'étend à l'intérieur du territoire camerounais, nous faisant perdre chaque année des espaces terrestres précieux. Il est tout aussi urgent de construire des digues dans les villages riverains du fleuve pour contenir cette érosion.

La mise à niveau du personnel communal n'est pas moins une priorité, mais d'une extrême nécessité. De ce fait il sera question de procéder à un recyclage du personnel, leur formation ponctuelle et permanente, dans le but de les arrimer aux défis de la nouvelle gouvernance locale et communale. L'équipement de notre institution en matériel informatique viendra favoriser cet élan, ainsi que la familiarisation du personnel à cet outil de la modernité.

Il sera également question d'appuyer l'action des agriculteurs à travers les groupes organisés, notamment avec la réhabilitation des périmètres SEMRY de Goulfey, Mara, Moulouang, Goulfey Gana, Hilélé en décrépitude avancée. Un appui sera également apporté aux agriculteurs hors périmètres.

Dans la même veine, et particulièrement dans les secteurs d'urbanisme, il est important de produire un plan directeur de la ville, ainsi qu'un plan de zonage à l'horizon 2035. Pour mettre en œuvre cette visée de développement, il serait judicieux que la Commune se dote d'un réseau d'adduction d'eau urbaine, ainsi qu'un accordage effectif du réseau électrique, couplée à une campagne de branchements domestiques. La commune ne saurait rester en dehors de la nouvelle donne qui prône l'utilisation des énergies renouvelables, s'est pourquoi un accent sera mis sur l'utilisation du biogaz.

Notre vision est systémique en ce sens qu'il faudrait promouvoir un développement équilibré, embrassant l'ensemble des secteurs, d'une façon graduelle et réaliste, autour d'une institution communale au fonctionnement correct.

4.2 Cadre logique par secteur

SECTEUR : Institution communale								
PROBLEME : difficultés dans l'optimisation et la gestion efficiente de l'institution communale								
OBJECTIF GLOBAL: Améliorer le fonctionnement de l'institution communale								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
Optimiser le fonctionnement de l'institution communale	la Commune est parfaitement intégrée dans le jeu de la décentralisation	Un système de communication fonctionnel et efficient existe	- actualisation du système de communication interne et en direction de l'extérieur de la Commune	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	400 000	Commune	FEICOM
		Le nombre actuel de femmes augmente dans le CM de 50 %	Lobbying pour la représentativité des femmes au CM	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	500 000	Commune	FEICOM
		100 % des conseillers sont mieux outillés sur leurs missions	- organisation de 02 ateliers de formation sur le rôle des conseillers municipaux	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	500 000	Commune	FEICOM
		Les textes municipaux sont mis en application	- 02 ateliers de sensibilisation et de formation de l'équipe municipale sur les textes municipaux	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	690 000	Commune	FEICOM
		Les services communaux fonctionnent mieux et selon l'organigramme établi / Respect des charges dévolues à chacun	Ateliers de sensibilisation	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	400 000	Commune	FEICOM
		les services disposent du matériel informatique (ordinateurs, photocopieurs, imprimantes, et accessoires	- achat de 04 jeux complets du matériel informatique et accessoires	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	1 600 000	Commune	FEICOM
		Un personnel compétent supplémentaire recruté dans les services/ Recrutement en fonction du besoin et des compétences	- recrutement d'01 personnel technique	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	3 000 000	Commune	FEICOM
Mieux gérer le patrimoine communal	La commune maîtrise et organise la gestion de son patrimoine	Matériel roulant et bâtiments de la commune en bon état / Les infrastructures marchandes sont en bon état et fonctionnelles	Dépannage du matériel roulant et renouvellement des infrastructures marchandes	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	1 000 000	Commune	FEICOM
		Etablissement des titres de propriété sur certains immeubles communaux	Démarche de titrisation des biens communaux	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	500 000	Commune	FEICOM
		Constitution pour la commune d'un stock de matériels informatiques et du mobilier de bureaux/ Dotation de la commune en matériel didactique/ les services Equipés en matériels de	- achat du matériel de bureau à stocker	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	14 000 000	Commune	FEICOM

		bureau						
		Procession au renouvellement des bâtiments communaux et du matériel roulant	- Equipement en matériels de bureau des services - recherche des appuis	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	5 000 000	Commune	FEICOM
		Acquis de la commue mieux gérés/ 10 Ateliers de formation de l'exécutif, des conseillers, du personnel sont organisés	-Organisation des ateliers de formation sur la gestion du patrimoine communal	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	840 000	Commune	FEICOM
		Un service d'archivage fonctionne et les documents mieux conservés	mise sur pied une unité fonctionnelle d'archivage et de gestion du patrimoine	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	800 000	Commune	FEICOM
		Matériel roulant utilisé de façon formelle	- mise en application du code d'utilisation du patrimoine communal - ateliers de sensibilisation et de formation	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	40 000	Commune	FEICOM
		- Plan d'urbanisation et de lotissement élaboré	Elaboration du plan de lotissement	Exécutif CSME PCD	MINDUH, MINDAF MINATD, FEICOM, PNDP, CND	840 000	Commune	FEICOM
Mettre en place un système de gestion efficiente des ressources financières et de la comptabilité	la Commune a une parfaite maîtrise de ses ressources financières et de leur gestion efficiente	- les carrières (sable, pierres etc.) sont mises en exploitation/ - Ressources mieux valorisées	- mise sur pied d'une unité de promotion et du suivi de la gestion des produits de carrière/ Elaboration du plan d'aménagement des zones reboisées	Exécutif CSME PCD	MINIMIDT, MINATD, FEICOM, PNDP,	10 500 000	Commune	FEICOM
		- Contribuables recensés et bien connus	- élaboration d'un fichier actualisé du contribuable	Exécutif CSME PCD	MINFI, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	1 000 000	Commune	FEICOM
		- Un système de contrôle fonctionne	- remplissage dans les délais des documents comptables - sensibilisation des équipes de collecte des fonds sur la rectitude morale et les comportements citoyens	Exécutif CSME PCD	MINFI, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	500 000	Commune	FEICOM
		- Des agents comptables maîtrisent mieux la nouvelle comptabilité communale	former les cadres/ agents communaux et les CM à la finance et la comptabilité communale	Exécutif CSME PCD	MINFI, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	1 500 000	Commune	FEICOM
		- La collecte de s fonds propres s'effectue de façon efficace - Commune financée par des ressources propres et stables	- la réception municipale est présente et participe à l'animation quotidienne de la Commune	Exécutif CSME PCD	MINFI, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	180 000	Commune	FEICOM
		- Assiette fiscale bien maîtrisée	renforcement du contrôle	Exécutif	MINFI, MINATD,	500 000	Commune	FEICOM

			de la gestion financière et budgétaire	CSME PCD	FEICOM, PNDP, CND			
		- 01 service de gestion de l'écotourisme est mis place et fonctionne	création et mise en fonctionnement d'un service communal en charge de l'impulsion de l'écotourisme	Exécutif CSME PCD	MINTOUR, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	3 000 000	Commune	FEICOM
Améliorer la gestion des ressources humaines et des relations/ Gérer de façon efficiente et optimale le personnel communal	La commune dispose d'une main d'œuvre qualifiée mieux gérée	Personnel mieux formé/ Le niveau du personnel actuel est renforcé/ -10 ateliers organisés pour la formation de l'exécutif, des conseillers et du personnel	- recyclage régulier du personnel aux défis actuels de la profession	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	2 400 000	Commune	FEICOM
		Personnel mieux évalué/ La présence du personnel au lieu de travail est désormais effective	- Institution des mesures de la présence effective au poste et des tâches quotidiennes réalisées	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	300 000	Commune	FEICOM
		Personnel utilise mieux l'outil informatique	Organisation des ateliers de formation sur l'outil informatique,	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	800 000	Commune	FEICOM
		Le personnel maîtrise mieux le montage de projets et le suivi	- personnel formé sur le montage des projets, DAO	Exécutif CSME PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	740 000	Commune	FEICOM
		- les relations de la Commune avec ses partenaires, usagers, tutelle, autorités traditionnelles sont mélioratives	- organisation des campagnes de sensibilisation sur les responsabilités civiques	Exécutif CCSE PCD	MINEPAT, MINATD, FEICOM, PNDP, CND	600 000	Commune	FEICOM
		TOTAL					50 630 000	

SECTEUR : Postes et télécommunications								
PROBLEME : Accès difficile aux services et réseaux de télécommunication								
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter l'accès aux services et aux réseaux de télécommunication								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- faciliter la couverture communale en services de télécommunication	la commune est couverte par des signaux de télécommunications nationaux et de qualité	- Taux d'utilisation des infrastructures des télécoms par sexe en augmentation de 50 %	Plaidoyer auprès des opérateurs des secteurs de la téléphonie, de la radio et de la télévision	COMMUNE	MINPOSTEL, ART, CAMTEL, ORANGE, MTN	3 190 000	COMMUNE	MINPOSTEL
		taux de couverture des chaînes de radio et TV nationales en augmentation de 80 %	Plaidoyer auprès des opérateurs des secteurs de la téléphonie, de la radio et de la télévision	COMMUNE	MINPOSTEL, ART, CAMTEL, ORANGE, MTN		COMMUNE	MINPOSTEL
		10% du budget alloué à la consommation des moyens de Télécoms/TIC ;	Plaidoyer auprès des opérateurs des secteurs de la téléphonie, de la radio	COMMUNE	MINPOSTEL, ART, CAMTEL, ORANGE, MTN		COMMUNE	MINPOSTEL

			et de la télévision					
2- Permettre aux services postaux de remplir pleinement leur mission de service public	les services de la poste sont développés	- Taux de couverture des services postaux en net augmentation de 80 %	-Densification du réseau et amélioration de la couverture postale communale	COMMUNE	MINPOSTEL, ART, CAMTEL, ORANGE, MTN	6 550 000	COMMUNE	MINPOSTEL
		80 % d'utilisation par sexe des services postaux•	-Développement du service universel postal	COMMUNE	MINPOSTEL, ART, CAMTEL, ORANGE, MTN	6 550 000	COMMUNE	MINPOSTEL
TOTAL						14 290 000		

SECTEUR : Communication								
PROBLEME : Accès difficile aux services et réseaux de communication								
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter l'accès aux services et réseaux de communication								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/ Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
faciliter l'accès aux infrastructures et services de communications nationales	les populations ont un meilleur accès aux services et structures de communications nationales	- un kiosque à journaux est ouvert et fonctionne	- ouverture d'un kiosque à journaux	COMMUNE	MINCOM, MINPOSTEL, ART, CAMTEL, CRTV	5 000 000	COMMUNE	MINCOM
		- une radio communautaire est ouverte et fonctionne	- démarches d'obtention d'un agrément pour la création d'une radio communautaire	COMMUNE	MINCOM, MINPOSTEL, ART, CAMTEL, CRTV	40 000 000	COMMUNE	MINCOM
		- 50% du territoire communal est couvert par les chaînes de radio et télé nationales/ % du budget alloué à la consommation des services de communication	- démarches auprès des opérateurs du secteur de la Communication publique	COMMUNE	MINCOM, MINPOSTEL, ART, CAMTEL, CRTV	2 200 000	COMMUNE	MINCOM
		- Taux d'utilisation des infrastructures de communication	- démarches de recherche des financements	COMMUNE	MINCOM, MINPOSTEL, ART, CAMTEL, CRTV	2 200 000	COMMUNE	MINCOM
TOTAL						49 400 000		

SECTEUR : Affaires sociales								
PROBLEME : Difficultés d'épanouissement des personnes handicapées et défavorisées								
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter l'épanouissement des personnes handicapées/ défavorisées								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Créer les structures d'encadrement et d'animation	75 % des personnes défavorisées sont mieux encadrés	- construction et équipement d'un centre social à Goulfey/	construction et équipement d'un centre social à Goulfey	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	60 000 000	COMMUNE	MINAS

		- organisation des campagnes d'éducation à la parenté responsable sur la vie familiale, la maîtrise de la procréation et l'espacement des naissances	organisation des campagnes d'éducation à la parenté responsable sur la vie familiale, la maîtrise de la procréation et l'espacement des naissances	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	6 100 000	COMMUNE	MINAS
		- Construire 02 centres sociaux dans les villages	Construction et équipement des centres sociaux	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	100 000 000	COMMUNE	MINAS
		- créer des unités spécialisées dans l'encadrement psychosocial des personnes handicapées - création d'une unité spécialisée pour la formation professionnelle des personnes handicapées	- création d'une structure de formation pour personne handicapées	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	25 000 000	COMMUNE	MINAS
		- plaider pour l'affectation des encadreurs spécialisés dans lesdits centres	- plaider pour le recrutement des instructeurs spécialisés pour déficients visuels et mentaux	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	5 000 000	COMMUNE	MINAS
		- acquisition de 06 motos tout terrain pour les encadreurs spécialisés	- achat de 06 motos tout terrain	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	12 000 000	COMMUNE	MINAS
2- accroître les capacités financières des couches vulnérables	Facilitation de l'accès des couches vulnérables aux sources de financement	- 05 Organisations paysannes de personnes vulnérables bénéficient d'un appui financier	Appui à l'octroi des crédits pour financement des activités économiques	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	4 000 000	COMMUNE	MINAS
		- 05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles	création de 05 caisses villageoises	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	5 720 000	COMMUNE	MINAS
		- 40 campagnes de sensibilisation sur l'épargne et le crédit sont organisées dans les villages	- 40 séances de formation et de sensibilisation organisées	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	2 000 000	COMMUNE	MINAS
3- promouvoir l'intégration sociale des personnes vulnérables/ lutter contre les discriminations faites à l'encontre	les femmes et les personnes vulnérables sont épanouies et socialement intégrées	- lutte accentuée contre les mariages précoces	- prise en charge de la scolarité et des frais d'examen des enfants vulnérables par la Commune	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	3 000 000	COMMUNE	MINAS
		préparation des futures épouses au mariage	préparation des futures épouses au mariage	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	1 000 000	COMMUNE	MINAS
		- facilitation effective de la scolarisation des Arabes et handicapés	- plaider pour l'exonération des personnes vulnérables du paiement des frais d'APEE	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	3 000 000	COMMUNE	MINAS

des couches vulnérables		- facilitation de l'obtention des actes civils légaux	- facilitation de l'obtention des actes civils légaux	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	1 250 000	COMMUNE	MINAS
4- Doter les personnes vulnérables du matériel et des équipements nécessaires	les personnes défavorisées bénéficient des aides multiformes	- 50 ménages sans abris bénéficient des appuis de logement	appui au recasement de 50 ménages détruits par les inondations à hauteur de 100 000F	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	10 400 000	COMMUNE	MINAS
		- dotation de 10 paires de cannes blanches	- achat et distribution de 10 paires de cannes blanches	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	400 000	COMMUNE	MINAS
		- 40 orphelins bénéficient d'un appui scolaire	- appui scolaire aux orphelins	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	8 000 000	COMMUNE	MINAS
		- 20 handicapés moteurs bénéficient de tricycles	- achat et distribution de 20 tricycles	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	6 000 000	COMMUNE	MINAS
		- 20 filles-mères bénéficient de réinsertion scolaire d'une valeur de 30 000 f	- appui à la réinsertion socioéconomique des filles mères/ - formation des jeunes filles mères aux AGR/ - octroi de microcrédits aux filles-mères/ sensibilisation des filles mères sur le planning familial/ les IST-SIDA, l'éducation à la citoyenneté	COMMUNE	MINAS, UNESCO, Plan Cameroon	10 000 000	COMMUNE	MINAS
TOTAL						262 820 000		

SECTEUR : Promotion de la femme et de la famille								
PROBLEME : Difficultés d'émancipation de la femme et de la jeune fille								
OBJECTIF GLOBAL: faciliter l'émancipation de la femme et de la jeune fille								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Créer les structures d'encadrement et d'animation des femmes	80 % des femmes et filles sont mieux encadrés	- 01 centre de promotion de la femme Construit	-Construction et équipement d'un centre de promotion de la femme	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	85 000 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- 10 centres d'alphabétisation fonctionnelle construits	-Mise en place des centres d'alphabétisation fonctionnelle	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	16 000 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- 40 campagnes de sensibilisation et d'information organisées sur les questions féminines	Organisation de 40 ateliers de formation et de sensibilisation	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	1 310 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
2- accroître les capacités financières des femmes	Faciliter l'accès des paysannes aux sources de financement	- 40 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier	-Elaboration d'un répertoire des Etablissements de micro finance/ -Appui à l'octroi des crédits pour	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	2 000 000	Commune	UNFPA, MINPROFF

			financement des AGR					
		05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles	-Mise en place de 05 caisses villageoises dans les pôles développement	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	3 000 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- 30 campagnes de sensibilisation sur l'épargne et le crédit sont organisées dans les villages	- 30 séances de formation et de sensibilisation organisées	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	640 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
3- promouvoir l'intégration sociale des femmes	les femmes sont épanouies et socialement intégrées	- célébration des 50 mariages collectifs	- célébration de 50 mariages collectifs	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	5 790 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- 30 séances de sensibilisation faite sur les droits des femmes	-30 ateliers de sensibilisation sur les dangers des mariages précoces - 30 ateliers de sensibilisation sur les droits personnels des citoyens	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	1 00 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- financer la scolarité des 50 jeunes filles	- prise en charge de la scolarité des enfants vulnérables par la Commune/ - plaider pour l'exonération du paiement des frais d'APEE aux filles	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	1 000 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- facilitation de l'obtention de 500 actes d'état civil légaux	Plaidoyer pour l'établissement es actes de naissance aux enfants	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	2 000 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
4- lutter contre toutes formes de violences conjugales et familiales	la paix conjugale et sociale est préservée	- mutualité des relations conjugales Baisse du nombre de conflits conjugaux	- mise en place d'une réglementation punitive des diverses formes de violence Démarches administratives	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	910 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- parenté responsable	- 40 séances de sensibilisation sur les questions de violence, d'excision et d'irresponsabilité	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	800 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
		- taux de violence sexuelle, physique, morale et symbolique en	- tenue de 40 séances de causeries	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de	960 000	Commune	UNFPA, MINPROFF

		baisse	éducatives par an		Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun			
		- Baisse du taux d'excision	- mettre en place un comité éthique dans 198 chefferies	Commune	MINPROFF, UNFPA, CPPF, Dispositif PPTE de Kousséri, MINAS, UNESCO, Plan Cameroun	830 000	Commune	UNFPA, MINPROFF
TOTAL						124 780 000		

SECTEUR : Commerce								
PROBLEME : Difficultés à pratiquer les AGR								
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter la réalisation des AGR								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- appuyer les acteurs économiques dans la mise en œuvre fructueuse des AGR	le climat des affaires est en tout point favor le climat des affaires est en tout point favorable able	- les acteurs économiques bénéficient des appuis financiers et en formation	- formation des opérateurs économiques sur les techniques de fructification des AGR/ - 05 séances de formation des commerçants sur les techniques de gestion modernes et la comptabilité simplifiée	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	20 800 000	Commune	MINCOMMERCE
		- le climat des affaires est amélioré	Séance de sensibilisation sur l'éthique	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	480 000	Commune	MINCOMMERCE
		- les AGR sont mises en place et fonctionnent	appui de 20 opérateurs économiques de crédit d'un million chacun	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	4 000 000	Commune	MINCOMMERCE
2- créer un climat fiscal, social et sécuritaire incitatifs pour l'initiative commerciale	le niveau fiscal, de sécurité et le climat social sont favorables aux affaires	niveau de sécurité jugé bon / rentabilité des activités commerciales	- Démarches participatives dans l'élaboration des principes fiscaux	Commune	MINFI, MINCOMMERCE	1 500 000	Commune	MINCOMMERCE
		climat de confiance entre la Commune et les opérateurs économiques	-Organisation de 05 ateliers de sensibilisation sur l'acceptation de l'autre et le civisme économique	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	1 250 000	Commune	MINCOMMERCE
3- accroître les capacités financières et entrepreneuriales des opérateurs économiques	Les commerçants ont accès aux sources de financement	- les AGR sont diversifiées	Prospection pour la diversification des AGR	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	3 850 000	Commune	MINCOMMERCE
		- 40 commerçants bénéficient d'un appui financier	- identification des lauréats - constitution des dossiers de demande de prêt et d'appui - octroi des prêts à 45 commerçants	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	20 000 000	Commune	MINCOMMERCE
4- créer 05 points de ravitaillement de proximité communaux	l'approvisionnement des populations et opérateurs économiques est facilité	- un point d'approvisionnement communal (grand marché périodique) existe	- création d'un point de distribution communal constitution d'un réseau de distribution communale/ - achat d'un camion	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	30 000 000	Commune	MINCOMMERCE

		- cinq sites de marchés périodiques existent	- identification et acquisition des sites des magasins d'approvisionnement - démarches de recherche des financements - construction de 05 magasins - équipement et approvisionnement de 05 magasins	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	130 800 000	Commune	MINCOMMERCE
		- les opérateurs économiques bénéficient des formations en entrepreneuriat	Formations en entrepreneuriat	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE	6 930 000	Commune	MINCOMMERCE
TOTA L						219 610 000		

SECTEUR : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat								
PROBLEME : Difficultés de promotion des PME et de l'artisanat								
OBJECTIF GLOBAL: faciliter la promotion des PME et de l'artisanat								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- diversifier et renforcer la mise en place des AGR	le climat des affaires est en tout point favorable	- une entreprise de micro finance pour le financement des activités agro-pastorales mise en place	Etude de faisabilité et Création d'une EMF -	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	100 500 000	Commune	MINPMEESA
		- le climat des affaires est amélioré/ Les opérateurs individuels sont mieux encadrés	Recherche des appuis extérieurs/ - 45 séances de formation des populations sur les techniques de gestion moderne et la comptabilité simplifiée	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	2 535 000	Commune	MINPMEESA
		- les AGR sont mises en place et fonctionnent	Appui pour la mise en œuvre des AGR - suivi évaluation	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	5 000 000	Commune	MINPMEESA
2- plaider pour l'appui aux organisations de petits et moyens entrepreneurs	45 campagnes de sensibilisation sur les procédures de recherche et d'obtention de financement sont organisées	-45 campagnes de sensibilisation sur les procédures de recherche et d'obtention de financement sont organisées dans les chefs lieux de groupement	-Organisation de 45 ateliers de sensibilisation	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	1 750 000	Commune	MINPMEESA
		- Un répertoire des bailleurs de fonds est élaboré et les dossiers à eux adressés	- conception et dépôt des dossiers de demande de financement	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	1 000 000	Commune	MINPMEESA
3- améliorer la situation financière des artisans et petits	Facilitation de l'accès des opérateurs économiques aux	- les AGR sont diversifiées	Mise en place de 05 caisses villageoises	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	6 600 000	Commune	MINPMEESA
		- les paysans bénéficient d'un	- Appui à l'octroi des crédits	Commune	MINEPAT, MINRESI,	6 000 000	Commune	MINPMEESA

entrepreneurs	sources de financement	appui financier Si faisabilité bien menée et Encadrement par les sectoriels	pour le financement des activités économiques		MINADER, MINEPIA, MINPMEESA			
4- créer des points de vente communaux des produits manufacturés	l'approvisionnement des populations et opérateurs économiques est facilité	- un point d'approvisionnement communal existe	Construction et équipement d'un point de vente communal	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	25 000 000	Commune	MINPMEESA
		- cinq sites de marché périodique existent	Démarches de localisation et de matérialisation des sites	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	2 210 000	Commune	MINPMEESA
5- faciliter l'obtention des moyens matériels et financiers aux petits entrepreneurs	les petits entrepreneurs disposent du matériel et des moyens financiers	- 05 moulins/ machines municipaux disponibles	- identification et acquisition des sites -Construction des 05 magasins	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	50 000 000	Commune	MINPMEESA
		- une entreprise de micro finance mise en place	Démarches pour la mise sur pied d'une EMF	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	10 000 000	Commune	MINFI
		- 05 points de transformation existent et fonctionnent/ - Les populations transforment les produits agricoles	Elaboration d'un répertoire des produits agricoles, pastoraux et artisanaux à transformer	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	3 640 000	Commune	MINPMEESA
		- organisation d'une foire artisanale	Organisation d'une foire artisanale	Commune	MINEPAT, MINRESI, MINADER, MINEPIA, MINPMEESA	10 000 000	Commune	MINPMEESA
TOTAL						323 735 000		

SECTEUR : Education de base								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'éducation de base								
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter l'accès à l'éducation de base								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
Doter la commune d'infrastructures scolaires primaires et maternelles équipées en matériel didactique	les écoles disposent des infrastructures et du matériel didactique	153 salles de classes construites en matériaux définitifs dans les EP	Construction de 153 salles de classes en matériaux définitifs	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon, PDRI-CL, PNDP	2 601 000 000	Commune	MINEDUB
		-29 salles de classes réfectionnées	- Réfection de 29 salles de classes	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon, PDRI-CL	29 000 000	Commune	MINEDUB
		- 41 écoles dotées de 2575 tables bancs,	- Dotation des 41 écoles de 2575 tables bancs,	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon, PDRI-CL, PNDP	25 750 000	Commune	MINEDUB
		- 210 bureaux pour enseignant	- 210 bureaux pour enseignant	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon, PDRI-CL, PNDP	6 300 000	Commune	MINEDUB
		- 210 tableaux dans les EP	- 210 tableaux	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon, PDRI-CL, PNDP	25 750 000	Commune	MINEDUB

		-41 forages à motricité humaine construits dans 41 écoles EP et EM	- Construction de 41 puits à motricité dans 41 écoles	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon, PDRI-CL, PNDP	246 000 000	Commune	MINEDUB
		41 latrines améliorées construites dans 41 écoles EP et EM	- Construction de 41 toilettes améliorées dans 41 écoles	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon, PDRI-CL, PNDP	246 000 000	Commune	MINEDUB
		- 41 clôtures construites dans les 41 écoles	- Construction de 41 clôtures dans les 41 écoles	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon	123 000 000	Commune	MINEDUB
		-41 bacs à ordures dans les 41 écoles	Achat de 41 bacs à ordures dans les 41 écoles	Commune	MINEDUB, Plan Cameroon	12 300 000	Commune	MINEDUB
		- 41 logements enseignants dans les 41 écoles EP et EM	- Construction de 41 logements pour enseignants dans les 41 écoles	Commune	MINEDUB	1 025 000 000	Commune	MINEDUB
		- Construction et équipement de 05 nouvelles écoles maternelles	- Construction et équipement de 05 nouvelles écoles maternelles	Commune	MINEDUB	85 000 000	Commune	MINEDUB
		- la bibliothèque municipale dispose des livres actuels et adaptés	Construction d’une bibliothèque municipale	Commune	MINEDUB	2 600 000	Commune	MINEDUB
		- les écoles abandonnées sont réhabilitées	Réhabilitation des écoles abandonnées	Commune	MINEDUB	23 520 000	Commune	MINEDUB
		- les sites des écoles sont reboisés	- reboisement des sites des écoles	Commune	MINEDUB	10 000 000	Commune	MINEDUB
Faire le plaidoyer pour l’affectation du personnel enseignant	Les établissements scolaires de la commune disposent des enseignants en nombre suffisant	- 41 campagnes de sensibilisation sont organisées pour rappeler aux parents leurs devoirs en éducation et l’importance de la chose éducative	- 41 séances de sensibilisation communautaires pour un appui aux maîtres des parents	Commune	MINEDUB	500 000	Commune	MINEDUB
		- plaidoyer pour le recrutement de 151 enseignants du primaire et des écoles maternelles	-plaidoyer pour l’affectation de 151 enseignants pour l’éducation de base	Commune	MINEDUB	600 000	Commune	MINEDUB
Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeunes	Les jeunes sont scolarisés et les déperditions scolaires en baisse	- création et entretien de 41 jardins scolaires	création de 41 jardins scolaires	Commune	MINEDUB	41 400 000	Commune	MINEDUB
		- construction de 10 aires de jeu sportives	- construction de 10 aires de jeux	Commune	MINEDUB	10 300 000	Commune	MINEDUB
		- distribution des prix d’excellence	- organisation de 05 séances de remise des prix aux meilleurs élèves	Commune	MINEDUB	5 300 000	Commune	MINEDUB
		- organisation des activités culturelles en milieu scolaire	- organisation de 05 journées culturelles en milieu scolaire	Commune	MINEDUB	10 350 000	Commune	MINEDUB
		- dotation des élèves en manuels scolaires	- achat de 200 manuels scolaires à offrir	Commune	MINEDUB	6 300 000	Commune	MINEDUB
TOTAL						4 435 970 000		

SECTEUR : Transport								
PROBLEME : Déplacement difficile des personnes et des biens								
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter le déplacement des personnes et des biens								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
Créer une agence de voyage communale	Une agence de voyage communale est fonctionnelle à un coût abordable	-Une agence de voyage communale de 20 véhicules est fonctionnelle à un coût abordable	-Achat de 20 véhicules pour l'agence de transport communale/ -Recrutement de 20 Chauffeurs de voiture - Recrutement d'un mécanicien - constitution des documents légaux de transport - activités de marketing autour de l'agence de voyage	Commune	MINTRANSPORT, FEICOM	64 500 000	Commune	MINTRANSPORT FEICOM
		- la commune dispose d'un parc motorisé de 20 motos	Achat de 20 motos pour le transport communal et recrutement de 20 conducteurs de moto	Commune	MINTRANSPORT, FEICOM	10 880 000	Commune	MINTRANSPORT FEICOM
Construire une gare routière Sécurisée	Existence d'une gare routière construite sécurisée par une barrière	-Une gare routière est construite	- Construction d'une gare routière	Commune	MINTRANSPORT, FEICOM	11 000 000	Commune	MINTRANSPORT FEICOM
		- une barrière construite autour de la gare routière/ - la sécurité au sein de la gare routière est assurée	- construction de la barrière autour de la gare routière - recherche des partenaires et gardiens	Commune	MINTRANSPORT, FEICOM	6 650 000	Commune	MINTRANSPORT FEICOM
renforcer les capacités financières des opérateurs de transport	les opérateurs du secteur des transports bénéficient des appuis financiers	- 10 opérateurs de transport bénéficient d'un appui financier	- plaidoyer pour l'appui des opérateurs de transport en crédit - recherche des partenaires - Appui des transporteurs d'un crédit de 2 000 000 F chacun	Commune	MINTRANSPORT, FEICOM	20 000 000	Commune	MINTRANSPORT FEICOM
		- les transporteurs adhèrent aux structures d'épargne locales	Sensibilisation et lobbying auprès des opérateurs locaux	Commune	MINTRANSPORT, FEICOM	330 000	Commune	MINTRANSPORT
créer une fourrière municipale	une fourrière municipale est fonctionnelle	- une fourrière municipale existe et est fonctionnelle	- identification et matérialisation du site/ Construction de la fourrière municipale	Commune	MINTRANSPORT, FEICOM	35 010 000	Commune	MINTRANSPORT
TOTAL						148 370 000		

SECTEUR : Environnement et protection de la nature								
PROBLEME : Forte dégradation de l'environnement								
OBJECTIF GLOBAL: Limiter la dégradation de l'environnement								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- mettre sur pied	l'élevage n'est	-les feux de brousse pour motif	-Organisation des ateliers de	Commune	MINEP et MINFOF	2 640 000	Commune	MINEP

des champs fourragers	plus une menace pour l'environnement	de régénération du fourrage et de chasse du rat sont en baisse	formation et de sensibilisation - création de 5 comités de veille sur l'environnement - démarches de recherche des formations en gestion de l'environnement					
		- 10 ha de champs fourragers existent	- création de 10 ha de champs fourragers	Commune	MINEP et MINFOF	20 000 000	Commune	MINEP
2- Sensibiliser et former les populations sur la conservation de l'environnement	les populations maîtrisent leurs interactions avec l'environnement	- Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse / - coupe incontrôlée du bois en baisse	-Organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur le braconnage et la coupe incontrôlée du bois	Commune	MINEP et MINFOF	890 000	Commune	MINEP
		- les déchets ménagers sont transformés en compost et en pavés - les déchets sont recyclés	- séances de formation sur la gestion des déchets domestiques	Commune	MINEP et MINFOF	800 000	Commune	MINEP
		Cessation de la production du charbon de bois- / - les foyers améliorés sont distribués aux ménages /l'environnement est sain	- achat et distribution de 400 foyers améliorés	Commune	MINEP et MINFOF	2 500 000	Commune	MINEP
3- Mettre sur pied un système d'assainissement et de ravitaillement en eau potable	La flore est préservée et la population épargnée des maladies	-Nombre de bac à ordure installé	Achat de 5 bacs à ordures de 5 tonnes chacun/ Achat de 5 bacs à ordures de 2 tonnes chacun / Installation des bacs à ordure	Commune	MINEP et MINFOF	5 000 000	Commune	MINEP
		-Nombre de toilette publique construit	-Recrutement de 3 personnes pour la gestion des déchets -Construction de 10 toilettes publiques -Recrutement de 10 gestionnaires des toilettes publiques	Commune	MINEP et MINFOF	22 000 000	Commune	MINEP
		-Nombre de point d'eau potable aménagé	Démarches pour la recherche des financements	Commune	MINEP et MINFOF		Commune	MINEP
		-Système de tri et de traitement des déchets disponible et fonctionnel	Collecte des ordures -Installation d'un dispositif de traitement des déchets -Fabrication des engrais organiques	Commune	MINEP et MINFOF	15 520 000	Commune	MINEP
4- promouvoir le reboisement des zones dégradées	la steppe est régénérée	une pépinière municipale de 100000 plants existe	- mise sur pied de la pépinière de 10 000 plants - suivi des arbres plantés	Commune	MINEP et MINFOF	1 000 000	Commune	MINEP
		- les zones de savane sont reboisées/ - 5 ha de terre reboisés chaque année	- Reboisement de 5 ha de zones dégradées par an	Commune	MINEP et MINFOF	6 000 000	Commune	MINEP

		- La coupe du bois est réglementée et contrôlée	- mise sur pied de 5 comités de vigilance forestière - formation des acteurs du service de la pépinière et de surveillance	Commune	MINEP et MINFOF	2 020 000	Commune	MINEP
TOTAL :						Environnement et protection de la nature		

SECTEUR : Forêt et faune								
PROBLEME : Difficultés à conserver et promouvoir la forêt et la faune								
OBJECTIF GLOBAL: promouvoir la conservation de la forêt et de la faune								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- promouvoir une gestion plus efficiente des aires reboisées	Les populations travaillent main dans la main avec les autorités	- Taux de reproduction des ressources fauniques et floristiques en hausse	-Organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur la coupe incontrôlée du bois	Commune	MINEP et MINFOF	1 400 000	Commune	MINFOF
		- coupe incontrôlée du bois de chauffage en baisse - l'entrée des éleveurs est contrôlée dans les aires reboisées	-organisation des ateliers de formation et de campagnes de sensibilisation sur la coupe incontrôlée du bois/ Mettre en place des barrières autour des zones reboisées	Commune	MINEP et MINFOF	1 460 000	Commune	MINFOF
2- promouvoir le reboisement des zones dégradées et limiter la coupe de bois de chauffage	la surface de la steppe est régénérée à 20%	-une pépinière municipale de 100000 plants existe	- mise sur pied de la pépinière de 10 000 plants	Commune	MINEP et MINFOF	3 000 000	Commune	MINFOF
		- les zones de savane sont reboisées - 5 ha de terre reboisés chaque année	- Reboisement de 5 ha de zones dégradées par an - mise sur pied de 5 comités de vigilance forestière - formation des acteurs du service de la pépinière et de surveillance	Commune	MINEP et MINFOF	7 120 000	Commune	MINFOF
TOTAL						12 980 000		

SECTEUR : Tourisme								
PROBLEME : Faible développement de l'activité touristique								
OBJECTIF GLOBAL: Promouvoir le tourisme et l'écotourisme								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Construire une auberge municipale de 20 chambres plus restaurant et aire	une auberge communale de 20 chambres est construite	Une auberge moderne de 20 chambres est construite plus restaurant et aire de loisir	- Construction de l'auberge municipale de 20 chambres - Recherche des financements	Commune	MINTOUR, MINFOF, FEICOM	83 000 000	Commune	MINTOUR, FEICOM
		Le service d'hébergement est amélioré	- Organisation des personnes intervenant dans le secteur	Commune	MINTOUR, MINFOF	5 500 000	Commune	MINTOUR,

de loisir			- Formation des guides et pisteurs					
2- Identifier, aménager et entretenir les sites touristiques	20 sites touristiques sont identifiés, aménagés et entretenus	20 sites touristiques sont identifiés, aménagés et entretenus	- identification des sites touristiques - aménagement et sécurisation - séances collectives d'entretien des sites - Aménagement et entretien des voies d'accès	Commune	MINTOUR, MINFOF	33 500 000	Commune	MINTOUR,
		- Un office local de tourisme fonctionne et promeut la localité de GOULFEY	- Création d'un office local de tourisme/ - recherche des partenaires et du financement	Commune	MINTOUR, MINFOF	3 850 000	Commune	MINTOUR,
3- Recruter et former des guides/pisteurs touristiques	06 Organisations paysannes à vocation touristique bénéficient d'un appui en formation et les guides sont plus professionnels	- 06 Organisations paysannes bénéficient d'un appui en formation	contact des partenaires - recherche des financements - organisation des séances de formation	Commune	MINTOUR, MINFOF	19 000 000	Commune	MINTOUR,
		-Les guides sont plus professionnels	Sensibilisation des guides sur l'éthique du métier - Equipement des guides par le matériel adéquat	Commune	MINTOUR, MINFOF	4 630 000	Commune	MINTOUR,
4- Mettre sur pied un système informationnel de promotion du tourisme	un site internet est créé et contient un répertoire/ une carte des sites touristiques	- un site Web est créé	- recherche des financements - organisation des 4 séances de formation en TIC - recrutement d'un photographe professionnel - création d'un site Web - suivi évaluation	Commune	MINTOUR, MINFOF	11 000 000	Commune	MINTOUR,
		- le guide du touriste est disponible	- Conception et impression du guide touristique/ - contact des partenaires	Commune	MINTOUR, MINFOF	4 550 000	Commune	MINTOUR,
TOTA L						165 030 000		

SECTEUR : Sport et éducation physique								
PROBLEME : Faible développement des activités sportives et de loisirs								
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter le développement des activités sportives et de loisirs								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Construire et réhabiliter les infrastructures de sport	Les infrastructures de sport sont réhabilitées et fonctionnelles	- 05 aires de jeux construites	- localisation et acquisition des sites -Construction de 05 aires de jeu	Commune	MINJEUN, MINSEP	10 960 000	Commune	MINSEP
		- 10 aires de jeu réhabilitées	- réhabilitation de 10 aires de jeu	Commune	MINJEUN, MINSEP	6 000 000	Commune	MINSEP
		- 01 Gymnase construit	-Construction d'un gymnase	Commune	MINJEUN, MINSEP	21 000 000	Commune	MINSEP
		- 05 encadreurs sportifs Affectés	- Faire du lobbying pour	Commune	MINJEUN, MINSEP	1 000 000	Commune	MINSEP

			l'affectation de 05 encadreurssportifs					
2- faciliter l'obtention du matériel de sport	les populations disposent des équipements sportifs	- les jeunes disposent du matériel de sport	- lobbying pour l'obtention des appuis - organisation des jeunes sportifs en équipes - achat et dotation du matériel sportif	Commune	MINJEUN, MINSEP	13 885 000	Commune	MINSEP
3- promouvoir le sport féminin	les femmes s'intéressent davantage au sport et à l'éducation physique	- les femmes disposent de 5 équipes de football, handball, volleyball, gymnastique, marathon...	- création et entretien de 05 équipes de sport féminin	Commune	MINJEUN, MINSEP	4 935 000	Commune	MINSEP
		- cinq championnats de vacances organisées annuellement	- organisation de 05 championnats de vacance annuels	Commune	MINJEUN, MINSEP	12 000 000	Commune	MINSEP
TOTAL						69 780 000		

SECTEUR : Travaux Publics								
PROBLEME : Mauvais état des routes								
OBJECTIF GLOBAL: Améliorer l'état des routes								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- ouvrir et entretenir les pistes rurales situées hors de l'axe principal	Les pistes rurales sont en bon état	- 181 km de pistes rurales ouvertes et entretenues vers les villages hors de l'axe principal	- Ouverture et entretien de 181 km de piste rurale vers les villages	Commune	MINTP, FEICOM	370 000 000	Commune	MINTP
		- 200 km de route en terre réhabilitées	- reprofilage de 200 km de route en terre	Commune	MINTP, FEICOM	306 940 000	Commune	MINTP
2- Entretien et réhabiliter les ouvrages d'assainissement	Les ouvrages sont en bon état	- 21 buses construites	- construction de 21 ouvrages d'art	Commune	MINTP, FEICOM	64 860 000	Commune	MINTP
		- 20 ouvrages d'art réhabilités et entretenus	- Réhabilitation de 20 ouvrages d'art	Commune	MINTP, FEICOM	21 000 000	Commune	MINTP
3- mettre en œuvre des mesures de sécurisation du réseau routier	Des comités d'entretien et barrières de pluies sont fonctionnels	- 20 comités de gestion et d'entretien mis en place	- Organisation de 02 campagnes de sensibilisation et des ateliers de formation des comités de gestion et d'entretien	Commune	MINTP, FEICOM	3 280 000	Commune	MINTP
		- 10 barrières de pluies gardées Mises en place	- Mise en place de 10 nouvelles barrières de pluies - Recrutement 10 gardes barrières	Commune	MINTP, FEICOM	7 000 000	Commune	MINTP
4. construire une digue sur les berges du Chari	le niveau de l'érosion fluviale côté camerounais est en baisse	Une digue est construite et limite l'érosion fluviale	- Etudes de faisabilité - recherche des financements - construction d'une digue - Dragage du lit du fleuve Chari	Commune	MINTP, FEICOM	56 600 000	Commune	MINTP
TOTAL						830 680 000		

SECTEUR : Elevage, Pêche et Industries Animales								
PROBLEME : Difficulté de développement d'un élevage et d'une pêche modernes								
OBJECTIF GLOBAL: faciliter la pratique de l'élevage								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Renforcer les capacités des éleveurs et pêcheurs en techniques modernes	-les éleveurs sont bien formés et mieux outillés	30 Organisations de pêcheurs et d'éleveurs disposent du matériel moderne	-Acquisition du matériel d'élevage moderne pour 30 organisations paysannes	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	250 000 000	Commune	MINEPIA
		- 20 séances de formation sur les nouvelles techniques de l'élevage sont organisées	- organisation de 20 séances de formation	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	5 000 000	Commune	MINEPIA
		- 30 séances de formation des pêcheurs sur la pisciculture	- 30 séances de formation des pêcheurs sur la pisciculture	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	5 000 000	Commune	MINEPIA
		- les paysans sont formés sur les mesures prophylactiques usuelles en élevage	- 100 séances de formation sur les nouvelles techniques d'élevage	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	6 400 000	Commune	MINEPIA
		- aménagement de 05 bails détiqueurs	- aménagement de 05 bails détiqueurs	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	33 000 000	Commune	MINEPIA
		- aménagement de 05 marres artificielles	- construction de 05 marres artificielles	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	22 500 000	Commune	MINEPIA
2- rapprocher les structures d'encadrement des populations pour faciliter le suivi sanitaire des étangs et des animaux d'élevage	accroître la productivité des élevages en minimisant les pertes et l'amateurisme	- 01 case communautaire est construite	-identification du site Construction de la case du paysan - Equipement de la case du paysan - opération de marketing autour de la case du paysan - suivi évaluation	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	23 000 000	Commune	MINEPIA
		- 05 infirmiers vétérinaires sont affectés dans la commune	- plaidoyer pour l'affectation de 05 infirmiers vétérinaires	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	800 000	Commune	MINEPIA
		- 05 postes zootechniques construits	- identification et acquisition des sites - construction de 05 postes zootechniques	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	54 000 000	Commune	MINEPIA
		- 01 arrêté de création de poste zootechnique obtenu	plaidoyer pour l'obtention d'un arrêté de création de postes zootechniques	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	780 000	Commune	MINEPIA
3- Renforcer les capacités financières des éleveurs et pêcheurs	Faciliter l'accès des éleveurs et pêcheurs aux sources de financement	- 30 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier	- Appui par l'octroi des crédits pour financement des provendes et du matériel de l'élevage à 30 organisations de pêcheurs et d'éleveurs	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	41 000 000	Commune	MINEPIA
		-05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles	-Mise en place de 05 caisses villageoises - Réunions de concertation	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	7 000 000	Commune	MINEPIA

		- 05 magasins de regroupement et d'évacuation des produits d'élevage créés	- aménagement de 05 magasins de regroupement des produits d'élevage	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	16 080 000	Commune	MINEPIA
4 – mettre sur pied des mesures incitatives pour le développement de l'élevage	la faune est préservée et l'élevage développé	- une ferme communale de 500 bœufs, 10 000 poulets, 300 moutons, 200 porcins, 05 canins... est créée	- création d'une ferme de reproduction communale à Goulfey (porcins, caprin, canin, bovin, volaille, ovin...) - contact des partenaires pour appui - suivi vétérinaire des animaux élevés	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	160 000 000	Commune	MINEPIA
		- création de 25 étangs piscicoles	- construction de 25 étangs piscicoles communaux	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	59 900 000	Commune	PDRI-CL
		- création de 05 pâturages artificiels	Construction de 05 pâturages artificiels	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	30 000 000	Commune	MINEPIA
		- la sécurité des élevages est renforcée	Mise sur pied des comités de vigilance	Commune	MINEPIA, PDRI-CL	7 000 000	Commune	MINEPIA
		TOTAL					729 460 000	

SECTEUR : Développement Urbain et habitat								
PROBLEME : Habitat précaire et vulnérable								
OBJECTIF GLOBAL : améliorer durablement l'état de l'habitat								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- construire de façon durable les infrastructures urbaines	les infrastructures urbaines sont construites aux normes	3 km de routes bitumées	- construction de 3km de voies bitumées	Commune	MINDUH, FEICOM	201 000 000	Commune	MINDUH
		- poursuivre l'ouverture de 6 km de voirie urbaine	Ouverture de 6 km de voirie urbaine	Commune	MINDUH, FEICOM	76 000 000	Commune	MINDUH
		- 15 logements d'astreinte des fonctionnaires construits	- construction de 15 logements d'astreinte	Commune	MINDUH, FEICOM	377 000 000	Commune	MINDUH
		- 2 blocs de toilettes publiques construits	- construction de 01 bloc de toilettes publiques dans chaque village	Commune	MINDUH, FEICOM	396 000 000	Commune	MINDUH
		- Niveau de conformité des infrastructures aux standards nationaux par type d'infrastructure	- Déguerpier et recaser les habitants des zones sensibles - promouvoir la construction avec les matériaux définitifs	Commune	MINDUH, FEICOM	15 000 000	Commune	MINDUH
		- mettre sur pied un système d'assainissement urbain	- recruter un personnel en charge de l'assainissement urbain	Commune	MINDUH, FEICOM	5 000 000	Commune	MINDUH
2- Maîtriser l'occupation des sols et l'habitat urbain	l'habitat urbain est modernisé et l'affectation des sols prédéterminé	- un plan de zonage est mis sur pied	- élaboration du plan de zonage urbain	Commune	MINDUH, FEICOM	3 463 000	Commune	MINDUH
		- les maisons situées en zones inondables sont mises aux normes	- études en vue de la mise aux normes des maisons urbaines - indemnités - déguerpissements et	Commune	MINDUH, FEICOM	12 000 000	Commune	MINDUH

			recasement					
		- procéder aux lotissements collectifs	création d'une commission de lotissement urbain - construction de nouvelles infrastructures administratives	Commune	MINDUH, FEICOM	166 000 000	Commune	MINDUH
3- faciliter la modernisation de la ville de Goulfey	la ville de Goulfey prend les allures d'une ville respectable	- 05 magasins de vente des matériaux de construction ouverts	- construction de 02 magasins de matériaux de construction - équipements des quincailleries	Commune	MINDUH, FEICOM	22 400 000	Commune	MINDUH
		- octroi de 15 crédits de logements d'une valeur de 2 000 000 F chacun	- identification des potentiels bénéficiaires des crédits de logement - octroi de 30 000 000 F de crédits de logement	Commune	MINDUH, FEICOM	31 195 000	Commune	MINDUH
		- exigence des permis de construire avant toute construction dans l'espace urbain	- opérations de contrôle et d'établissement des permis de construire - organisation des lotissements et immatriculations collectifs	Commune	MINDUH, FEICOM	5 000 000	Commune	MINDUH
		- 1 ha d'espaces verts aménagés	aménagement et entretien de 1 ha d'espace vert public	Commune	MINDUH, FEICOM	2 500 000	Commune	MINDUH
		TOTAL					1 312 558 000	

SECTEUR : Santé publique								
PROBLEME : Difficultés d'accès aux soins de santé prolifération des maladies diarrhéiques et cardiovasculaires menace des IST et du VIH / SIDA								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès aux soins de santé								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- créer et équiper 02 nouveaux centres de santé	02 centres de santé sont construits et équipés	- 02centres de santé sont construits et équipés Le personnel médical dispose des maisons d'astreinte/ les équipements paramédicaux sont accessibles	Construction des 02 centres de santé	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	100 000 000	Commune	MINSANTE
			Equiper des 02 centres de santé	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	21 000 000	Commune	MINSANTE
			Construction de 04 logements de chefs de centre	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	100 000 000	Commune	MINSANTE
			Aménagement des dispositifs de traitement des déchets	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	5 100 000	Commune	MINSANTE
2 - doter les centres de santé en infrastructures sanitaires équipées, sécurisées et	Les infrastructures sanitaires sont en bon état et fonctionnelles	-06 points d'eau construits et fonctionnel dans chacun des CSI	Construction de 06 points d'eau	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	42 000 000	Commune	MINSANTE
		-06 latrines améliorées Construites et fonctionnelles	Construction de 06 nouvelles latrines améliorées dans les CSI existants	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	24 000 000	Commune	MINSANTE

opérationnelles								
		- les centres sont dotés de 39 lits	Achat de 39 lits médicaux aux centres de santé	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	40 000 000	Commune	MINSANTE
		- 03 bâtiments sont réhabilités dans les centres de santé	Réhabilitation de 3 bâtiments dans les CSI	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	30 000 000	Commune	MINSANTE
		06 nouveaux bâtiments construits dans les centres de santé	Construction de 06 nouveaux bâtiments dans les CSI	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	150 000 000	Commune	MINSANTE
		- 05 maternités sont aménagées et équipées	Aménagement et équipement de 05 maternités dans les CSI	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	100 000 000	Commune	MINSANTE
		- 06 barrières construites dans les CSI	Construction de 06 barrières dans les CSI	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	36 000 000	Commune	MINSANTE
		Achat d'une ambulance pour l'HD	Achat d'une ambulance de marque Hiace pour l'HD	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	20 000 000	Commune	MINSANTE
3- approvisionner les centres de santé et pharmacies existantes	75 % de la population ont facilement accès aux médicaments 75 % de la population ont facilement accès aux examens médicaux	- 06 pharmacies fournies	-Achats des équipements pour 06 pro pharmacies et les médicaments indispensables -Appui à l'équipement des centres de santé en produits para médicaux	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	17 000 000	Commune	MINSANTE
		-06 laboratoires équipés	-Achats équipements pour laboratoire	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	40 000 000	Commune	MINSANTE
		- 07 motos disponibles et fonctionnelles dans les CSI	Achat de 07 motos	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	4 000 000	Commune	MINSANTE
		- 05 réfrigérateurs dans les centres de santé	Achat 05 réfrigérateurs médicaux	Commune	MINSANTE, PNDP, Global Fund, OMS, PAM	1 000 000	Commune	MINSANTE
4- faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel médical	infirmiers, commis et personnels de laboratoire recrutés pour les centres de santé	- 04 IDE sont affectés	Démarche pour l'affectation de 04 IDE	Commune	MINSANTE	200 000	Commune	MINSANTE
		-04 IB sont affectés	Démarche pour l'affectation de 04 IB	Commune	MINSANTE	200 000	Commune	MINSANTE
		- 02 Aides Soignants sont affectés	Démarche pour l'affectation de 02 AS	Commune	MINSANTE	200 000	Commune	MINSANTE
		- 02 commis sont recrutés	Démarche pour l'affectation de 02 commis	Commune	MINSANTE	200 000	Commune	MINSANTE
		12 infirmiers et personnels de laboratoire Recrutés pour les centres de santé	Démarche pour l'affectation de 12 infirmiers et personnels de laboratoire	Commune	MINSANTE	200 000	Commune	MINSANTE

5 -Permettre à la Commune de disposer des moyens de lutte contre les IST/VIH-SIDA, l'onchocercose, le paludisme et les autres maladies diarrhéiques	-40 campagnes de sensibilisation, de vaccination, d'assainissement et de salubrité organisées dans les villages- / 80% des enfants de moins 5 ans sont vaccinés/ Les 103 villages sont mieux sensibilisés et assainies	Organisation de 40 séances de campagne de sensibilisation, de dépistage et de vaccination sur le tétanos maternel, les dangers de la parturition en dehors des centres de santé, les IST-SIDA, les dangers de l'excision	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	7 000 000	Commune	MINSANTE
	- 40 campagnes de dépistage des IST/SDA organisées	Tenue des 40 campagnes de dépistage sur les IST/SIDA	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	5 000 000	Commune	MINSANTE
	40 Comités de Lutte Contre les IST/VIH-SIDA mis en place et fonctionnels/ - 08 comités de santé et de gestion existent	-Création des comités de santé et de lutte contre le VIH/SIDA	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	2 000 000	Commune	MINSANTE
	Organisation des campagnes de sensibilisation sur le péri-fécal	Tenue des campagnes de sensibilisation sur le péril fécal	Commune	MINSANTE, Global Fund, OMS, PAM	660 000	Commune	MINSANTE
TOTAL					735 560 000		

SECTEUR : Eau et énergie								
Sous secteur : Eau								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'eau potable								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès à l'eau potable								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Doter la commune d'infrastructures hydrauliques fonctionnelles	75 % de la population ont accès à l'eau potable	- Construire une adduction d'eau potable à Goulfey	-construction d'une adduction d'eau communale urbaine - Mise en place d'un comité de gestion	Commune	MINEE, FEICOM	150 000 000	Commune	MINEE,
		- 10 forages construits dans 10 villages	- construction de 10 forages	Commune	MINEE, FEICOM, PNDP	50 000 000	Commune	MINEE,
		- 63 puits équipés réhabilités	-Réfection de 63 puits dans la commune	Commune	MINEE, FEICOM, PNDP	30 000 000	Commune	MINEE,
		- 96 puits mieux entretenus	Travaux d'entretien de 96 puits/ travaux d'entretien de 245 points d'eau - sensibilisation - réunions de concertation - suivi des points d'eau - constitution de 245 comités de	Commune	MINEE, FEICOM	14 400 000	Commune	MINEE,
		- 79 forages construits	Construction de 79 nouveaux forages	Commune	MINEE, FEICOM, PNDP	671 500 000	Commune	MINEE,
		- 149 forages mieux entretenus	- Entretien des forages -Formation des agents d'entretien	Commune	MINEE, FEICOM, PNDP	10 000 000	Commune	MINEE,
		- 47 forages réfectionnés mis en état de marche	réhabilitation de 47 forages	Commune	MINEE, FEICOM	47 000 000	Commune	MINEE,

2- Permettre à la Commune de disposer des moyens de lutter contre les maladies hydriques	Taux des maladies hydriques réduit de 75 %	- 35 campagnes de traitement des eaux organisées	- organisation de 35 campagnes de traitement de l'eau,	Commune	MINEE, FEICOM, PNDP	7 000 000	Commune	MINEE
		- 245 Comités de gestion et d'entretien des points d'eau mis en place et fonctionnels	- Organisation de 35 campagnes de dératisation, déparasitage et d'assainissement	Commune	MINEE, FEICOM, PNDP	6 730 000	Commune	MINEE,
TOTAL						966 630 000		

SECTEUR : Eau et énergie								
Sous secteur : Energie								
PROBLEME : Difficultés d'accès à l'énergie								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès des populations à l'énergie électrique								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- rapprocher la source de l'énergie électrique de la Commune	Nombre de manage ayant accès au réseau électrique augmenté	-les villages sont dotés de groupes électrogènes	Recherche des partenaires Achat de 05 groupes électrogènes de capacité d'alimentation de 1000 ménages Installation des groupes électrogènes raccordement du réseau urbain à Lagdo	Commune	MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER	84 290 000	Commune	MINEE
		- doter la commune de 05 bio-digesteurs	achat de 05 bio-digesteurs installation et suivi des bio-digesteurs	Commune	MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER	74 290 000	Commune	MINEE
		- raccorder la Commune au réseau électrique de Lagdo/ - le réseau électrique urbain est valorisé et opérationnel	opérationnalisation du réseau électrique urbain	Commune	MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER	14 290 000	Commune	MINEE
2- opérationnalisation du réseau électrique Basse Tension (BT) de Goulfey	La commune dispose d'une ligne Basse Tension de 14 km	14 km de Basse Tension opérationnalisés (BT)	Réalisation de 14 km de ligne Basse Tension (BT) -Branchement des ménages au réseau (BT)	Commune	MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER	117 500 000	Commune	MINEE
3- Faire une campagne de branchement des ménages au réseau électrique	Nombre de ménage ayant accès au réseau électrique en hausse	05 campagnes de sensibilisation sur les procédures AES SONEL/AER	-Organisation des campagnes de sensibilisation sur les procédures AES SONEL/AER	Commune	MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER	3 000 000	Commune	MINEE
		150 ménages branchés au réseau électrique	-Branchement des ménages réseau électrique	Commune	MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER	1 300 000	Commune	
		-05 comités de vigilance mis en place	-mise sur pied de 05 comités de vigilance	Commune	MINEE, FEICOM, AES SONEL, AER	1 830 000	Commune	MINEE
TOTAL						298 500 000		

SECTEUR : Agriculture et développement rural								
PROBLEME : Difficulté à pratiquer une agriculture rentable								
OBJECTIF GLOBAL : améliorer la production agricole et faciliter l'écoulement des produits								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Rapprocher les structures d'encadrement et les encadreurs des populations	les agriculteurs bénéficient d'un encadrement étroit	- 03 postes agricoles construits et opérationnelles/ 02 postes agricoles réhabilités	- plaider pour la création de 02 nouveaux postes agricoles - construire 03 postes agricoles - Plaider pour l'affectation de 04 chefs de poste agricole - démarches de lobbying et de recherche des partenariats	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	90 000 000	Commune	MINADER
		100 paysans achètent leurs produits phytosanitaires à la case du paysan	- acquisition du matériel d'intervention phytosanitaire - appui à la création de 10 brigades d'intervention phytosanitaire	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	31 000 000	Commune	MINADER
		40 séances de formation sur les nouvelles techniques culturales sont organisées	- 100 séances de Sensibilisation et formation sur les nouvelles techniques culturales	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	11 000 000	Commune	MINADER
		- construction d'un centre d'éducation et d'action communautaire (CEAC)	- construction d'un centre d'éducation et d'action communautaire (CEAC)	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	80 120 000	Commune	MINADER
		- 05 cases communautaires aménagées et équipées	-Construction et équipement de 05 cases communautaires - opérations de marketing autour des cases communautaires	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	142 000 000	Commune	MINADER
2- développer des stratégies pour booster la production agricole	l'agriculture sort progressivement du cadre de l'autosubsistance pour devenir également de rente	- 10 ha de champs fourragers aménagés dans les villages le long des cours d'eau et des marécages	- mise en place de champs fourragers de 10 ha	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	30 000 000	Commune	MINADER
		- proportion des champs détruits par le bétail	Plaidoyer pour le respect des parcelles	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	290 000 000	Commune	MINADER
		- productivité des champs augmentée de 15%	- sensibilisation des paysans sur l'utilisation des engrais et pesticides/ - chercher à établir un partenariat avec le PACA	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	2 000 000	Commune	MINADER
		- réduction de 50% des conflits agro-pastoraux	- Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité du respect des frontières des champs fourragers	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	3 000 000	Commune	MINADER
		Réhabilitation des périmètres irrigués de la SEMRY	Réhabilitation des périmètres irrigués de la SEMRY	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	50 000 000	Commune	MINADER
		- autorisation de la chasse domestique autour des plantations	- plaidoyer pour l'autorisation de la chasse d'autoconsommation autour	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	2 000 000	Commune	MINADER

			des plantations					
		- 100 paysans formés aux techniques de GDT	- formation de 100 paysans aux techniques de GDT	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	8 000 000	Commune	MINADER
3- Renforcer les capacités financières des agriculteurs	Les agriculteurs ont accès aux sources de financement	- 45 Organisations paysannes et 100 opérateurs agricoles bénéficient d'un appui financier	Elaboration d'un répertoire des Etablissements de micro finance/ appui de 45 organisations paysannes et 100 opérateurs agricoles/ -plaidoyer pour l'octroi des crédits pour financement des fertilisants et du matériel agricole	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	27 000 000	Commune	MINADER
		-05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles	-Mise en place de 05 caisses villageoises dans les pôles de développement	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	27 610 000	Commune	MINADER
		- 05 marchés périodiques sont créés	- création de 05 marchés périodiques	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	40 500 000	Commune	MINADER
		- 2 tonnes de semences améliorées sont distribuées aux paysans	- distribution de 2 t de semences améliorées aux agriculteurs	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	5 500 000	Commune	MINADER
4- faciliter la transformation et la conservation des produits agricoles	les produits agricoles sont écoulés facilement et transformés localement pour certains	- 100 paysans sont formés aux techniques de transformation et de conservation des produits agricoles	- 10 séances de formation sur les nouvelles techniques de transformation et de conservation des produits	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	5 500 000	Commune	MINADER
		- les paysans sont dotés de 19 moulins à gasoil et de décorticage de riz	- achat et distribution de 19 moulins municipaux à gasoil de décorticage de riz	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	38 600 000	Commune	MINADER
		- 05 magasins de collecte et de stockage des produits agricoles sont créés	Acquisition du matériel de transformation moderne	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP	35 870 000	Commune	MINADER
TOTAL						629 890 000		

SECTEUR : Enseignements secondaires								
PROBLEME : Difficulté d'accès à l'enseignement secondaire								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter l'accès à l'enseignement secondaire								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Doter la commune d'infrastructures scolaires équipées et en matériel didactique	la commune dispose des écoles équipées en infrastructures et matériel didactique	- le CETIC de Goulfey est opérationnel	Plaidoyer pour l'ouverture du CETIC	Commune	PNDP, MINESEC,	500 000	Commune	MINESEC
		- 05 blocs de salles de classes construites en matériaux définitifs	Construction de 05 blocs de salles de classes dans les établissements	Commune	PNDP, MINESEC	85 000 000	Commune	MINESEC
		- 02 blocs administratifs construits et équipés	- Construction de 02 Blocs administratifs dans les établissements secondaires	Commune	PNDP, MINESEC	72 000 000	Commune	MINESEC

		- 02 établissements d'enseignement secondaire dotés de 150 tables bancs	-Achat de 150 tables bancs,	Commune	PNDP, MINESEC	4 000 000	Commune	MINESEC
		- 12 bureaux pour enseignants achetés	-Achat de 12 bureaux pour enseignant	Commune	PNDP, MINESEC	1 500 000	Commune	MINESEC
		01 forage construit	Construction de 01 point d'eau potable	Commune	PNDP, MINESEC	10 000 000	Commune	MINESEC
		-01 bloc de toilettes améliorées construite	- Construction de 01 latrine améliorée	Commune	PNDP, MINESEC	6 000 000	Commune	MINESEC
		02 clôtures construites dans les 2 établissements	Construction de 02 clôtures	Commune	PNDP, MINESEC	12 000 000	Commune	MINESEC
		- Achat de 02 bacs à ordures dans les 02 établissements	-Achat de 02 bacs à ordures	Commune	PNDP, MINESEC	200 000	Commune	MINESEC
		- Construction de 02 logements d'astreinte pour les enseignants	Construction de 02 logements pour enseignants	Commune	PNDP, MINESEC,	100 000 000	Commune	MINESEC
		- plaidoyer pour l'érection du lycée de Goulfey en lycée bilingue	Plaidoyer auprès des autorités compétentes	Commune	PNDP, MINESEC	60 000	Commune	MINESEC
		Construction de 02 ateliers (IH et Menuiserie) au CETIC	Construction de 02 ateliers (IH et Menuiserie) au CETIC	Commune	PNDP, MINESEC	4 950 000	Commune	MINESEC
2- Faire le plaidoyer pour l'affectation du personnel enseignant	les établissements disposent du personnel enseignant formé et en nombre suffisant	- Recruter 12 enseignants pour les établissements	- démarches administratives	Commune	PNDP, MINESEC,	1 210 000	Commune	MINESEC
3- Mettre en place des mesures stimulantes pour la scolarisation des jeunes	Les jeunes et arabes sont régulièrement scolarisés	02 jardins scolaires créés	- création de jardins scolaires	Commune	PNDP, MINESEC	3 500 000	Commune	MINESEC
		Une aire de jeu construite	- construction de 01 aire de jeu	Commune	PNDP, MINESEC	10 000 000	Commune	MINESEC
		Les meilleurs élèves sont récompensés	- distribution des prix d'excellence	Commune	PNDP, MINESEC	10 000 000	Commune	MINESEC
		Des manifestations culturelles sont organisées au sein des écoles	- organisation des activités culturelles en milieu scolaire	Commune	PNDP, MINESEC	10 500 000	Commune	MINESEC
		Les élèves bénéficient des dotations en matériels didactiques	- dotation des élèves en manuels scolaires	Commune	PNDP, MINESEC	6 650 000	Commune	MINESEC
TOTAL						249 210 000		

SECTEUR : Domaines et affaires foncières								
PROBLEME : Difficultés de gestion licite de la terre								
OBJECTIF GLOBAL : faciliter la gestion licite de la terre								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Faire des lotissements	Des lotissements sont aménagés	un lotissement du secteur primaire aménagé	- Aménagement d'un lotissement du secteur primaire	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	26 000 000	Commune	MINDAF

préalables à l'occupation des espaces	dans les secteurs primaires et secondaires		- Démarches administratives et de recherche des partenariats					
		- les femmes ont un accès facile aux terres cultivables	- sensibilisation sur l'équité des genres	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	1 740 000	Commune	MINDAF
		un lotissement du secteur secondaire aménagé	Aménagement d'un lotissement du secteur secondaire	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	26 000 000	Commune	MINDAF
2- réaliser le plan cadastral de la commune	Le plan cadastral de la commune est disponible	-Etude topographique de la commune disponible	-Etude topographique de la commune - démarches administratives et de recherche de partenariats	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	20 582 000	Commune	MINDAF
		-Plan cadastral de la commune disponible	- Elaboration du plan cadastral de commune	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	16 000 000	Commune	MINDAF
		- plan de zonage disponible	- élaboration du plan de zonage	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	12 000 000	Commune	MINDAF
3- constituer des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général	300 ha de réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général disponibles	- 300 ha de réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général existent et sont immatriculés	- Identification des réserves destinées au développement des projets d'intérêt général -Immatriculation de ces espaces - Démarches administratives et auprès des autorités locales -Immatriculation de 300 ha d'espaces	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	553 960 000	Commune	MINDAF
4- Réaliser le plan de zonage de la Commune	lotissements thématiques sont disponibles	-Nombre de litiges fonciers réduit	- sensibilisation des populations	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	1 000 000	Commune	MINDAF
		-Proportion de ménages ayant accès au foncier	- diffusion du guide de l'immatriculation foncière	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	240 000	Commune	MINDAF
		Nombre de lotissement résidentiel existant	Aménagement des lots à usage thématique (administration, habitation, commerce...)	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	30 500 000	Commune	MINDAF
		- le zonage de la ville est concret	- élaboration du plan de zonage/ - mise en œuvre du plan de zonage	Commune	MINDUH, MINDAF, MAETUR, FEICOM	1 000 000	Commune	MINDAF
TOTAL						689 025 000		

SECTEUR : Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre								
PROBLEME : Difficultés pour les structures de l'administration territoriale à asseoir leur autorité et l'ordre								
OBJECTIF GLOBAL :								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- mettre en place des moyens pour rendre efficace	l'administration territoriale est au service du	- tous les chefs de 2 ^e et 3 ^e degré sont légalement installés	- identification / désignation des chefs de tous les villages - tournée de sensibilisation et	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	1 000 000	Sous préfecture	MINATD

l'administration territoriale	développement et de l'unité, la paix sociale		d'installation des chefs désignés - renforcement des capacités des chefs désignés					
		- le commissariat dispose du matériel roulant adapté	- plaider pour la dotation du commissariat en matériel roulant	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	300 000	Sous préfecture	MINATD
		les services de gendarmerie et de la police disposent du personnel suffisant	- Plaidoyer pour le renforcement des effectifs dans les unités de la police et de la gendarmerie	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	350 000	Sous préfecture	MINATD
2- Poursuivre l'opérationnalisation de la décentralisation	la décentralisation prend effectivement corps	- les capacités sont graduellement transférées aux CTD	- sensibilisation et formation sur les valeurs de la décentralisation	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	800 000	Sous préfecture	MINATD
		- les capacités des acteurs locaux sont renforcées	Renforcement des capacités des acteurs de la décentralisation au niveau local	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	500 000	Sous préfecture	MINATD
		- 16 centres d'état civils sont ouverts	- plaider pour l'ouverture et l'opérationnalisation des 16 centres spéciaux d'Etat civil	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	405 000	Sous préfecture	MINATD
3- sensibiliser les citoyens sur leurs droits et devoirs	Les citoyens connaissent leurs droits et devoirs	- la délinquance juvénile et sénile est en régression - le banditisme et les phénomènes de coupeur de route régressent	appui pour l'autopromotion locale des jeunes	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	20 000 000	Sous préfecture	MINATD
		- les populations se mettent au service de l'idéal collectif	- organiser les paysans pour impulser l'initiative de groupe -	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	600 000	Sous préfecture	MINATD
		- la collaboration entre les services de l'Etat et les populations est méliorative	- organisation des séances de sensibilisation	Sous préfecture	MINATD, MINEPAT, CND, PNDP, FEICOM	325 000	Sous préfecture	MINATD
TOTAL						24 180 000		

SECTEUR : Jeunesse								
PROBLEME : Difficulté d'émancipation de la jeunesse								
OBJECTIF GLOBAL : faciliter l'émancipation des jeunes								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Créer un centre multifonctionnel de la jeunesse	Le centre multifonctionnel de la jeunesse est fonctionnel	- un centre multifonctionnel de la jeunesse est construit à Goulfey	- identification et matérialisation du site - construction du centre multifonctionnel	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	8 970 000	Commune	PIAASI, PAJER-U
		le centre est équipé de 10 ordinateurs	- achat de 10 ordinateurs	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	4 500 000	Commune	PIAASI, PAJER-U

		- 3 encadreur de jeunesse sont affectés dans le centre	- recrutement de 03 encadreur de jeunesse	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ		Commune	PIAASI PAJER-U
		- une aire de jeu polyvalente est aménagée à proximité du centre	- aménagement d'une aire de jeu polyvalente	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	3 000 000	Commune	PIAASI PAJER-U
		- Le centre dispose de 10 machines - à coudre	- achat de 10 machines à coudre	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	2 500 000	Commune	PIAASI PAJER-U
2- faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes	Les jeunes sont professionnellement qualifiés et ont accès au travail décent	- les jeunes sont formés aux métiers pratiques	Opérationnalisation du CETIC et facilitation de l'ouverture des centres de formation professionnelle	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	1 500 000	Commune	PIAASI PAJER-U
		- proportion de jeunes qui vont au bout de leur formation	sensibiliser les jeunes sur l'importance de la formation professionnelle	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	400 000	Commune	PIAASI PAJER-U
		- Proportion des jeunes dans les formations qualifiantes	- sensibiliser les jeunes sur l'importance de la formation professionnelle	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	100 000	Commune	PIAASI PAJER-U
		- 200 jeunes sont insérés sur le marché de l'emploi	- promouvoir l'emploi décent pour 200 jeunes	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	310 000	Commune	PIAASI PAJER-U
3- accentuer la lutte contre les maux de jeunesse	les jeunes développent un comportement responsable	- le vagabondage sexuel est réduit à 50%	- séances de sensibilisation	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	700 000	Commune	PIAASI PAJER-U
		- la délinquance juvénile est traquée	- 45 comités de veille sur l'éthique en milieu jeune sont créés	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	700 000	Commune	PIAASI PAJER-U
		- la consommation des drogues est sévèrement punie	Appui aux petits métiers effectués par les jeunes/ - Appui aux éleveurs et agriculteurs jeunes	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	65 000 000	Commune	PIAASI PAJER-U
		- le droit de cuissage est en baisse	- séances de sensibilisation	Commune	MINJEUN, PIAASI, PAJER-U, PNEJ	800 000		PIAASI PAJER-U
TOTAL						87 980 000		

SECTEUR : Emploi et Formation professionnelle								
PROBLEME : Difficultés pour les populations à accéder à un emploi décent et à la formation professionnelle								
OBJECTIF GLOBAL : promouvoir l'accès à un emploi décent et à la formation professionnelle								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Doter la commune d'infrastructures formation professionnelle	la commune dispose d'un centre de formation professionnelle	- Un centre multifonctionnel/SAR de 06 ateliers de formation dans les domaines suivants : Menuiserie, Mécanique, chaudronnerie, Froid et	-Construction d'un centre multifonctionnel de 06 ateliers de formation dans les domaines suivants : Menuiserie, Mécanique, chaudronnerie, Froid et	Commune	MINEFOP/MINESEC	94 000 000	Commune	MINEFOP

équipées	(SAR) et d'un centre multimédia fonctionnel opérationnel	climatisation, Electricité, Maçonnerie créé à Goulfey	climatisation, Electricité, Maçonnerie -Construction d'un puits à motricité humaine dans ce centre -Construction d'une toilette améliorée dans ce centre					
		- plaidoyer pour la création de 05 SAR-SM	Plaidoyer pour la création de 05 SAR/SM	Commune	MINEFOP/MINESEC	1 000 000	Commune	MINEFOP
		- un centre Multimédia d'une capacité de 10 ordinateurs construit	-Construction d'un centre Multimédia d'une capacité de 10 ordinateurs	Commune	MINEFOP/MINESEC	5 000 000	Commune	MINEFOP
		- 05 mini-bibliothèques sont Créées et approvisionnées en manuels de formation dans les centres multimédia et multifonctionnel	- aménagement de 05 mini bibliothèques livresques communales	Commune	MINEFOP/MINESEC	10 860 000	Commune	MINEFOP
2- Susciter l'intérêt des jeunes pour des formations professionnelles	Les jeunes sont mieux sensibilisés sur l'importance de la formation professionnelle	– Le taux de jeunes intéressés par la formation professionnelle a augmenté d'au moins 50%	Elaboration des supports -Organisation des campagnes de sensibilisation	Commune	MINEFOP/MINESEC	1 705 000	Commune	MINEFOP
		- 20 campagnes de sensibilisation sont organisées pour rappeler aux jeunes l'importance de la formation professionnelle	Elaboration des supports -Organisation des campagnes de sensibilisation	Commune	MINEFOP/MINESEC	1 705 000	Commune	MINEFOP
6 000 000	Les jeunes Arabes et Kotokos sont formés	création de 41 jardins scolaires	- création de 41 jardins scolaires	Commune	MINEFOP/MINESEC / MINAS	41 000 000	Commune	MINEFOP
		- construction d'01 aire de jeu	- construction d'une aire de jeu dans les centres de formation	Commune	MINEFOP/MINESEC/ MINAS	11 000 000	Commune	MINEFOP
		- distribution des prix d'excellence	- organisation de 05 séances de remise des prix	Commune	MINEFOP/MINESEC / MINAS	25 000 000	Commune	MINEFOP
		- organisation des activités culturelles en milieu professionnel	- organisation de 05 journées culturelles en milieu professionnel	Commune	MINEFOP/MINESEC / MINAS	10 650 000	Commune	MINEFOP
		- dotation des élèves en manuels scolaires	- achat de 100 manuels professionnels à offrir	Commune	MINEFOP/MINESEC / MINAS		Commune	MINEFOP
TOTAL						201 920 000		

SECTEUR : culture								
PROBLEME : Difficultés à promouvoir la culture								
OBJECTIF GLOBAL : Faciliter la promotion de la culture locale								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Construire et	Les	- 27 foyers communautaires	- Localisation et acquisition des sites des	Commune	MINJEUN,	675 000 000	Commune	MINCULTURE

équiper des infrastructures de loisir et de culture	infrastructures loisir et de culture sont construites	construits	foyers / construction de 27 foyers culturels		MINCULTURE			
		- 27 foyers communautaires équipés d'une bibliothèque	- équipement de 27 foyers en livres et documents	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	54 500 000	Commune	MINCULTURE
		- 27 foyers communautaires dotés de cinq ordinateurs chacun	- achat de 135 ordinateurs et accessoires/ - formation de 27 paysans à l'entretien du matériel électronique	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	54 000 000	Commune	MINCULTURE
		- 27 foyers communautaires sont dotés de matériel de vidéo-projection	- achat de 27 jeux de matériel de vidéo-projection/ -Appui à l'organisation des soirées culturelles	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	36 000 000	Commune	MINCULTURE
		le musée et le Goto Goulfey sont entretenus et rééquipés	- Etude de faisabilité - Recherche et gestion des partenaires	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	5 000 000	Commune	MINCULTURE
2- organiser 05 manifestations culturelles	les fêtes culturelles ont lieu pour encourager la pérennisation de la culture	- un manifestation zonale a lieu chaque année	- lobbying pour l'obtention des appuis/ - tenue de la fête culturelle	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	10 000 000	Commune	MINCULTURE
		- 05 séances de formation sur la langue locale ont lieu	- études de faisabilité - tenue de 05 séances de formation en langue	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	1 760 000	Commune	MINCULTURE
3- mettre en place des méthodes de promotion de la culture locale	les danses et pratiques culturelles locales demeurent vives et valorisées	- rites traditionnels sauvegardés	- organisation de 27 séances de projection vidéo des films à caractère culturel	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	7 000 000	Commune	MINCULTURE
		- aménagement d'un centre pour les langues Kotokos et Arabes	- aménagement d'un centre des langues Kotokos et Arabes	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	22 000 000	Commune	MINCULTURE
		- regroupement et appui des organisations culturelles	élaboration du répertoire des organisations à caractère culturel - dotation de ces groupes du matériel d'animation - mise sur pied d'une troupe de danse communale	Commune	MINJEUN, MINCULTURE	4 085 000	Commune	MINCULTURE
TOTAL						869 345 000		

SECTEUR : Travail et sécurité sociale								
PROBLEME : Difficultés d'accès à un travail décent et à la sécurité sociale								
OBJECTIF GLOBAL : promouvoir le travail décent et la sécurité sociale pour tous								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
- promouvoir l'extension de la sécurité sociale pour tous	les risques sociaux des populations sont couverts	- 25% de la population ont accès à la sécurité sociale Les conflits de travail sont atténués	- démarches auprès des administrations concernées - médiation en cas de problèmes liés au travail social	Commune	MINTRASS, OIT, Assurances diverses, CNPS	1 210 000	Commune	MINTRASS
- faciliter l'accès à un travail décent	les populations	- 30% de personnes ont accès à un travail décent	- création d'un fonds d'appui aux paysans	Commune	MINTRASS, OIT, Assurances diverses,	16 000 000	Commune	MINTRASS

chez les populations	peuvent vivre décemment de leur travail		- appui aux paysans actifs - séances de sensibilisation		CNPS			
		- l'écoulement des produits agricoles, d'élevage, de pêche et d'agroforesterie est facilité	- création d'une unité de facilitation de l'économie rurale	Commune	MINTRASS, OIT, Assurances diverses, CNPS	5 480 000	Commune	MINTRASS
		- les travaux agricoles sont subventionnés	Plaidoyer auprès des administrations concernées	Commune	MINTRASS, OIT, Assurances diverses, CNPS	1 000 000	Commune	MINTRASS
- rapprocher les structures de la CNPS des populations	Les agents de la CNPS se rapprochent et font davantage connaître la CNPS aux populations	- Les cotisations sociales sont accessibles sur place	- lobbying auprès des autorités compétentes	Commune	MINTRASS, OIT, Assurances diverses, CNPS	935 000	Commune	MINTRASS
		- la CNPS intègre les petits entrepreneurs économiques locaux dans la liste de ses épargnants	- lobbying auprès des autorités compétentes	Commune	MINTRASS, OIT, Assurances diverses, CNPS	935 000	Commune	MINTRASS
TOTAL						25 560 000		

SECTEUR : Recherche scientifique et Innovation								
PROBLEME : Difficultés à mettre en place un centre de recherche								
OBJECTIF GLOBAL : promouvoir la recherche scientifique au niveau local								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1 - Créer un centre de promotion de la recherche en plantes médicinales	les plantes servent à renforcer les soins de santé	- un centre de recherche en plantes médicinales est fonctionnel	- Faire un plaidoyer auprès des administrations	Commune	MINRESI, MINSANTE, IRMP	1 300 000	Commune	MINRESI,
		- la médecine traditionnelle collabore étroitement avec la recherche scientifique	- appui à la structuration des tradipraticiens en association de promotion des plantes médicinales	Commune	MINRESI, MINSANTE, IRMP	2 000 000	Commune	MINRESI,
2- créer un centre de recherche agronomique	l'agriculture s'appuie sur des résultats de la recherche et est plus productive	- un centre de recherche en agronomie existe et fonctionne	- Faire un plaidoyer auprès des administrations	Commune	MINRESI, IRAD MINSANTE, IRMP	2 000 000	Commune	MINRESI, IRAD
		- la production agricole connaît une croissance de 25 %	- appui à la structuration des agriculteurs en coopérative et réseaux	Commune	MINRESI, IRAD, MINSANTE, IRMP	1 640 000	Commune	MINRESI, IRAD
TOTAL						6 930 000		

SECTEUR : Enseignement supérieur								
PROBLEME : Difficultés dans la prise en charge et l'insertion des étudiants								

OBJECTIF GLOBAL : promouvoir la prise en charge et l'insertion des étudiants								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Diversifier les Programmes d'assistance aux étudiants méritants et aux groupes vulnérables en milieu universitaire	les étudiants bénéficient de bourses leur permettant de conduire à terme leur scolarité	- Budget de l'assistance aux étudiants - % par· sexe (Hommes – Femmes) des étudiants bénéficiant de l'assistance financière;	Recensement de tous les étudiants de la commune Par sexe et filière - Identification des étudiants indigents de la commune	Commune	MINESUP, UNIVERSITES	7 350 000	Commune	MINESUP
		- Nombre· de bourses d'études octroyées aux étudiants; - stages· de vacances en faveur des étudiants de Goulfey	- Octroi de 50 bourses d'études de 100 000 F par an et par étudiant - subventions pour les recherches portant sur la valorisation des ressources communales	Commune	MINESUP, UNIVERSITES	7 000 000	Commune	MINESUP
TOTAL						14 350 000		

SECTEUR : Mines, Industries et développement Technologique								
PROBLEME : Difficultés d'accès aux produits conformes aux normes et la qualité								
OBJECTIF GLOBAL : promouvoir le contrôle de la qualité et de la norme								
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique	Coûts estimatifs	Source de financement	
1- Promouvoir le contrôle qualité et norme des produits en transit ou consommés localement	les produits en transit, produits et consommés répondent aux normes ANOR et ISO	- un centre de contrôle qualité existe et fonctionne	- plaider auprès des autorités compétentes pour la création d'un poste de contrôle de l'ANOR - promouvoir les technologies appropriées pour le milieu rural	Commune	MINMIDT, IRGM	3 720 000	Commune	MINMIDT
		- la production locale est meilleure	promouvoir les découvertes scientifiques et techniques en matière d'activités agro-pastorales/ - achat des technologies appropriées pour le milieu rural	Commune	MINMIDT, IRGM	77 000 000	Commune	MINMIDT
2- Promouvoir le développement et la maîtrise des connaissances scientifiques et techniques dans le secteur de l'industrie	la science est promue et soutenue/, les minerais sont exploités	- les carrières de sable sont ouvertes et réglementées	- ouverture des carrières de sable - achat d'un camion benne	Commune	MINMIDT, IRGM	42 000 000	Commune	MINMIDT
		- Taux d'accroissement de chercheurs - Niveau de compétence des chercheurs (au moins 10% de doctorants) - appuyer 10 jeunes chercheurs de la Commune	- Renforcement de la promotion des matériaux locaux - appui aux chercheurs sur les atouts miniers de la Commune	Commune	MINMIDT, IRGM	12 290 000	Commune	MINMIDT
TOTAL						135 010 000		

Secteur Economie locale

L'économie locale de la commune de Goulfey s'appuie sur les Commerce, Agriculture et Elevage, décrits plus haut et la synthèse se présente ci-dessous.

SECTEUR : Commerce					
PROBLEME : Difficultés à pratiquer les AGR					
OBJECTIF GLOBAL: Faciliter la réalisation des AGR					
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/ Appui technique
1- appuyer les acteurs économiques dans la mise en œuvre fructueuse des AGR	le climat des affaires est en tout point favorable	- les acteurs économiques bénéficient des appuis financiers et en formation	- formation des opérateurs économiques sur les techniques de fructification des AGR/ - 05 séances de formation des commerçants sur les techniques de gestion modernes et la comptabilité simplifiée	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
		- le climat des affaires est amélioré	Séance de sensibilisation sur l'éthique	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
		- les AGR sont mises en place et fonctionnent	appui de 20 opérateurs économiques de crédit d'un million chacun	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
2- créer un climat fiscal, social et sécuritaire incitatifs pour l'initiative commerciale	le niveau fiscal, de sécurité et le climat social sont favorables aux affaires	niveau de sécurité jugé bon / rentabilité des activités commerciales	- Démarches participatives dans l'élaboration des principes fiscaux	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
		climat de confiance entre la Commune et les opérateurs économiques	-Organisation de 05 ateliers de sensibilisation sur l'acceptation de l'autre et le civisme économique	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
3- accroître les capacités financières et entrepreneuriales des opérateurs économiques	Les commerçants ont accès aux sources de financement	- les AGR sont diversifiées	Prospection pour la diversification des AGR	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
		- 40 commerçants bénéficient d'un appui financier	- identification des lauréats - constitution des dossiers de demande de prêt et d'appui - octroi des prêts à 45 commerçants	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
4- créer 05 points de ravitaillement de proximité communaux	l'approvisionnement des populations et opérateurs économiques est facilité	- un point d'approvisionnement communal (grand marché périodique) existe	- création d'un point de distribution communal constitution d'un réseau de distribution communale/ - achat d'un camion	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
		- cinq sites de marchés périodiques existent	- identification et acquisition des sites des magasins d'approvisionnement - démarches de recherche des financements - construction de 05 magasins - équipement et approvisionnement de 05 magasins	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE
		- les opérateurs économiques bénéficient des formations en entrepreneuriat	Formations en entrepreneuriat	Commune	MINEPAT, MINCOMMERCE

SECTEUR : Elevage, Pêche et Industries Animales					
PROBLEME : Difficulté de développement d'un élevage et d'une pêche modernes					
OBJECTIF GLOBAL: faciliter la pratique de l'élevage					
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique
1- Renforcer les capacités des éleveurs et pêcheurs en techniques modernes	-Les éleveurs sont bien formés et mieux outillés	30 Organisations de pêcheurs et d'éleveurs disposent du matériel moderne	-Acquisition du matériel d'élevage moderne pour 30 organisations paysannes	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- 20 séances de formation sur les nouvelles techniques de l'élevage sont organisées	- organisation de 20 séances de formation	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- 30 séances de formation des pêcheurs sur la pisciculture	- 30 séances de formation des pêcheurs sur la pisciculture	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- les paysans sont formés sur les mesures prophylactiques usuelles en élevage	- 100 séances de formation sur les nouvelles techniques d'élevage	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- aménagement de 05 bails détiqueurs	- aménagement de 05 bails détiqueurs	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- aménagement de 05 marres artificielles	- construction de 05 marres artificielles	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
2- rapprocher les structures d'encadrement des populations pour faciliter le suivi sanitaire des étangs et des animaux d'élevage	accroître la productivité des élevages en minimisant les pertes et l'amateurisme	- 01 case communautaire est construite	-identification du site Construction de la case du paysan - Equipement de la case du paysan - opération de marketing autour de la case du paysan - suivi évaluation	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- 05 infirmiers vétérinaires sont affectés dans la commune	- plaidoyer pour l'affectation de 05 infirmiers vétérinaires	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- 05 postes zootechniques construits	- identification et acquisition des sites - construction de 05 postes zootechniques	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- 01 arrêté de création de poste zootechnique obtenu	plaidoyer pour l'obtention d'un arrêté de création de postes zootechniques	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
3- Renforcer les capacités financières des éleveurs et pêcheurs	Faciliter l'accès des éleveurs et pêcheurs aux sources de financement	- 30 Organisations paysannes bénéficient d'un appui financier	- Appui par l'octroi des crédits pour financement des provendes et du matériel de l'élevage à 30 organisations de pêcheurs et d'éleveurs	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		-05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles	-Mise en place de 05 caisses villageoises - Réunions de concertation	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- 05 magasins de regroupement et d'évacuation des produits d'élevage créés	- aménagement de 05 magasins de regroupement des produits d'élevage	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
4 – mettre sur pied des mesures incitatives pour le développement de l'élevage	la faune est préservée et l'élevage développé	- une ferme communale de 500 bœufs, 10 000 poulets, 300 moutons, 200 porcins, 05 canins... est créée	- création d'une ferme de reproduction communale à Goulfey (porcins, caprin, canin, bovin, volaille, ovin...) - contact des partenaires pour appui - suivi vétérinaire des animaux élevés	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- création de 25 étangs piscicoles	- construction de 25 étangs piscicoles communaux	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- création de 05 pâturages artificiels	Construction de 05 pâturages artificiels	Commune	MINEPIA, PDRI-CL
		- la sécurité des élevages est renforcée	Mise sur pied des comités de vigilance	Commune	MINEPIA, PDRI-CL

SECTEUR : Agriculture et développement rural					
PROBLEME : Difficulté à pratiquer une agriculture rentable					
OBJECTIF GLOBAL : améliorer la production agricole et faciliter l'écoulement des produits					
Objectif spécifique	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Activités à entreprendre	Responsables	Partenaires/Appui technique
1- Rapprocher les structures d'encadrement et les encadreurs des populations	les agriculteurs bénéficient d'un encadrement étroit	- 03 postes agricoles construits et opérationnelles/ 02 postes agricoles réhabilités	- plaider pour la création de 02 nouveaux postes agricoles - construire 03 postes agricoles - Plaider pour l'affectation de 04 chefs de poste agricole - démarches de lobbying et de recherche des partenariats	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		100 paysans achètent leurs produits phytosanitaires à la case du paysan	- acquisition du matériel d'intervention phytosanitaire - appui à la création de 10 brigades d'intervention phytosanitaire	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		40 séances de formation sur les nouvelles techniques culturales sont organisées	- 100 séances de Sensibilisation et formation sur les nouvelles techniques culturales	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- construction d'un centre d'éducation et d'action communautaire (CEAC)	- construction d'un centre d'éducation et d'action communautaire (CEAC)	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- 05 cases communautaires aménagées et équipées	-Construction et équipement de 05 cases communautaires - opérations de marketing autour des cases communautaires	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
2- développer des stratégies pour booster la production agricole	l'agriculture sort progressivement du cadre de l'autosubsistance pour devenir également de rente	- 10 ha de champs fourragers aménagés dans les villages le long des cours d'eau et des marécages	- mise en place de champs fourragers de 10 ha	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- proportion des champs détruits par le bétail	Plaidoyer pour le respect des parcelles	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- productivité des champs augmentée de 15%	- sensibilisation des paysans sur l'utilisation des engrais et pesticides/ - chercher à établir un partenariat avec le PACA	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- réduction de 50% des conflits agro-pastoraux	- Sensibilisation des éleveurs sur la nécessité du respect des frontières des champs fourragers	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		Réhabilitation des périmètres irrigués de la SEMRY	Réhabilitation des périmètres irrigués de la SEMRY	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- autorisation de la chasse domestique autour des plantations	- plaider pour l'autorisation de la chasse d'autoconsommation autour des plantations	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- 100 paysans formés aux techniques de GDT	- formation de 100 paysans aux techniques de GDT	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP

3- Renforcer les capacités financières des agriculteurs	Les agriculteurs ont accès aux sources de financement	- 45 Organisations paysannes et 100 opérateurs agricoles bénéficient d'un appui financier	Elaboration d'un répertoire des Etablissements de micro finance/ appui de 45 organisations paysannes et 100 opérateurs agricoles/ -plaidoyer pour l'octroi des crédits pour financement des fertilisants et du matériel agricole	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		-05 caisses villageoises mises en place et fonctionnelles	-Mise en place de 05 caisses villageoises dans les pôles de développement	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- 05 marchés périodiques sont créés	- création de 05 marchés périodiques	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- 2 tonnes de semences améliorées sont distribuées aux paysans	- distribution de 2 t de semences améliorées aux agriculteurs	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
4- faciliter la transformation et la conservation des produits agricoles	les produits agricoles sont écoulés facilement et transformés localement pour certains	- 100 paysans sont formés aux techniques de transformation et de conservation des produits agricoles	- 10 séances de formation sur les nouvelles techniques de transformation et de conservation des produits	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- les paysans sont dotés de 19 moulins à gasoil et de décorticage de riz	- achat et distribution de 19 moulins municipaux à gasoil de décorticage de riz	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP
		- 05 magasins de collecte et de stockage des produits agricoles sont créés	Acquisition du matériel de transformation moderne	Commune	MINADER, PDRI-CL, PNDP

4.3 Coût estimatif du PCD

Le PCD est évalué à environ **13 962 678 000 CFA (Treize milliards neuf cent soixante deux millions six cent soixante dix huit mille francs CFA)**. Ce coût est l'évaluation par secteur des actions que la commune projette d'ici à 2021 *(soit une période de 10 ans)*.

N°	SECTEURS	COUT
1.	Institution communale	50 630 000
2.	Postes et télécommunications	14 290 000
3.	Communication	49 400 000
4.	Affaires sociales	412 820 000
5.	promotion de la femme et de la famille	124 780 000
6.	Commerce	219 610 000
7.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	363 735 000
8.	Education de base	4 435 970 000
9.	Transport	148 370 000
10.	Environnement et protection de la nature	88 490 000
11.	Forêt et faune	12 980 000
12.	Tourisme	165 030 000
13.	Sport et éducation physique	69 780 000
14.	Travaux Publics	830 680 000
15.	Elevage, Pêche et Industries Animales	729 460 000
16.	Développement Urbain et habitat	1 312 558 000
17.	Santé publique	735 565 000
18.	Eau	966 630 000
	Energie	298 500 000
19.	Agriculture et développement rural	629 890 000
20.	Enseignements secondaires	249 210 000
21.	Domaines et affaires foncières	689 025 000
22.	Administration territoriale, décentralisation et maintien de l'ordre	24 180 000
23.	Jeunesse	87 980 000
24.	Emploi et Formation professionnelle	201 920 000
25.	culture	869 345 000
26.	Travail et sécurité sociale	25 560 000
27.	Recherche scientifique et Innovation	6 930 000
28.	Enseignement supérieur	14 350 000
29.	Mines, Industries et développement Technologique	135 010 000
TOTAL		13 962 678 000

4.4 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

UP	Ressources	Localisation	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Contrôle	Mode de Gestion	Accès	Tendance Potentialités	Problème identifiés/Contraintes	Action à entreprendre
Zone d'agriculture	Terres Steppe Sable Cours d'eau	Tous les villages Dans la zone urbaine	Plantations agricoles de petite taille. Habitat en agglomération. Relief de plaine	Culture du riz, sorgho, mil, concombre, maïs, arachide, maraichères	Chefs traditionnels, Populations et propriétaires	Chefferie traditionnelle Administration	Libre sous réserve de l'autorisation des chefs	L'avancée du désert En moyenne deux hectares par paysan d'exploitation	routes inexistantes vers les champs, manque de moyens roulant pour l'évacuation des produits agricoles	Développer une politique d'occupation de l'espace Procéder à l'affectation des terres
Zone d'habitation	Terres Steppe Sable Cours d'eau Marre	Centre urbain Tous les villages	Habitat aggloméré autour des cellules morphologiques et les chefferies traditionnelles Concentration également d'arbres et de graminées autour des agglomérations habitées	Habitation, bureaux et loisir Lieux de culte	Etat, commune et population	Commune	Libre	Couvre des superficies ne dépassant pas généralement les 20 000 m ²	accès difficile aux matériaux de construction définitifs, vétusté des maisons, exposition aux intempéries Installation anarchique	Procéder à un lotissement préalable à l'occupation Elaborer un plan d'urbanisme Etablir un règlement d'urbanisme Elaborer un plan de zonage renforcer la voirie urbaine Procéder au reboisement des rues urbaines Promouvoir les mesures d'hygiène, de salubrité et d'assainissement, aménager les décharges et les toilettes collectives
Zone de pâturage	Terres Sable Cours d'eau Marre	Dans les zones de marre et terrains avoisinant le cours d'eau Autour des villages	Vaste étendu de terre parsemée d'arbustes Sol aride par endroit Présence de marre aménagée	Pâturage et agriculture	Etat, Propriétaires, chefs	Commune Chefferie	Libre	Compactage des sols Sable, eau	Difficulté d'accès, Conflit de propriétés	Construction des enclos Aménager des abreuvoirs Stimuler l'utilisation des sols pour la culture Etablir les couloirs de passage
Zone de désert	Sable	Par endroit dans les villages et autour	Présence de grande étendu de sable et de sols arides et sols arables	Habitation, passage routier, aires de loisir, pâturage	Etat, commune et population Propriétaires, chefs	MINFOF, population chercheurs	Libre	Couvre de plus en plus de vastes surfaces	Dégradation de la faune, de la flore. Avancée du désert, menace de présence et de la vie humaine	Reboisement de la localité Renforcer l'entretien des périmètres reboisés Planter et entretenir au minimum 1000 arbres par an
Zone de Steppe	Faune Riche en pharmacopée traditionnelle	En ceinture autour de la ville, autour des villages	Présence d'arbustes	Bois de chauffe chasse	Etat, population, Commune	MINFOF, population chercheurs	Libre Disposer d'une autorisation	Riche en pharmacopée traditionnelle. Quelques rares animaux sauvages	Coupe anarchique et abusive du bois Chasse illicite	
périmètres irrigués	Eau Vaste étendu de	Par endroit dans les villages et	Présence de grande étendu de sable et de	Culture du riz, sorgho, mil,	Etat, commune et population	défunte SEMRY population	Libre Disposer d'une autorisation	abandon pour l'espace appartenant à		Réhabiliter les périmètres irrigués de la défunte SEMRY cultures des marres devront être

	terre	autour	sols arables		Propriétaires, chefs	chercheurs		la défunte SEMY		mieux encadrées zones arables des différents villages doivent faire l'objet d'une répartition équitable et rationnelle
berges du fleuve Chari	Poisson, sable, Eau	Chari, taf taf et Serbouwel	Fleuve Frontière naturelle entre le Cameroun et le Tchad	Consommation , pêche, lessive, transport et exploitation du sable	Population, Etats camerounais et tchadiens	Etats camerounais et tchadiens	Libre	Forte activité de pêche et transit outre frontière	Affaissement de la berge côté Cameroun Destruction de la faune aquatique	Sensibilisation de la population sur la nécessité d'une pêche durable et responsable, sensibilisation des hommes en tenue en conduite citoyenne Institution d'une réglementation communale et aménagement des voies d'accès vers les carrières

CHAPITRE 5

PROGRAMMATION DES ACTIONS A MENER

Chapitre 5 : Programmation des actions a mener

5.1 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT)

Secteur	Projet	Cout	Source de financement (en millier de FCFA)			Année de réalisation			Partenaire	Observation / Conditionnalité
			Part Commune (en millier de FCFA)	Autres Contributions		2011	2012	2013		
				Partenaire	Montant (en millier de FCFA)					
Institution communale	Fonctionnement	356 498 000	356 498			x	x	x		
	Investissement patrimoine communal	126 795 000	126 795			x	x	x		
	organisation de 02 ateliers de formation sur le rôle des conseillers municipaux et la gestion communale	500 000	500				x			
	achat de 04 jeux complets du matériel informatique et accessoires	1 600 000	1 600				x			
	- recrutement d'01 personnel technique	7 200 000	3 000	PNDP	4 200	x				
	Dépannage du matériel roulant et renouvellement des infrastructures marchandes	3 090 000	3 090			x	x	x		
	Démarche de titrisation des biens communaux	1 015 000	1 015			x	x			
	-Organisation des ateliers de formation sur la gestion du patrimoine communal	500 000	500				x			
Education de base	- Réfection de 10 salles de classes	9 272 000	972	BIP	8 300	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	Construction de 48 salles de classes en matériaux définitifs	420 362 000	850	PNDP	16 150	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
				PDRI-CL	46 000					
				FEICOM	51 000				DD/MINEDUB/LC	
				BIP	306 362				DD/MINEDUB/LC	
	- Dotation des 41 écoles de 1200 tables bancs,	602 000	200	BIP	402	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	- 80 bureaux pour enseignant	2 503 000	500	BIP	2 003	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	

	- 80 tableaux	2 503 000	500	BIP	2 003	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	- Construction de 20 forages dans 20 écoles	140 636 000		BIP	140 636	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	- Construction de 20 toilettes améliorées dans 20 écoles	43 272 000	3 272	BIP	40 000	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	- Construction et équipement de 02 nouvelles écoles maternelles	34 510 000	4 000	BIP	30 510		x	x	DD/MINEDUB/LC	
	Réhabilitation des écoles abandonnées	9 272 000	920	BIP	8 352	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	- reboisement des sites des écoles	1 545 000	1 545			x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	- organisation de 03 séances de remise des prix aux meilleurs élèves	3 090 000	3 090			x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
	- organisation de 03 journées culturelles en milieu scolaire			ONG Sponsors	7 727 000	x	x	x	DD/MINEDUB/LC	
Santé publique	Travaux d'achèvement et d'équipement des structures existantes	111 890 000	11 890	BIP	101 000	x	x	x	HD Goulfey	
	Construction et équipement des 02 Centre de Santé et infrastructures annexes	121 800 000	5 450	PNDP	55 550	x	x		DD/MINEE/LC	
			800	BIP	60 000				DD/MINEP/LC	
	Construction de 03 points d'eau dans les CSI	24 727 000	1 200	BIP	23 527	x	x	x	DD/MINEE/LC	
	Construction de 03 nouvelles latrines améliorées dans les CSI existants	6 181 000	181	BIP	6 000	x	x	x	DD/MINEP/LC	
	Achat de 12 lits médicaux aux centres de santé	24 727 000	727	BIP	24 000	x	x	x	HD Goulfey	
	Réhabilitation de 1 bâtiment dans les CSI	10 000 000	500	BIP	9 500		x		HD Goulfey	
	Aménagement et équipement de 01 maternité dans les CSI	20 000 000	1 000	BIP	19 000		x		HD Goulfey	
	Achat d'une ambulance de marque Hiace pour l'HD	20 000 000	2 000	Opérateurs économiques	18 000		x		HD Goulfey	
	-Appui à l'équipement des centres de santé en produits para médicaux	9 272 000	1 272	BIP / ONG	8 000	x	x	x	HD Goulfey	
	-Achats équipements pour laboratoire	3 590 000	590	BIP / ONG	3 000	x	x	x		
	Achat de 02 motos	3 045 000		BIP / ONG	3 045		x	x		
	Achat 02 réfrigérateurs médicaux	800 000		BIP / ONG	800		x	x	HD Goulfey	
	-Création des comités de santé et de lutte contre le VIH/SIDA	1 545 000	545	BIP / ONG	1 000	x	x	x	HD Goulfey	

	Tenue des campagnes de sensibilisation sur le péril fécal	1 545 000	545	BIP / ONG	1 000	x	x	x	HD Goulfey	
Energie et Eau	Construction de 12 Forages	99 000 000	450	PNDP	8 550	x	x	x	DD/MINEE/LC	
				PDRI-CL	20 000					
				BIP	70 000					
	- construction de 6 puits modernes	37 090 000	2 000	BIP	35 090	x	x	x	DD/MINEE/LC	
	-Réfection de 18 puits dans la commune	18 545 000	8 545	BIP	10 000	x	x	x	DD/MINEE/LC	
	travaux d'entretien de 245 points d'eau	15 454 000	15 454			x	x	x	DD/MINEE/LC	
	- constitution de 245 comités de gestion de point d'eau	15 454 000	5 454	BIP	10 000	x	x	x	DD/MINEE/LC	
	réhabilitation de 15 forages	15 454 000	3 454	BIP	12 000	x	x	x	DD/MINEE/LC	
	Construction de 3 bio digesteurs et équipements annexes pour éclairage et cuisine	46 363 000	12 000	Union Européenne	34 363	x	x	x	DD/MINEE/LC	
Domaines et affaires foncières	- Aménagement d'un lotissement du secteur primaire	80 363 000		BIP	80 363	x	x	x	DD/MINDAF/LC	
	Aménagement d'un lotissement du secteur secondaire	26 000 000		BIP	26 000		x		DD/MINDAF/LC	
	-Etude topographique de la commune	20 582 000		BIP	20 582		x		DD/MINDAF/LC	
	- Elaboration du plan cadastral de commune	16 000 000		BIP	16 000			x	DD/MINDAF/LC	
	- élaboration du plan de zonage	12 000 000		BIP	12 000		x		DD/MINDAF/LC	
	Aménagement des lots à usage thématique (administration, habitation, commerce...)	30 500 000		BIP	30 500		x		DD/MINDAF/LC	
Elevage, pêche et industries animales	Appui aux éleveurs	18 545 000	3 000		15 545	x			DD/MINDAF/LC	
	Organisation de 30 séances de formation sur les nouvelles techniques d'élevage	15 454 000	5 000	PDRI-CL	10 454	x	x	x	DD/MINEPIA/LC	
Développement urbain et habitat	Entretien voirie urbaines	12 363 000		BIP	12 363	x	x	x	DD/MINEPIA/LC	
	Gravillonnage du plateau administratif	100 000 000		BIP	100 000	x	x	x	DD/MINDUH/LC	
	Ouverture de 2 km de voirie urbaine	24 360 000		BIP	24 360			x	DD/MINDUH/LC	
	Construction de 2 logements d'astreinte	50 750 000		BIP	50 750		x	x	DD/MINDUH/LC	

	- élaboration du plan de zonage urbain	3 090 000		BIP	3 090		x	x	DD/MINDUH/LC	
	aménagement et entretien des espaces verts publics	6 181 000		BIP	6 181	x	x	x	DD/MINDUH/LC	
Environnement et protection de la nature	Création de pépinière et plant d'arbres	3 338 000	3 338	BIP		x	x	x	DD/MINDUH/LC	
	construction de 02 blocs de toilettes publiques à Goulfey	4 000 000		BIP / ONG	4 000	x	x	x	DD/MINEP/LC	
Enseignements secondaires	Achat de 50 tables bancs,	463 000	463			x	x	x	DD/MINESEC/LC	
	Achat de 12 bureaux pour enseignant	371 000	371			x	x	x	DD/MINESEC/LC	
	Construction de 01 point d'eau potable	8 000 000		BIP	8 000	x	x	x	DD/MINESEC/LC	
	Construction de 01 latrine améliorée	2 000 000		BIP	2 000	x	x	x	DD/MINESEC/LC	
	Organisation des activités culturelles en milieu scolaire	6 181 000	2 000	ONG Sponsors	4 181	x	x	x	DD/MINESEC/LC	
	Dotation des élèves en manuels scolaires	6 181 000	1 181	Sponsors Elites	5 000	x	x	x	DD/MINESEC/LC	
Foret et faune	Organisation des 3 campagnes de sensibilisation sur la coupe incontrôlée du bois	1 545 000	545	ONG Sponsors	1 000	x	x	x	DD/MINFOF/LC	
	- mise sur pied de la pépinière de 10 000 plants	3 091 000	3 091			x	x	x	DD/MINFOF/LC	
	Reboisement de 3 ha de zones dégradées par an	3 013 000	1 000	BIP / ONG	2 013	x	x	x	DD/MINFOF/LC	
	- mise sur pied de 5 comités de vigilance forestière	1 545 000	1 545			x	x	x	DD/MINFOF/LC	
Transport	Construction d'une gare routière	11 000 000		BIP	11 000		x		DD/MINTRANSPORT	
Emploi et formation professionnelle	organisation de 02 séances de formation sur les petits métiers artisanaux	1 015 000	1 015				x	x	DD/MINEFOP/LC	
Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Organisation d'une foire artisanale	18 545 000	5 000	ONG Sponsors	13 545	x	x	x	DD/MINPMEESA/LC	
	Appui à l'octroi des crédits pour le financement des activités économiques	15 454 000	3 000	Crédit Sahel Ou autre	12 454	x	x	x	DD/MINPMEESA/LC	
Recherche scientifique et innovation	- subventions pour les recherches portant sur la valorisation des ressources communales	15 454 000	15 454			x	x	x		
Commerce	appui a l'obtention des crédits aux opérateurs économiques distingués	9 272 000	1 000	Crédit Sahel Ou autre	8 272	x	x	x	DD/MINCOMMERCE/LC	

Mine, industrie et développement technologique	Développement de l'exploitation des produits d'élevage et du riz	15 454 000	2 000	Opérateurs économiques	13 454	x	x	x	DD/MINMIDT/LC	
Tourisme	Construction de l'auberge municipale de 20 chambres	83 000 000		BIP	83 000			x	DD/MINTOUR/LC	
Travaux publics	Travaux de cantonnage	4 821 000		BIP	4 821	x	x	x	DD/MINTP/LC	
	Ouverture et entretien de 50 km de piste rurale vers les villages	77 272 000		BIP	77 272	x	x	x	DD/MINTP/LC	
	reprofilage de 60 km de route en terre	61 818 000		BIP	61 818	x	x	x	DD/MINTP/LC	
	construction de 20 ouvrages d'assainissement	21 636 000		BIP	21 636	x	x	x	DD/MINTP/LC	
	Réhabilitation de 20 passages de buses	21 636 000		BIP	21 636	x	x	x	DD/MINTP/LC	
	Organisation de 02 campagnes de sensibilisation et des ateliers de formation des comités de gestion et d'entretien	1 015 000	200	MINTP/ Fond Routier	815		x	x	DD/MINTP/LC	
	Mise en place de 10 nouvelles barrières de pluies	9 272 000	2 000	MINTP/ Fond Routier	7 272	x	x	x	DD/MINTP/LC	
	- Dragage des berges du fleuve Chari	56 000 000		BIP	56 000		x	x	DD/MINTP/LC	
Promotion de la femme et de la famille	-Mise en place des centres d'alphabétisation fonctionnelle	1 854 000	500	ONG	1 354	x	x	x	DD/MINPROFF/LC	
	- célébration de 3 mariages collectifs	927 000	927			x	x	x	DD/MINPROFF/LC	
	Organisation de 5 séances de sensibilisation sur les questions de violence, d'excision et d'irresponsabilité	618 000	618			x	x	x	DD/MINPROFF/LC	
Affaires sociales	Achat appareillage	1 081 000		BIP	1 081	x	x	x	DD/MINAS/LC	
	appui à la réinsertion socioéconomique des filles mères/	3 090 000	1 000	BIP/PIASSI	2 090	x	x	x	DD/MINAS/LC	
Jeunesse	aménagement d'un espace de loisir	3 000 000	1 000	BIP	2 000		x		DD/MINJEUN/LC	
	achat de 10 machines à coudre	600 000	100	PIASSI	500		x		DD/MINJEUN/LC	
	promouvoir l'emploi décent pour 60 jeunes	6 181 000	1 000	PIASSI	5 181	x	x	x	DD/MINJEUN/LC	
Sport et éducation physique	organisation de 01 championnat de vacance annuel	6 181 000	2 000	Sponsors Elites	4 181	x	x	x	DD/MINSEP/LC Sponsors Elites	

Postes et télécommunication	Densification du réseau et amélioration de la couverture des télécommunications	6 181 000	6 181			x	x	x	Opérateurs de téléphonie	
Communication	Démarches auprès des opérateurs du secteur de la Communication publique	3 090 000	3 090			x	x	x	DD/MINCOM/LC	
Agriculture et développement rural	Appui aux agriculteurs	3 090 000	2 905	PDRI-CL	185	x	x	x	DD/MINADER/LC	
Enseignement supérieur	Octroi des bourses d'études aux étudiants	9 272 000	9 272			x	x	x		
Total		2 703 719 000	665 700		2 039 019					

5.2 Cadre sommaire de gestion environnementale du PIA

5.2.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

La mise en œuvre des activités du PIA recèle des impacts tant positifs que négatifs qu'il importe d'explorer. Suivant qu'il s'agit des projets de génie civil, d'infrastructures, de maintenance et d'équipement, ou des services offerts.

Projets	Impacts positifs	Impacts négatifs	Mesures d'optimisation
Construction du CSI de Nadji	▪ Accroissement de l'offre en infrastructures sociales ▪ Accroissement des ressources en eau de la commune ▪ Assainissement accrue ▪ Facilitation de l'offre en eau ▪ Création des emplois et l'augmentation des revenus des populations	▪ Destruction des arbres ▪ Rejets des déchets solides dans la nature ▪ Production des bruits sonores ▪ Accentuation de la circulation (poussière) ▪ Risques de maladies des voies respiratoires ▪ Pollution de l'air d'importance mineure ▪ Pollution et dégradation des sols d'importance mineure	▪ On devra procéder à la redynamisation des CLLS/IST/Sida existants ▪ les opérations de sensibilisation sur les IST et les comportements à risque devront connaître une impulsion nouvelle pour faire face au relâchement des mœurs y observé ▪ L'organisation de la collecte et de l'évacuation des objets usagés (filtres, batteries, bidons vides, etc.) ▪ Procéder à l'identification des propriétaires des cultures, des arbres
Construction d'un forage à Boutal Hadoum			
Construction d'un bloc latrine à EP de Doungoura			
Construction d'un bloc de 2 salles de classe à Doungoura			

Construction d'un forage au CSI de Nadji	▪ Paiement des taxes à l'Etat ▪ -Amélioration des conditions de santé dans la zone du projet ▪ Création d'emplois temporaires	▪ Pollution des eaux de surface et souterraines d'importance mineure ▪ Perte de la végétation et déforestation d'importance mineure ▪ Perte de la biodiversité d'importance moyenne ▪ Nuisances sonores, d'importance mineure ▪ Pollution et dégradation du sol d'importance mineure ▪ Dégradation de la santé des ouvriers et des populations par l'augmentation de la prévalence du VIH/SIDA, d'importance mineure	fruitiers, et autres biens qui sont susceptibles de subir des dommages ; ▪ Procéder à l'établissement du dossier d'utilité publique (DUP) et à la tenue de négociations des moyens et montants de compensation avec la collaboration des autorités locales et selon les bases légales en vigueur ▪ Une réunion d'information doit être organisée aux villages les plus concernés pour communiquer aux populations le calendrier de travail, et les attentes de l'Etat en matière de gestion des relations et des conflits avec les équipes techniques.
Construction d'un bloc latrine au CSI de Nadji			

5.2.2 Plan sommaire de gestion de l'environnement

a) Avant la mise en œuvre des activités programmées au PIA

La principale mesure à prendre consiste à créer une cellule environnementale et de désigner un responsable pour des questions qui touchent à la gestion de l'environnement, et de spécifier ses attributions. Ce dernier disposera des moyens de locomotion, de communication et de surveillance, pour remplir au mieux ses tâches

b) Lors de la mise en œuvre

Plusieurs pépinières devront être créées pour favoriser le reboisement des sites détruits par les travaux. L'offre en eau améliorée pour les populations et pour le personnel en charge de l'entretien des arbres plantés.

La sensibilisation contre les IST/SIDA devra être accentuée afin de limiter les effets pervers de grands brassages populaires et de la présence d'étrangers au capital économique grandiloquent.

Les mesures de recyclage des huiles usées, de ramassage et de traitement des déchets devront être prises afin de limiter la pollution. Au besoin, les travaux produisant une énorme quantité de poussière devront être accompagnés d'un arrosage régulier de la chaussée afin d'éviter la prolifération des maladies des voies respiratoires.

Le comité de suivi et de mise en œuvre devra être recyclé sur les questions techniques afin de mieux maîtriser le suivi de la réalisation des différentes activités, en accord avec l'édile.

Les populations bénéficiaires des réalisations devront à chaque fois participer à la mise en œuvre d'une façon ou d'une autre, dans le but de pérenniser les réalisations.

c) Pendant le suivi et l'entretien des réalisations

Pour un meilleur suivi des réalisations issues du PCD, un comité de suivi et d'entretien devra être mis sur pied à chaque point d'eau. Les comités d'entretien des points d'eau devront être formés aux techniques usuelles pour le dépannage des éventuelles pannes.

5.3 Plan d'Investissement Annuel (PIA)

5.3.1 Ressources mobilisables et échéances

Source de financement identifié	Nature	Montant	Année	Secteur / domaines de financement
PNDP	Subvention	90 000 00	2011	-Santé publique -MINEE -MINEDUB
BIP	Subvention	75 240 000	2011	Santé publique -MINEDUB -MINEPIA -Affaires Sociales -Environnement, protection de la nature
FEICOM	Subvention Crédit	165 363 156 190 000 000	2011	-Variation de secteurs -Eau et Energie -MINEDUB
	Total	355 363 156		

Commune	Budget communal	74 031 651	2011	Santé MINEDUB Environnement, protection de la nature Développement Urbain et Habitat MINEPIA Infrastructure
Communauté	Fonds propres	12 000 000	2011	MINSEC
PDRI-CL	Crédit	307 000 000	2011	-MIBADER - MINEDUB -MINEPIA -Eau et Energie
Total Général :		913 634 807		

5.3.2 Programmation annuelle des projets prioritaires (PIA) pour l'année 2011

Il est à noter ici que la programmation des projets prioritaires s'est effectuée à partir du quatrième trimestre de l'année 2011 et s'achèveront au courant du 2^{ème} trimestre de l'année 2012.

Secteur	Projet	Quantité	Lieu	FINANCEMENT				Acteurs	Indicateurs
				Partenaires bailleurs		Apport Commune			
				Dénomination	Montant (fcfa)	Espèce (fcfa)	Nature		
Santé	Construction du CSI	1	Nadji	PNDP	47 500 000	2 500 000	Suivi projet	Populations Prestataire	Les populations reçoivent effectivement les soins dans le CSI
Education de base	Construction d'un bloc de salles de classe	2	Doungoura	PNDP	16150000	850 000	Suivi projet	Populations Prestataire	Salles de classe occupées
Eau	Construction d'un forage au CSI	1	Nadji	PNDP	7 600 000	400 000	Suivi projet	Populations Prestataire	Eau des forages consommée
	Construction d'un forage		Boutal Hadoum	PNDP	7 600 000	400 000	Suivi projet		
Environnement et protection de la nature	Construction d'un bloc latrine au CSI	1	Nadji	PNDP	2 000 000	0	Suivi projet	Populations Prestataire	Latrines effectivement utilisées
	Construction d'un bloc latrine à EP	1	Doungoura	PNDP	2 000 000	0	Suivi projet	Populations Prestataire	
Le Plan d'Investissement Annuel (PIA) pour l'année 2011 s'élève à 87 000 000 fcfa									

5.3.3 Plan de Passation des marchés du PIA

PROJETS	Elaboration de la requête	Préparation Dossiers d'appel d'offres	Lancement de la Procédure d'appel d'offres	Période de Soumission	Ouverture et Evaluation des Cotations, décision d'attribution et notification	Signatures du contrat	enregistrement	Période d'exécution	Réception provisoire des travaux
	DUREE ESTIMEE EN SEMAINES								
	8 sem	2 sem	1 sem	3 sem	1 sem	2 sem	1 sem	12-16 sem	1 sem
Construction du CSI de Nadji	23 oct – 23 déc 2011	23 déc 2011-6 janv 2012	6 janv-13 janv 2012	13 janv - 3 fév 2012	3 fév - 10 fév 2012	10 fév - 24 fév 2012	24 fév - 2 mars 2012	2 mars – 3 juillet 2012	3 juillet - 10 juillet 2012
Construction d'un bloc latrine au CSI de Nadji	23 oct – 23 déc 2011	23 déc 2011-6 janv 2012	6 janv -13 janv 2012	13 janv - 3 fév 2012	3 fév - 10 fév 2012	10 fév - 24 fév 2012	24 fév - 2 mars 2012	2 mars – 3 juin 2012	3 juin - 10 juin 2012
Construction d'un forage au CSI de Nadji	23 oct – 23 déc 2011	23 déc 2011-6 janv 2012	6 janv -13 janv 2012	13 janv - 3 fév 2012	3 fév - 10 fév 2012	10 fév - 24 fév 2012	24 fév - 2 mars 2012	2 mars – 3 juin 2012	3 juin - 10 juin 2012
Construction d'un bloc de 2 salles de classe à Doungoura	23 oct – 23 déc 2011	23 déc 2011-6 janv 2012	6 janv -13 janv 2012	13 janv - 3 fév 2012	3 fév - 10 fév 2012	10 fév - 24 fév 2012	24 fév - 2 mars 2012	2 mars – 3 juillet 2012	3 juillet - 10 juillet 2012
Construction d'un bloc latrine à EP de Doungoura	23 oct – 23 déc 2011	23 déc 2011-6 janv 2012	6 janv -13 janv 2012	13 janv - 3 fév 2012	3 fév - 10 fév 2012	10 fév - 24 fév 2012	24 fév - 2 mars 2012	2 mars – 3 juin 2012	3 juin - 10 juin 2012
Construction d'un forage à Boutal Hadoum	23 oct – 23 déc 2011	23 déc 2011-6 janv 2012	6 janv -13 janv 2012	13 janv - 3 fév 2012	3 fév - 10 fév 2012	10 fév - 24 fév 2012	24 fév - 2 mars 2012	2 mars – 3 juin 2012	3 juin - 10 juin 2012

CHAPITRE 6

MÉCANISME DE SUIVI-ÉVALUATION

Chapitre 6 : Mécanisme de suivi-évaluation

La stratégie de mise en place des deux organes de suivi, au niveau communal et au niveau des villages, est représentative des parties prenantes. Cette option permettra une appropriation, une implication et une participation effectives des populations pour une meilleure promotion du plan et la transparence dans les actions à conduire.

6.1 Mise en place du Comité Communal de Suivi Evaluation (CCSE)

Le comité de suivi et de mise en œuvre (CCSE) du Plan Communal de Développement (PCD) de la commune de Goulfey est mis en place par arrêté communal N° 09/AC/C/GFEY/M du 10 Juin 2011. Cet arrêté constate sa création, donne ses attributions et sa composition.

6.1.1 Attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le Comité de Suivi et de mise en œuvre du PCD a pour missions de :

- veiller au suivi de la mise en œuvre des actions programmées ;
- Jouer un rôle de conseil et de médiation, en cas de conflits entre les différentes parties prenantes ;
- populations bénéficiaires, services techniques de l'Etat, prestataires de service, etc. ;
- Assurer une bonne gestion des investissements ;
- Faire un bilan périodique et un bilan global ;
- Rendre compte aux populations en cas de besoin ;
- Veiller à la programmation des activités communales ;
- Veiller à l'évaluation des impacts socio-économiques et environnementaux ;

6.1.2 Composition du CCSE

Le Comité de Suivi et de mise en œuvre est composé ainsi qu'il suit :

Président	- ABAKAR ABALIOU	A1 au maire
Secrétaire	- ABBA MAHAMAT	Agent communal
Membres	- AGENT TECHNIQUE DE DEVELOPPEMENT	
	- DD TRAVAUX PUBLICS	Responsable sectoriel
	- ABACHE HAMAÏ	Représentant de la société civile
	- HADIDJA ALHADJI MAYO	Conseiller municipal
	- SALE MAHAMAT	Elite locale
	- DJIBRINE ELI	Elite locale
	- MAGRAM MAHAMAT	Représentant des couches sociales vulnérables

6.2 Mise en place des Comités de Concertation (CC)

Au terme du processus de diagnostic, l'exécution des actions planifiées a été confiée à un organe exécutif composé des membres élus par l'Assemblée Générale de la Communauté, parmi ceux ayant activement pris part à l'atelier de diagnostic participatif niveau villages. Cet organe encore appelé Comité de Concertation (CC) est composé de manière à permettre la participation de toutes les sensibilités de la Communauté à l'effort de développement communautaire. Les CC est l'organe exécutif de l'Assemblée Générale Communautaire.

6.2.1 Composition et attributions du CC

Les missions du Comité de Concertation sont de manière générale les suivantes :

- Veiller au respect des statuts, du règlement intérieur et des décisions de l'assemblée générale.
- Représenter la communauté dans les missions de développement ;
- Assurer la préparation de l'assemblée générale, appliquer ses décisions et lui en rendre compte

- Présenter à l’approbation de l’assemblée générale le programme d’activités, le budget et les rapports d’activités
- Approuver les rapports des commissaires aux comptes
- Informer la communauté de ses obligations et de sa contribution à la réalisation des microprojets ;
- S’assurer que la maintenance des ouvrages est faite par les bénéficiaires ;
- Veiller à la mobilisation de la contribution des bénéficiaires de services ;
- Présenter au CSE les rapports des activités menées au niveau des villages.

6.2.2 Composition et attributions du CC

Le CC comprend:

- Les postes administratifs:
 - **01 Président** et éventuellement 01 Vice Président,
 - **01 Secrétaire Général** et éventuellement 01 Secrétaire Général Adjoint,
 - **01 Trésorier,**
 - **02 Commissaires aux comptes;**
- Les postes facultatifs: les **conseillers**
- Les postes à qualité: Le **Conseiller Municipal** du CC ou des CC de son rayon de compétence.

6.2.3 Rôles et attributions des différents membres

Les attributions des membres du comité de concertation sont s’articulent ainsi qu’il suit :

- ♦ Le Président est responsable du bon fonctionnement de l’association. Il convoque et préside les réunions de l’assemblée générale et du Comité de Concertation. Il représente l’association dans tous les actes de la vie civile et décide des opérations de gestion courante. Il est chargé de veiller à l’utilisation judicieuse des fonds ou des dotations matérielles et financières, à l’entretien des équipements. Il organise les activités de l’association et rédige les rapports périodiques de gestion.
- ♦ Il est assisté d’un vice-président qui le remplace, en cas d’absence ou d’empêchement. Celui-ci reçoit du Président, délégation de certaines fonctions.
- ♦ Le Secrétaire Général est chargé de la tenue des registres nominatifs des membres, de l’enregistrement des sommes versées, de la rédaction des procès verbaux des réunions de l’association, de la correspondance et de la conservation des archives.
- ♦ Il est assisté d’un secrétaire adjoint. Celui-ci remplace le secrétaire en cas d’absence
- ♦ Le Trésorier est responsable de la perception, de la garde et de la gestion des fonds de l’association dans les conditions fixées par l’assemblée générale.
- ♦ Les Commissaires aux Comptes sont chargés de veiller à la transparence de la gestion des fonds. A cet effet ils contrôlent les opérations comptables et financières, certifient les états financiers présentés par le comité de concertation à la clôture de chaque exercice, présentent leur rapport à l’assemblée générale.

6.3 Mécanismes de suivi évaluation du CC

La communauté doit assurer le suivi de la mise en œuvre des solutions endogènes, en même temps que par une évaluation régulière, elle doit apprécier et mesurer les résultats des actions menées. Ce suivi évaluation permettra également d’informer l’ensemble des intervenants sur l’exécution des activités endogènes, de replanifier certaines actions si cela est nécessaire, et d’évaluer l’engagement de chaque acteur dans l’exécution de ceux-ci. Il est important pour cela de formaliser les fréquences des réunions de CC et les Assemblées Générales qui constituent le cadre d’harmonisation de toutes les activités.

6.4 Indicateurs de suivi et d'évaluation (par rapport au PIA)

Les indicateurs de suivi et d'évaluation qui vont permettre à la municipalité de veiller à la mise en œuvre du PCD sont relatifs aux activités du PIA, ainsi que les activités des tableaux des solutions endogènes.

Secteurs		Activités/Projets	Indicateurs de Suivi et d'Evaluation
Institution communale		-Construction bureaux annexes	PV d'attribution du marché, chronogramme des activités détaillés, Attestation de démarrage des travaux, PV de l'état des lieux, Plans de construction disponible, rapport d'étape
Santé		Sensibilisation sur les comportements de santé sains	Chronogramme des descentes, Communiqué, PV de réunion, affiches, tracts,
		Demandes de création/approvisionnement/ affectation du personnel qualifié	Souches, dossiers constitués, récépissés de dépôt Chronogramme
		Demandes de création/approvisionnement des CLLS	Copie des lettres, Répertoire des élites et partenaires rencontré, dossiers constitués, récépissés de dépôt, Convention signée avec les partenaires, Chronogramme
		Organisation des séances de distribution des préservatifs	Calendrier de descente, Nombre et taux d'utilisateur des préservatifs
		Construction du CSI de Nadji	Localisation et matérialisation des sites, dossier technique, PV d'attribution du marché, chronogramme des activités détaillés, Attestation de démarrage des travaux, PV de l'état des lieux, Plans de construction disponible, rapport d'étape, bâtiment construit, bordereau des équipements PV de réception
Education de base		Adresser des demandes aux sectoriels pour l'affectation de nouveaux enseignants	Copie des lettres, récépissé de dépôt PV des rencontres avec le sectoriel
		Construction d'un bloc de 2 salles de classe à Doungoura	Localisation et matérialisation des sites, dossier technique, PV d'attribution du marché, chronogramme des activités détaillés, Attestation de démarrage des travaux, PV de l'état des lieux, Plans de construction disponible, rapport d'étape, bâtiment construit, bordereau des équipements PV de réception
Eau et énergie	Eau	Demande pour la construction de nouveaux points d'eau potable	Communiqués, tracts, PV de réunion
		Demande de formation en traitement des eaux	Souches des demandes, partenaires contactés
		Sensibilisation sur le traitement de l'eau avant la consommation	PV, rapports, tracts, communiqués ; supports
		-Construction d'un forage au CSI de Nadji -Construction d'un forage à Boutal Hadoum	Localisation et matérialisation des sites, dossier technique, PV d'attribution du marché, chronogramme des activités détaillés, Attestation de démarrage des travaux, PV de l'état des lieux, Plans de construction disponible, rapport d'étape, forages construits
	Energie	Réunion de concertation	Récépissé de dépôt, souches demandes
		Demande d'appui pour Faciliter l'électrification rurale	PV de réunion
Environnement et protection de la nature		Sensibilisation des populations sur le respect des lois en matière de protection de la nature	PV, rapports, tracts, communiqués ; supports, liste de présence
		Mise sur pied d'un comité de suivi des arbres plantés et de vigilance	Nombre des arbres plantés et entretenus, Liste des personnes ayant participé Liste des membres du comité vigilance PV des activités
		Sensibilisation des populations sur le bien fondé des latrines aménagées	Tracts, communiqués, PV de réunion, Convention signée avec les partenaires
		Demande d'aide pour la construction des latrines	Copie de la demande, récépissé de dépôt, liste des ménages nécessiteux
		Construction d'un bloc latrine au CSI de Nadji	Localisation et matérialisation des sites, dossier technique, PV d'attribution du marché, chronogramme des activités détaillés, Attestation de démarrage des travaux, PV de l'état des lieux, Plans de construction disponible, rapport d'étape, bâtiment construit, bordereau des équipements PV de réception
		Construction d'un bloc latrine à EP de Doungoura	Localisation et matérialisation des sites, dossier technique, PV d'attribution du marché, chronogramme des activités détaillés, Attestation de démarrage des travaux, PV de l'état des lieux, Plans de construction disponible, rapport d'étape, bâtiment construit, bordereau des équipements PV de réception
		Entretien plants (Amfara)	-Plan d'action, liste des personnes chargé de l'activité, PV des réunions, rapport d'état des lieux
Agriculture et développement rural		Demande d'aide auprès des partenaires	Souches des dossiers, récépissé de dépôt
		Organisation des achats groupés	Programme d'activité disponible
		Sensibilisation des populations sur les bienfaits de la jachère	Nombre de personne qui pratique la Jachère PV, rapports, tracts, communiqués ; supports, liste de présence
		Sensibilisation sur le bien fondé du travail en groupe	Calendrier, tracts, communiqués, PV de réunion Liste des participants

	Réception des canaux d'irrigation	Nombre de personne bénéficiant des canaux, Superfine irriguée
Elevage, Pêches et Industries animales	Procéder à des achats groupés du matériel	Liste des personnes participant à l'activité Quantité et type du matériel disponible
	Demander d'aide des partenaires	Souches demandes, partenaires contactés
	Sollicitation des formations en élevage	Souches demande, récépissé dépôt, liste des partenaires rencontrés
	Recherche d'appui pour créer et légaliser les GIC	Souches des demandes ; statuts des GICS, PV réunion, répertoire des partenaires, liste des personnes rencontrées
Travaux Publics	Désherbage et débordage des routes Mise à disposition de la main d'œuvre	Nombre de Km désherbé, liste des personnes ayant participé, PV des travaux
	Demande d'ouverture des pistes	Récépissé de dépôt, souches demande,
	-Entretien routes (Goulfey-ville)	PV d'attribution du marché, chronogramme des activités détaillés, Attestation de démarrage des travaux, PV de l'état des lieux, nombre de Km entretenu, rapport d'étape
commerce	Sollicitation des formations auprès des partenaires dans les AGR	Récépissé de dépôt, souches demandes, liste des personnes nécessiteuses, PV des rencontres, liste des partenaires rencontrés
sport et loisir	Demande d'aide auprès des partenaires pour l'acquisition des équipements en matériel sportif	Récépissé de dépôt, Copie des demandes, liste des personnes nécessiteuses, PV des rencontres, liste des partenaires rencontrés, Convention signée avec les partenaires
	Demande de Création et de construction des structures d'encadrement adressée aux partenaires	Récépissé de dépôt, souches demandes, liste des personnes nécessiteuses, PV des rencontres, liste des partenaires rencontrés, Convention signée avec les partenaires

6.5 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Le comité de suivi et de mise en œuvre est le principal organe en charge du suivi des activités du PCD. Des outils comme le tableau du bien-être, la matrice du suivi de la mise en œuvre des activités du PCD, devront être remplies mensuellement, et le compte rendu à l'édile. Avant la tenue de chaque session du conseil municipal, un rapport global devra être dressé pour que le conseil municipal ait toute la mesure de la mise en œuvre du plan. Pour les projets qui s'étendent sur le moyen terme, le reporting devra être fait à mi parcours et une fois le chantier achevé.

6.6 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

De la même façon que le comité de suivi et de mise en œuvre s'occupe du suivi des activités du PCD, de même leurs rapports serviront à préparer le prochain PIA. Des grilles multicritères de classement des projets a également été rempli, afin que les prochaines réalisations s'en inspirent. Des activités inachevées ou jugées lourdes peuvent faire l'objet d'une délibération municipale au besoin.

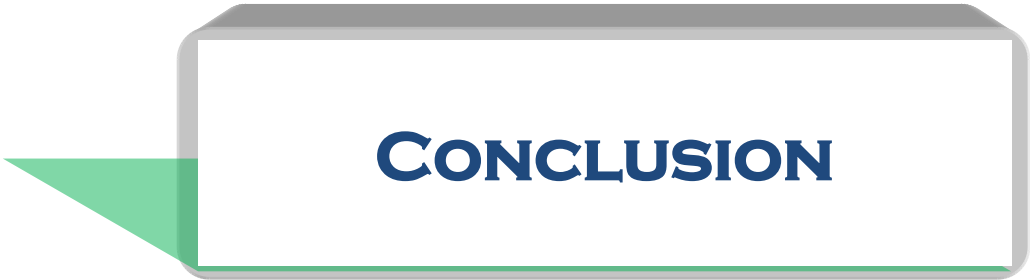
6.7 Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

La nature des relations qui existent entre la commune, les programmes nationaux/ internationaux, les ONG, les associations, les autres communes, les services déconcentrés de l'Etat, les projets régionaux, contribuera à promouvoir le plan, voire faciliter sa mise en œuvre. La mise sur pied d'un bon plan de communication et l'utilisation des supports contribueront à situer les populations sur les priorités de développement retenues dans le plan.

Au demeurant, l'exécutif municipal et toute son équipe de conseillers devront communiquer avec leurs électeurs à une fréquence trimestrielle, afin de préparer la mise en œuvre des futures activités, d'évaluer celles déjà réalisées, de renforcer l'appropriation villageoise des installations et ouvrages réalisés. Il est également envisageable d'organiser des séances de dédicace du plan devant un parterre d'invités (partenaires, programmes, Etat, mécènes, élites...) à divers points du globe afin de mobiliser au maximum des fonds en vue de la mise en œuvre des différents projets.

Récapitulatif du Plan de communication sur la mise en œuvre du PCD

Objectif	Actions	Activités	Coût
Les populations se sont appropriés le PCD	Promouvoir le PCD auprès de toutes les forces vives de la commune	-Organisation d'une journée de présentation du PCD à la Mairie -Organisation des journées explicatives dans tous les villages de la commune -Confection des affiches, s tracts, banderole - Campagne d'explication du PCD dans les lieux culturels des villages de la commune	15 000 000
Les élites extérieures ainsi que des potentiels investisseurs sont intéressés par les potentialités de la commune	Vulgariser le PCD auprès de tous les partenaires au développement installés au Cameroun	-Elaboration de liste des différents partenaires -Confection des plaquettes de présentation du PCD (500 exemplaires) -Impression du PCD sur papier glacé (100 exemplaires) -Organisation des journées explicatives dans les grandes métropoles du Cameroun avec présence des partenaires au développement -Confection des affiches, banderoles - Négociation des tranches d'antenne dans les médias nationaux (publics et privés)	10 000 000
La diaspora ainsi que les investisseurs étrangers sont intéressés par les potentialités de la commune	Promouvoir le PCD auprès de la diaspora et organismes internationaux	- Négociation des tranches d'antenne dans les médias internationaux -Créer un site web de la commune -Insérer les points forts du PCD dans le site -Recruter un Webmaster chargé de mettre à jour le site de la commune	11 000 000
Le coût total du plan de communication s'élève à			36 000 000



CONCLUSION

CONCLUSION

Le Plan Communal de Développement est un outil de diagnostic des problèmes, de prise de conscience des atouts, d'orientation, de canalisation, de programmation et de planification du processus de développement d'une Commune. Il s'est imposé dans les politiques publiques depuis bientôt une décennie avec des résultats plus ou moins édifiants. Promu par le PNDP, placé sous la tutelle administrative du MINEPAT depuis 2004, le PCD occupe désormais une place centrale dans le processus de développement des villages, de l'espace urbain et de l'institution communale en soi. Il s'agit en gros d'un outil de développement intégré, total, car issu des désidératas, des besoins, des souhaits, des problèmes des populations identifiés à chaque échelon de la société. Les objectifs visés par le PCD sont :

- ◆ D'assurer la prise en charge du développement du milieu par les communautés rurales elles-mêmes d'une part et les acteurs locaux d'autre part ;
- ◆ D'améliorer l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire et les revenus des populations ;
- ◆ De contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance locale.

Plus spécifiquement, il est question :

- ◆ De traduire les problèmes et besoins des villages et de la ville en projets de développement
- ◆ D'organiser les actions de développement dans le temps et l'espace
- ◆ D'assurer la prise en charge du développement du milieu par les communautés rurales et les acteurs locaux ;
- ◆ D'améliorer l'accès aux services de base, la sécurité alimentaire et les revenus des populations et
- ◆ De contribuer à l'amélioration de la gouvernance locale.

Conformément à la méthodologie, consignée dans le manuel élaboré par le MINEPAT, l'OAL a eu à conduire les opérations de diagnostic participatif dans les villages, au niveau de l'espace urbain communal et de l'institution communale. Ces diagnostics ont ressorti les problèmes des populations, les atouts et besoins suivant les différents secteurs, ainsi qu'une introduction à la planification au niveau endogène.

Ces problèmes analysés ont été capitalisés au niveau de l'atelier de planification. Les différentes idées de projet ont ainsi été planifiées, programmées sous la base des ressources mobilisées et mobilisables. Tout ceci en conformité avec la vision de développement de l'Etat et de l'exécutif municipal. Le coût total du plan est de 13 566 534 000 FCFA (treize milliards, cinq cent soixante six millions, cinq cent trente quatre mille francs CFA), étalé sur une période de cinq ans.

Le présent document donne une orientation générale des pas de la Commune sur le chemin du progrès. Afin de faire du Cameroun, un pays émergent à l'horizon 2035, il est recommandé que l'exécutif municipal se mue comme jamais il ne l'a été. Pour ce faire, les acteurs devront bénéficier des renforcements des capacités sur les questions des enjeux de la décentralisation, de la recherche des partenaires, du montage, suivi et mise en œuvre des projets, la gestion des ressources diverses, les TIC, la mobilisation sociale, la gestion des infrastructures, le lobbying.... Grosso modo, le chantier du développement de la Commune de Goulfey est grand et fort évocateur du niveau de sous développement de la Commune.

BIBLIOGRAPHIE

- MINEPAT, « **Guide méthodologique de planification régionale et locale** », octobre 2009, (1^{ère} édition).
- PNDP, « **Manuel du praticien des appuis au processus d'élaboration des PDL et PDC** », GTZ/SNV/.
- Comité de développement du Sultanat de Goulfey, « **Plan de développement villageois** », Abakar Mahamat (Dr), Décembre 2005.
- Abba Mahamat, « **La monographie de la Commune rurale de Goulfey** », 2004.
- **Fichier des GIC et association des agro éleveurs/petit commerce**, Délégation d'arrondissement de l'Elevage, des Pêches et Industries Animales de Goulfey.
- Délégation d'arrondissement de l'Agriculture de Goulfey, **Rapport d'activité 2009**
- Poste forestier de Goulfey, **Rapport d'activité 2009**
- Coopération Cameroun-Banque islamique de développement, « **Projet de développement rural intégré Chari-Logone (PDRI-CL).plan d'action 2010. Répartition par arrondissement des infrastructures socio-économiques** »



ANNEXES

Annexes

➤ Fiches de projets du PIA

Fiches 1

		Date : 2011
N° de référence	Désignation du microprojet : Construction du CSI de Nadji	
Région : Extrême nord	Domaine d'intervention : Santé publique	
Commune : Goulfey		
Communauté : Nadji		
Maître d'ouvrage : Commune		
Maître d'ouvrage délégué :		
Chef de service du marché : CRC-EN		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)		
Organismes co-intervenant : • Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : • Autres organismes :		
Objectif du micro projet : Construire les équipements du CSI de Nadji		
Coût total estimé: 50 000 000	Montant du financement demandé au PNDP : 47 500 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 2 500 000 -Nature : sable et main d'œuvre humaine	Sources de financement : BIP, Commune et PNDP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du microprojet : le projet consiste en la construction d'un CSI à Nadji pour résorber les problèmes de santé des nombreuses populations de la localité. Il est question de construire un bloc unique de bâtiment contenant des unités de consultation, de maternité, d'hospitalisation, de laboratoire et de la pharmacie.		
Respect des normes environnementales : la construction d'un dispositif de traitement des déchets devra accompagner la construction de ce CSI sur financement d'un partenaire quelconque. Ce dispositif permettra de traiter les déchets issus des sons de santé. Un reboisement du site permettra également de créer un micro climat favorable à l'épanouissement des malades et du personnel dans le centre		
Durée d'exécution du projet: 04mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet: 2 mars – 3 juillet 2012

Fiches 2

		Date : 2011
N° de référence	Désignation du microprojet : Construction d'un bloc de 2 salles de classe à Doungoura	
Région : Extrême nord	Domaine d'intervention : Education de base	
Commune : Goulfey		
Communauté : commune		
Maître d'ouvrage : Commune		
Maître d'ouvrage délégué :		
Chef de service du marché : CRC-EN		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)		
Organismes co-intervenant :		
• Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : • Autres organismes :		
Objectif du micro projet : améliorer les infrastructures scolaires de la Commune de Goulfey		
Coût total estimé: 17 000 000	Montant du financement demandé au PNDP : 16 150 000	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 850 000 -Nature : sable	Sources de financement : PNDP, Commune, village
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du microprojet : le projet consiste en la construction d 01 bloc de 02 salles de classe à l'école publique de Doungoura. Ces salles sont construites en matériaux définitifs et équipées de bancs, de bureaux de maîtres, de tableaux, de bacs à ordures. En raison du financement PNDP, il sera également question de construire un bloc latrine, l'école disposant déjà d'un point d'eau, ainsi qu'un reboisement du périmètre de l'école.		
Respect des normes environnementales : la construction des salles de classe est susceptible de provoquer l'émission de la poussière, des bruits, la circulation des voitures. Cependant, l'amplitude de tous ceux-ci est moindre et ne saurait constituer une agression pour l'environnement. Un reboisement du site permettra également de créer un micro climat favorable à la limitation des effets de la forte chaleur.		
Durée d'exécution du projet: 04 mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet: 2 mars – 3 juillet 2012

Fiches 3

		Date : 2011
N° de référence	Désignation du microprojet : Construction d'un forage au CSI de Nadji	
Région : Extrême nord	Domaine d'intervention : Eau et Energie	
Commune : Goulfey		
Communauté : commune		
Maître d'ouvrage : MINEE		
Maître d'ouvrage délégué : Commune		
Chef de service du marché :		
Maître d'œuvre :		
Ingénieur :		
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)		
Organismes co-intervenant :		
• Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : • Autres organismes :		
Objectif du micro projet : améliorer les infrastructures scolaires de la Commune de Goulfey		
Coût total estimé: 8 000 000 f cfa	Montant du financement demandé au PNDP : 7 600 000 f cfa	
	Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 400 000 f cfa -Nature : sable	Sources de financement : BIP (MINEE, MINEPIA)
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :		
Description sommaire du microprojet : le projet consiste à construire 01 forage dans CSI de Nadji. Ce forage sera équipé d'une manivelle à motricité humaine et seront assez profonds pour conserver de l'eau tant en saison sèche qu'en saison des pluies.		
Respect des normes environnementales : la réalisation d'un forage est susceptible de produire des impacts comme les vibrations, les bruits, les pollutions par les huiles de vidange. Des mesures doivent être prises pour que la décharge d'huile se fasse en conformité avec les exigences environnementales. Un reboisement du site permettra également de créer un micro climat favorable à la limitation des effets de la forte chaleur.		
Durée d'exécution du projet: 03 mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet: 2 mars – 3 juillet 2012

Fiches 4

		Date : 2011	
N° de référence		Désignation du microprojet : -Construction d'un forage à Boutal Hadoum	
Région : Extrême nord		Domaine d'intervention : Eau et Energie	
Commune : Goulfey			
Communauté : commune			
Maître d'ouvrage : MINEE			
Maître d'ouvrage délégué : Commune			
Chef de service du marché :			
Maître d'œuvre :			
Ingénieur :			
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)			
Organismes co-intervenant :			
• Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : • Autres organismes :			
Objectif du micro projet : améliorer les infrastructures scolaires de la Commune de Goulfey			
Coût total estimé: 8 000 000 f cfa		Montant du financement demandé au PNDP : 7 600 000 f cfa	
		Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : 400 000 f cfa -Nature : sable	Sources de financement : BIP (MINEE, MINEPIA)
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :			
Description sommaire du microprojet : le projet consiste à construire 01 forage dans le village de Boutal Hadoum. Ce forage sera équipé d'une manivelle à motricité humaine et seront assez profonds pour conserver de l'eau tant en saison sèche qu'en saison des pluies.			
Respect des normes environnementales : la réalisation d'un forage est susceptible de produire des impacts comme les vibrations, les bruits, les pollutions par les huiles de vidange. Des mesures doivent être prises pour que la décharge d'huile se fasse en conformité avec les exigences environnementales. Un reboisement du site permettra également de créer un micro climat favorable à la limitation des effets de la forte chaleur.			
Durée d'exécution du projet: 03 mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet: 2 mars – 3 juillet 2012	

Fiches 5

		Date : 2011	
N° de référence		Désignation du microprojet : Construction d'un bloc latrine au CSI de Nadji	
Région : Extrême nord		Domaine d'intervention : Environnement et protection de la nature	
Commune : Goulfey			
Communauté : espace Urbain			
Maître d'ouvrage : MINEP			
Maître d'ouvrage délégué : Commune			
Chef de service du marché :			
Maître d'œuvre :			
Ingénieur :			
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)			
Organismes co-intervenant :			
• Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : • Autres organismes :			
Objectif du micro projet : améliorer l'assainissement de la localité			
Coût total estimé: 2 000 000		Montant du financement demandé au PNDP : 2 000 000	
		Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : -Nature : Suivi des travaux	Sources de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :			
Description sommaire du microprojet : le projet consiste en la construction de 01 bloc de latrine au CSI de Nadji. L'utilisation des latrines est en effet peu répandue dans les villages de la Commune. La construction des latrines va contribuer à limiter l'incidence des maladies hydriques, accroître les mesures d'assainissement.			
Respect des normes environnementales : la construction de latrines est une mesure environnementale par excellence en milieu villageois. Un reboisement du site permettra également de créer un micro climat favorable à la limitation des effets de la forte chaleur.			
Durée d'exécution du projet: 03 mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet: 2 mars – 3 juillet 2012	

Fiches 6

		Date : 2011	
N° de référence		Désignation du microprojet : Construction d'un bloc latrine à EP de Doungoura	
Région : Extrême nord		Domaine d'intervention : Environnement et protection de la nature	
Commune : Goulfey			
Communauté : espace Urbain			
Maître d'ouvrage : MINEP			
Maître d'ouvrage délégué : Commune			
Chef de service du marché :			
Maître d'œuvre :			
Ingénieur :			
Agence d'exécution : titulaire du marché (PME, fournisseurs...)			
Organismes co-intervenant :			
• Prestataire/consultant BP : Tél. : e-mail : • Autres organismes :			
Objectif du micro projet : améliorer l'assainissement de la localité			
Coût total estimé: 2 000 000		Montant du financement demandé au PNDP : 2 000 000	
		Contribution totale de la Commune/Communauté : -Financière : -Nature : Suivi des travaux	Sources de financement : BIP
Montant estimé de retombée financière par la méthode HIMO :			
Description sommaire du microprojet : le projet consiste en la construction de 01 bloc de latrine à l'école publique de Doungoura. L'utilisation des latrines est en effet peu répandue dans les villages de la Commune. La construction des latrines va contribuer à limiter l'incidence des maladies hydriques, accroître les mesures d'assainissement.			
Respect des normes environnementales : la construction de latrines est une mesure environnementale par excellence en milieu villageois. Un reboisement du site permettra également de créer un micro climat favorable à la limitation des effets de la forte chaleur.			
Durée d'exécution du projet: 03 mois		Date souhaitée de démarrage du chantier du projet: 2 mars – 3 juillet 2012	

- **Document A : Atlas des cartes (cartes thématiques de référence, Planification spatiale des infrastructures prioritaires à construire en format A 3 si possible)**
- **Document B : Rapport consolidé du Diagnostic participatif**
- **Liste de présence à l'atelier de planification**